

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'EAU PRISE AUX MOTS: *RES COMMUNES* OU MARCHANDISE ?

LA PARTICIPATION DE *LA PRESSE* ET DU *DEVOIR* DANS LA
CONSTRUCTION D'UNE CULTURE ENVIRONNEMENTALE
LORS DU DÉBAT SUR LA PRIVATISATION DE L'EAU
AU QUÉBEC DE 1995 À 2005

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR CATHERINE VÉZINA

AOÛT 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Renoncer est la dernière chose que l'on puisse se permettre. Renoncer à tout espoir ne peut que précipiter le désastre, tandis que l'un des éléments susceptibles de le retarder consiste à croire qu'il peut être conjuré.

Hans Jonas, *Une éthique pour la nature*,

REMERCIEMENTS

Étudier pendant deux ans sur une question qui nous passionne et prendre le temps d'y réfléchir dans ce monde utilitaire qu'est le nôtre relève aujourd'hui du luxe! Un privilège que je dois entièrement à ma maman, qui ne voulait que ça et qui, de là-haut, m'a guidée d'une manière ou d'une autre.

Sur la terre ferme, merci à ceux qui m'ont encouragée lors de ces nombreuses remises en question: ma moitié, Isabelle, mon «Don Quichotte», Valéria, ma petite fée Jen, mon «arme secrète», Mak. Merci à mes deuxièmes parents, Louise Léonard et Michel Trottier, pour leur incroyable soutien. Merci à Maxime «3M» pour son précieux regard de sociologue. Mes remerciements vont aussi à ceux qui ont bien voulu me donner un peu de leur temps pour me transmettre de précieuses informations: Lucie Sauvé (Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement), Réjean De Ladurantaye (Environnement Canada), Robert Lapalme (directeur, bassin versant Missisquoi, consultant Envirolac) et Sylvie Pacquerot (juriste et chercheuse, CERIU).

Évidemment, une étudiante est bien désarmée sans le soutien intellectuel de son mentor pour la mener jusqu'au bout de ses ambitions de recherches. Merci à Jean Pichette.

À ma mère.

EN GUISE DE PRÉLUDE...

Le choix d'un sujet de mémoire n'a rien d'un hasard. Toute analyse est le résultat d'un «parti pris». Autant s'en expliquer dès le début...

Écrire un mémoire est une chose difficile, mais se résoudre à ne choisir qu'un seul sujet fut, dans mon cas, de l'ordre du martyr! Fascinée par la place des médias dans la société contemporaine et très interpellée par la problématique environnementale, concilier mes deux intérêts semblait logique. Mais l'environnement est un sujet immense. Il fallait choisir un objet spécifique. Lequel?

Le Québec étant une province d'eau, le choix de ce thème s'imposait. Constat intéressant: tout revient à l'eau. La pluie, les ruisseaux, les rivières dans leur interminable quête d'immobilité vers la source ultime, transportent avec elles les empreintes de leur voyage. Grâce à cette mobilité, les activités humaines et leurs effets pervers finissent par se retrouver dans nos points d'eau, et puis, se retrouvent au bout de notre robinet. En cela, j'aimais à penser que l'eau est un élément représentatif de l'intérêt qu'une société porte à son environnement.

Malgré cela, le doute quant au choix de l'objet à étudier me malmenait toujours. Une incertitude qui me quitta suite à un fâcheux événement, le 11 septembre 2006 pour être plus précise, comme si cette date était vouée à la destruction...

À ce moment, j'étais en Mauricie dans un petit chalet en bois, justement au bord d'une rivière presque vierge. Le cours d'eau longeait une petite route en terre. Ce chemin était très peu fréquenté, car les habitants de ce rang se comptaient sur les doigts d'une main. La municipalité devait fermer l'autoroute pour quelque temps,

dans le but d'en permettre la reconstruction. On décida de détourner la circulation vers cette petite route, car un chemin devait pouvoir relier les touristes et un hôtel non loin de là, acteur important pour l'économie de la région. Le maire opta pour l'élargissement de la route. Spectatrice des travaux, c'est à ce moment précis que j'ai réalisé que le sujet de mon mémoire était important.

Des arbres furent arrachés afin d'agrandir la route. Pour remplir le nouvel espace, on y ajouta du sable plutôt que des roches concassées, plus solides, mais surtout plus dispendieuses. Les conséquences environnementales de ce choix n'étaient pas encore visibles, mais à l'arrivée du printemps, les produits chimiques provenant de ses réparations allaient se déverser vers le cours d'eau compte tenu de l'amincissement de la couche filtrante de la rivière. De plus, les véhicules lourds circulaient sans respecter la distance réglementaire des huit mètres en bord de rivière. Fascinant spectacle.

Ce théâtre me laissa perplexe: si la municipalité, celle qui se doit d'édicter et de veiller au respect des normes environnementales, fait fi de ses propres règles, qui les respectera?

Il me parut évident que les mesures coercitives en environnement ne peuvent agir seules: il nous faut aussi *croire* en celles-ci et en respecter le contrat, car l'État ne sera jamais en mesure de surveiller chacun de ses citoyens. Il s'agit bien d'un *contrat social* auquel nous invite l'environnement. Le même qui nous empêche de traverser la rue sur un feu rouge, et ce, même si la police n'est point dans les parages pour nous assigner une contravention. Je parle de l'univers du symbolique, celui du philosophique (valeurs, éthiques et morales), sans lequel la science, la technologie et la gestion ne valent pas grand-chose. À la lumière de cette mésaventure, il me parut évident qu'une *culture* de l'eau, et plus largement de l'environnement, était

nécessaire au Québec. Les médias favorisent-ils une telle chose? Le sujet de ce mémoire était chose réglée.

TABLE DES MATIÈRES

EN GUISE DE PRÉLUDE	v
LISTE DES FIGURES.....	xi
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
RÉSUMÉ	xii
INTRODUCTION.....	1
A) L'évolution de la notion d'environnement: de l'écologie à l'environnement au développement durable.....	1
B) ...à sa représentation médiatique (ou la fin du secret).....	7
C) L'objet étudié: l'eau québécoise à travers le débat sur la privatisation de l'eau.....	9
D) Vue d'ensemble des divers chapitres de la recherche.....	11
CHAPITRE 1	13
1.1 L'environnement pris aux mots des médias.....	13
1.2 Postulat, question générale de recherche et objectifs.....	20
CHAPITRE 2	23
2.1 Quelques éléments de définition pour un «bien fondamental total»	23
2.1.1 Caractéristique première: don et condition de vie.....	25
2.1.2 Caractéristique seconde: ressource limitée.....	26
2.2. Le paradoxe de l'eau québécoise: les limites de l'abondance.....	33
2.3. Cadre et statut juridique de l'eau au Québec.....	35
2.4 Gestion québécoise de l'eau: de l'«approche usage»	38

2.5	...Intermède à l' «Ouest»	39
2.6	...vers l' «approche milieu» ou la Politique nationale de l'eau (PNE).....	41
2.6.1	Le mode de gestion par bassin versant.....	41
2.6.2	La participation citoyenne au cœur de la GIPBV	42
2.7.	Les types de privatisation.....	45
2.7.1	La privatisation des infrastructures	46
2.7.2	Privatisation: impacts environnementaux.....	47
2.8	Résumé du chapitre.....	49
CHAPITRE 3		50
3.1	Les facteurs de motivation à l'action environnementale.....	50
3.1.1	Échelle individuelle.....	51
3.1.2	Échelle sociale: socialisation, culture et valeurs.....	58
CHAPITRE 4		65
4.1	De la construction sociale de l'information en environnement.....	65
4.2	Du rôle et du pouvoir des médias en environnement: représenter.....	67
4.2.1	Caractéristiques premières des représentations: fausses et simplistes	68
4.2.2	Le lien avec l'agir et la pertinence du concept en recherche médiatique.....	70
4.3	Du rôle des médias en environnement	72
4.3.1	Les médias: médiateurs	72
4.3.2	Les médias: éducateurs.....	75
4.4	Les mécanismes de cadrage de l'environnement par les médias.....	77
4.4.1	L'agenda-setting «vert».....	78
4.4.2	Les types d'articles et la valeur éducative des nouvelles environnementales.....	87

4.5	Résumé du chapitre.....	94
CHAPITRE 5		95
5.1	Questions générales de recherche	95
5.2	Pourquoi la presse écrite ?.....	96
5.3	Le choix du thème et du matériel analysé.....	98
5.4	La période d'analyse	98
5.5	La collecte de l'échantillon	99
5.6	L'analyse de contenu	99
5.6.1	Le codage: l'approche par classement en thème.....	101
5.6.2	Opérationnalisation de l'analyse du cadrage médiatique	103
5.7	Limites et lacunes de l'analyse de contenu thématique	105
CHAPITRE 6		108
6.1	Place et intérêt de la privatisation de l'eau dans La Presse et Le Devoir	108
6.2	Le cadrage thématique de la couverture.....	112
6.3	Mise en valeur des articles	113
6.4	Les types d'articles privilégiés	115
6.5	Les intervenants.....	116
6.6	Les auteurs.....	117
6.7	Le déroulement de la couverture en cinq étapes.....	119
6.7.1	Première étape: la mise à l'évidence du problème (1995).....	121
6.7.2	Deuxième étape: la reconnaissance de l'existence du problème	122
CONCLUSION/DISCUSSION		134
A)	Synthèse de la recherche	134
B)	Une dissolution de la nouvelle environnementale	136

C) La Presse et Le Devoir: des «chiens de garde» efficaces, mais déficitaires dans l'explication	137
D) Enfin de bonnes nouvelles?	141
ANNEXE 1	143
BIBLIOGRAPHIE.....	154

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Le cycle de l'eau.....	28
1.2 Schéma d'un bassin versant	42
3.1 Contexte environnemental et sociétal, représentations sociales, rapports à l'eau et conditions d'adoption de comportements.....	61
3.2 Valeurs, représentations sociales et rapports à environnement	63
6.1 Répartition des articles traitant de la privatisation de l'eau entre La Presse et Le Devoir, 1995-2005.....	110
6.2 Privatisation de l'eau versus les changements climatiques, La Presse et Le Devoir, 1995-2005	111
6.3 Positionnement des articles sur la privatisation de l'eau dans leur quotidien respectif, La Presse et Le Devoir, 1995-2005	114
6.4 Les types d'articles utilisés lors du débat sur la privatisation de l'eau selon le quotidien, La Presse et Le Devoir, 1995-2005	116
6.5 Intervenants du débat sur la privatisation de l'eau dans La Presse et Le Devoir, 1995 à 2005.....	117
6.6 Auteurs des articles sur la privatisation de l'eau dans La Presse et Le Devoir, 1995 à 2005	118
6.7 Intensité et déroulement de la couverture – La privatisation de l'eau, La Presse et Le Devoir, 1995-2005.....	120

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
6.1 Nombre d'articles sur la privatisation de l'eau, La Presse et Le Devoir, 1995-2005	109
6.2 Thèmes présents dans le titre des articles portant sur la privatisation de l'eau, Le Devoir et La Presse, 1995-2005	113

RÉSUMÉ

En l'espace de deux décennies, la société québécoise est passée du grand silence sur les enjeux environnementaux à une profusion de la parole «verte». Mais en parler plus, est-ce forcément en parler mieux? Dans une logique de compréhension des problématiques environnementales, les citoyens sont-ils aujourd'hui mieux outillés maintenant que l'environnement se trouve sous toutes les tribunes?

Ce mémoire est le résultat d'une volonté de saisir le lien entre les communications médiatiques, l'environnement et l'action. L'apparition et le maintien de rapports compatibles avec l'environnement sont freinés ou favorisés par des facteurs individuels, environnementaux et culturels. Cette recherche s'intéresse à un type d'acteur ayant une influence indirecte sur l'action en environnement en ce qu'il constitue un instrument d'éducation, un médiateur, et un créateur de représentations: les médias de masse.

L'eau est au cœur des activités sociales, économiques et politiques du Québec. De plus, l'un des principaux enjeux internationaux du XXI^e siècle sera, sans contredit, la gestion de l'eau. Lorsque prise aux mots des médias, quelle représentation de l'eau y retrouve-t-on? Afin de répondre à cette question, cette étude repose sur une analyse de contenu des articles de presse entourant le débat sur la privatisation de l'eau au Québec dans *La Presse* et le *Devoir*, pour la décennie 1995 à 2005. Les résultats indiquent que la dimension environnementale de la problématique a été diluée au profit d'une couverture axée sur la controverse politique et économique entourant le litige. En ce qui concerne la valeur éducative de la couverture, celle-ci se caractérise par une teneur événementielle, des articles pauvres en explications, pessimistes, ainsi qu'une représentation des citoyens comme peu utiles. Ainsi, si la *Presse* et le *Devoir* ont été très efficaces afin d'alerter la population face aux dangers d'une privatisation, ceux-ci ne se sont pas présentés comme des outils d'éducation à l'environnement permettant de comprendre le litige.

MOTS-CLÉS: Analyse de contenu, culture, eau, éducation relative à l'environnement, facteurs de motivation en action environnementale, Québec, médias, privatisation, représentation.

INTRODUCTION

LA GRANDE PRESSE ET LA MONTÉE DES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

A) L'évolution de la notion d'environnement: de l'écologie à l'environnement au développement durable

Algues bleues, coupes à blanc des forêts boréales, énergie éolienne, lisier de porc et réchauffement climatique: l'environnement et ses problèmes sont tous les jours à la «une» des journaux québécois. À ce titre, il est intéressant de s'arrêter un moment pour apprécier l'ampleur de cette incursion du «vert». Au quotidien, nous valorisons le recyclage, le vélo, l'agriculture soutenue par la communauté, et nous diabolisons les sacs de plastique; à l'échelle collective, nous discutons énergie éolienne, gaz à effet de serre, et formons des commissions de toutes sortes¹; dans la sphère de la culture, les chanteurs dénoncent le laisser-faire², d'autres deviennent

¹ Lors des six dernières années, soulignons la commission d'études et d'enquêtes autour de la gestion des forêts (Commission Coulombe, 2004), de l'eau (Commission Beauchamp, 2000), de la production porcine (Commission Boucher, 2003), de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation (CAPA, 2003).

² Nous faisons allusion aux chansons *8 secondes*, *En berne* et *Plus rien* de l'album *La grande messe* (2004), des Cowboys fringants, et à *Hého*, des Colocs, sur l'album *Atrocétomique* (1995).

portes-parole³, alors que les documentaires «écolos» se multiplient. À l'échelle économique, le marché intègre les préoccupations des consommateurs et rend disponibles des «produits verts». Si les premières luttes pour la protection de l'environnement ont d'abord visé le droit de savoir, force est de constater qu'aujourd'hui, l'information sur l'environnement se fait nombreuse à travers les voix d'acteurs multiples, qu'ils soient institutionnels, économiques ou sociaux⁴. D'entrée de jeu, un constat s'impose: l'enjeu environnemental existe bel et bien aux yeux des Québécois.

La «maturation de cette sensibilisation⁵» aux problématiques environnementales ne date pas d'hier. Bien que récente, ce mûrissement de la pensée populaire est le résultat d'une évolution culturelle et historique particulière de la notion d'environnement. Plusieurs experts sur le sujet sont d'avis que la prise de conscience s'amorce dans le courant des années 1960⁶. Le livre *The Silent Spring*, de la biologiste Rachel Carson, s'inquiétait déjà, en 1962, de la pollution par les insecticides conduisant à la disparition des oiseaux. Cet ouvrage, l'un des premiers en la matière, a pour mérite d'exposer les liens étroits entre la santé des écosystèmes et la santé des êtres vivants. Puis, en 1969, une image remanie la représentation que l'humanité se fait d'elle-même en nous offrant la première photo de la planète Terre à partir de la Lune. Véritable rupture épistémologique, cette image a pour effet de

³ Pensons à Richard Desjardins, pour les forêts boréales du Québec, à la comédienne Sophie Cadieux, pour la campagne *On dort comme une bûche*, et à Roy Dupuis cofondateur et coprésident de *Fondations rivières*.

⁴ De l'institution scolaire aux gouvernements et associations écologiques, voire aux entreprises qui, à travers la production de biens dits «écologiques» ou de publicités «vertes», mettent sous les projecteurs les problèmes environnementaux.

⁵ Ziaka, Panayota Yolanda. 1995. «L'éducation relative à l'environnement à travers les médias: aspects didactiques dans le cas de la presse écrite». Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris Denis Diderot, 1995, p. 2.

⁶ *Ibid*, p. 1.

rendre compte des limites de notre planète et donc, de l'interdépendance de l'humanité. Les habitant(e)s de la Terre sont maintenant des «citoyens et citoyennes du monde» dans un «village global». Magie du hasard ou conséquence de cette image, cette même année, le très influent *Time* introduit une section environnement à son édition du mois d'août. Une première étape avait été franchie en ce qui a trait à la conscientisation populaire face à l'environnement: la reconnaissance du fait de l'exploitation inconsidérée de la nature a des impacts négatifs sur nous tous.

Ce n'est qu'au tournant des années 70 que l'environnement apparaît comme un objet social⁷. En 1972 est publié le très célèbre *Halte à la croissance?* sous-titré *Rapports sur les limites de la croissance*, (adaptation du titre anglais *Limits To Growth*). *Halte à la croissance* est le produit du Club de Rome, une organisation non gouvernementale rassemblant des scientifiques, des économistes, des hommes d'affaires, de hauts fonctionnaires internationaux, des chefs d'État et d'anciens chefs d'État de chacun des cinq continents, désirant contribuer à l'amélioration de nos sociétés⁸. Les auteurs du rapport, Donella et Dennis Meadows, Jorgens Randers et William Behrens, estiment que la croissance a ses limites puisque les ressources naturelles de la Terre ne sont pas infinies⁹. Le système mondial est menacé et il est nécessaire de substituer l'équilibre à la croissance. L'environnement est alors lié à l'épuisement des ressources naturelles et les écologistes de l'époque sont «antiproductivistes¹⁰». Malgré la controverse qu'il a suscitée, notamment concernant

⁷ Sauvé, Lucie, et Catherine Garnier. 1999. Une phénoménographie de l'environnement. Réflexions théoriques et méthodologiques sur l'analyse des représentations sociales, in Rouquette, Michel-Loui, et Catherine Garnier. *Représentations sociales et éducation*. Montréal: Les Éditions nouvelles, p. 207.

⁸ The Club of Rome. <http://www.clubofrome.org/> (page consultée le 19 août 2007).

⁹ Meadows, Donella H. 1974. *Limits to Growth: A Report For the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*. New York : Universe Books, 205 p.

¹⁰ Ziaka, Panayota Yolanda. 1995. «L'éducation relative à l'environnement à travers les médias: aspects didactiques dans le cas de la presse écrite». Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris Denis Diderot, 1995, p. 2.

sa proposition de «croissance zéro», ce rapport a eu pour mérite d'impulser un profond mouvement de reconnaissance des enjeux environnementaux au sein de la communauté internationale.

À la même année, en 1972, se tient à Stockholm la première Conférence mondiale de l'ONU sur l'environnement. Sur les thèmes du risque, de la menace et de l'urgence, l'assemblée lançait un appel pour le développement d'une «conscience collective» à l'égard des problèmes environnementaux. La déclaration de Stockholm plaçait les questions écologiques au rang des préoccupations internationales. La conférence a marqué le début d'un dialogue entre pays industrialisés et pays en voie de développement sur le lien entre la croissance économique, la pollution de l'indivis mondial (l'air, l'eau, les océans) et le bien-être des peuples. Elle marquait les premières foulées d'une législation internationale en environnement, mais aussi, a posé les bases du développement de l'Éducation à l'Environnement (EE).

Vers la fin des années 1980, la notion d'environnement s'élargit pour ne plus se restreindre au cadre strictement biophysique. Dorénavant, l'idée d'environnement va être liée au concept de «développement durable», notion utilisée pour la première fois en 1987 dans le Rapport Brundtland¹¹. Le document conclut que toute décision politique doit être appréhendée sous trois aspects: le social, l'économique et le culturel. De son nom français, *Notre avenir à tous*, la commissaire conclut que le développement économique ne peut plus être dissocié de la protection de l'environnement, considéré comme un enjeu international concernant tous les pays: «Le développement durable [...] respecte l'environnement et s'arrête là où la capacité des grands écosystèmes de rester vivants et capables de se perpétuer est

¹¹ Du nom de Gro Harlem Brundtland, ancienne ministre de l'Environnement et ancienne première ministre de la Norvège entre 1981 et 1996.

compromise par l'activité humaine¹²», de dire l'ancienne première ministre de la Norvège. Le concept atteindra son apogée en août 2002 dans le cadre du sommet de Johannesburg sur le développement durable. Le Québec a depuis intégré cette notion comme l'indique le nom du ministère responsable: le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Les années 1980 sont aussi la décennie des crises écologiques de natures «transnationales» et «globales». Ces grands problèmes environnementaux, du fait qu'ils ne touchent pas un seul territoire (un pays), mais bien plusieurs, transgressent les frontières et remettent en question notre système politique actuel, toujours fondé sur des États-nations. De 1981 à 1987, ce sont les pluies acides, amenées par les vents en provenance des États-Unis, qui inquiètent les Québécois. Lors d'une visite à Ottawa en 1987, 10 000 manifestants ont accueilli le président Reagan. En 1985, l'alerte est donnée avec la découverte d'une diminution importante de la concentration d'ozone (trou de la couche d'ozone). Deux ans plus tard, le protocole de Montréal, puis révisé à Londres, Copenhague, et Pékin jusqu'en 1999, a préconisé une diminution des émissions des substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO) de 50 % en dix ans. Ces événements ont favorisé la sensibilité populaire relativement à ces questions et surtout, ont mis à jour le fait qu'elle prend des proportions internationales.

Cette mondialisation des problèmes environnementaux sera reconnue en 1992, dans le cadre du Sommet de la Terre de Rio. L'objectif de cette conférence était de développer un code international et une écopolitique afin de lutter contre les problèmes environnementaux globaux (perte de la biodiversité, changements climatiques, désertification, déforestation, pollution, etc.). Au sortir de cette rencontre, deux conventions internationales sont signées, l'une sur les climats

¹² Francoeur, Louis-Gilles. 2007. «Gro Harlem Brundtland au Devoir. Le développement durable, une idée souvent déformée», *Le Devoir* (Montréal), 30 mai, p.A1.

(Convention Cadre sur les Changements Climatiques, qui sera suivie du Protocole de Kyoto), l'autre sur la biodiversité. Le Sommet a aussi produit un plan d'action («l'agenda 21») fixant les grands objectifs à atteindre pour faire du développement durable une réalité au XXI^e siècle, la Déclaration de Rio et la Déclaration de principes sur les forêts. L'environnement est désormais au cœur des relations internationales.

En novembre 1992, soit cinq mois après le Sommet de la Terre, 1600 scientifiques de 71 pays, dont plusieurs Prix Nobel, signent le *World Scientists' Warning to Humanity*. Ce texte prévient la population mondiale que les activités humaines font subir des pressions jusqu'ici inégalées sur les écosystèmes, altérant dangereusement la régénérescence de ressources vitales telles que l'eau et l'air. Le document va jusqu'à dire que les pratiques actuelles mettent sérieusement en péril l'avenir des prochaines générations. Ils appellent les gouvernements à des politiques rapides qui permettent la protection et la restauration du système naturel planétaire.

Les avertissements des scientifiques ne restent pas sans écho. La multiplication des forums sociaux mondiaux et contre-sommets depuis le milieu des années quatre-vingt-dix en sont quelques-unes des manifestations. Aussi appelé altermondialisme, ce mouvement a mis en lumière un foisonnement de discours en faveur d'un développement à visage humain, solidaire et respectueux de l'environnement.

À la lumière de ce bref retour historique de la notion d'environnement, on remarque que le concept a beaucoup évolué à travers le temps. À l'origine scientifique et idéologique, la question environnementale s'est socialisée, politisée et mondialisée¹³. Les préoccupations se sont d'abord orientées vers ce que l'on appelait

¹³ Laramée, Alain, 1997. *La communication environnementale: de la problématique à l'évaluation*. Sainte-Foy: Éditions Télé-Université, p. 5.

le «milieu naturel». La préoccupation essentielle était de sauver la faune, la flore et les animaux en voie d'extinction. Peu à peu, le problème s'est déplacé pour développer le lien entre santé humaine et santé de la nature, notamment avec les travaux de Rachel Carlson. Puis, avec le rapport *Halte à la croissance* du Club de Rome, la dégradation de l'environnement est perçue comme un problème des pays riches, effets pervers des systèmes industriels qui misent uniquement sur la croissance. Par la suite, la question se politise: depuis 1972, l'environnement fera l'objet d'environ 140 traités internationaux¹⁴. La responsabilité de l'homme dans la dégradation de son milieu se confirme avec le *World Scientist's Warning To Humanity*. De nouveaux problèmes environnementaux (pluies acides, trou dans la couche d'ozone, réchauffement climatique, pollution des eaux, etc.) mènent à une prise de conscience du caractère transfrontalier de la problématique environnementale. Bref, d'une vision sectorielle de l'environnement, nous sommes passés à une vision globale et interdépendante. On remarque à travers ce bref retour historique sur la notion de l'environnement que la nature s'est substituée à celle du milieu humain. Parler d'environnement aujourd'hui, c'est aborder la question des interrelations entre l'homme et son milieu¹⁵.

B) ... à sa représentation médiatique (ou la fin du secret)

Bien souvent, l'idée d'un projet de recherche trouve sa source dans une insatisfaction ou du constat d'une contradiction au sein de son environnement. La nôtre, nous la devons particulièrement à une collègue de la maîtrise qui, lors d'un débat, jugeait que la communication de l'environnement n'était pas un problème puisque «nous en parlons plus qu'avant». Certes, depuis la fin des années 1980, début

¹⁴ Le Pestre, Philippe. «La communauté internationale face aux défis de l'environnement». In *Enjeux et politiques de l'environnement*, sous la dir. de Philippe Tronquoy, Paris: Édition La Documentation française. p.79.

¹⁵ Cette définition de l'environnement a été adoptée par la Conférence intergouvernementale de Tbilissi sur l'éducation en environnement en 1977.

1990, la couverture environnementale n'a cessé de prendre de l'ampleur. Mais si le réchauffement climatique, les algues bleues et les pollutions des eaux de ce monde font de plus en plus la une des journaux, il est surprenant de constater que l'action en environnement demeure une activité marginale au Canada¹⁶. D'où notre question de départ: l'augmentation quantitative des articles est-elle forcément le signe d'une «bonne communication», c'est-à-dire, d'une communication qui favorise la compréhension? En d'autres termes, et pour reprendre une formule bien connue de Dominique Wolton: communiquons-nous vraiment?

Les événements que nous venons d'énumérer brièvement en introduction ont tous marqué et façonné à leur façon la définition de ce que nous entendons aujourd'hui par «environnement». Mais pour qu'il y ait influence, encore faut-il en avoir parlé. Le rôle des communications dans la reconnaissance de l'environnement comme problème est donc fondamental.

Ce mémoire se veut l'aboutissement d'une réflexion sur le lien existant entre l'action en environnement et la communication médiatique. Le thème général de l'environnement, au-delà du savoir, pose la question plus politique de nos responsabilités individuelles et collectives, ainsi que de nos possibilités d'action. Notre hypothèse est que ceux-ci possèdent un rôle foncièrement politique en démocratie de par leur position de médiateurs, d'intermédiaires, et de créateurs de représentations au sein d'une société. Ils sont au centre de la construction sociale, culturelle et politique de ce que nous concevons comme un «objet environnemental», et jouent un rôle important dans le façonnement de nos représentations puisqu'ils orientent les récepteurs vers une certaine lecture de l'environnement. En ce sens, nos deux questions de départ sont: qu'est-ce qui nous pousse à agir en environnement? Quel est le rôle de la communication médiatique dans ce processus? Plus

¹⁶ À ce sujet, voir l'article de Fabien Deglise: «Les Canadiens, des écolos à temps partiel» du 12 juillet 2007 paru dans *Le Devoir*.

précisément, par-delà la quantité grandissante des articles portant sur l'environnement, est-ce que cette information permet au citoyen de comprendre les problématiques complexes de l'environnement et, par conséquent, permet de se positionner sur celle-ci afin d'agir? La question est de mise car si l'on désire intervenir pour lutter contre ce genre de problèmes, il faut tenir compte, pour être efficace, de la manière dont nos sociétés communiquent et incitent à l'engagement en environnement.

C) L'objet étudié: l'eau québécoise à travers le débat sur la privatisation de l'eau

L'environnement étant un thème très large, notre choix se devait de se poser sur un élément dont l'enjeu social est à la fois important, mais aussi représentatif de ce que l'on désigne par environnement. Par environnement, nous reprenons la définition d'Armel Boutard et Lucie Sauvé soit:

Un phénomène, un évènement, une problématique ou une controverse qui concerne une relation (positive ou négative) entre un organisme vivant (ou un ensemble d'organismes) et l'une des composantes du patrimoine biophysique collectif, support à la vie ou à la qualité de vie¹⁷.

Notre choix s'est arrêté sur l'étude de la représentation de l'eau à travers le débat concernant sa privatisation au Québec dans les pages de *La Presse* et du *Devoir*, de 1995 à 2005. Pourquoi l'eau alors que l'actualité regorge de sujets environnementaux aussi diverses que polémiques? Puisque cette étude prend source au Québec, le choix de l'eau comme élément à analyser s'imposait de nature.

¹⁷Sauvé, Lucie et Armel Boutard. 1991. «La presse écrite: un outil d'éducation relative à l'environnement». In *Enjeux de l'information et de la communication en matière d'environnement: Recueil de textes et documents d'accompagnement*, Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, pp. 59-62. Montréal: Université du Québec à Montréal, p. 102.

Véritable «château d'eau», le Québec abrite 3 % de l'eau douce mondiale. Il sera alors intéressant d'analyser, le temps d'une décennie, de quelle manière un territoire caractérisé par l'abondance, représente la ressource vitale.

De plus, la gestion de l'eau sera l'un des principaux enjeux internationaux du XXI^e sur la scène internationale. Les hommes entretiennent une relation problématique avec le précieux liquide¹⁸, puisque l'approvisionnement en eau, à la fois en quantité et en qualité, se pose maintenant avec acuité partout à travers le monde. Au Canada et au Québec, mais aussi dans plusieurs pays occidentaux, cette dégradation est liée à une agriculture et une industrie axées sur la croissance qui n'ont pas su gérer l'utilisation de l'eau et éviter le gaspillage. À l'international, le manque d'eau et sa non potabilité sont une des premières causes de décès dans le monde. Selon l'ONU, les maladies hydriques font, par jour, autant de morts que 3000 Boeings s'écrasant soit l'équivalent de 36 000 personnes¹⁹. Il y a urgence agir car les conséquences environnementales sont déjà importantes et le coût pour dépolluer devient de plus en plus élevé. Sujet chaud s'il en est un, le thème de la privatisation de l'eau soulève craintes et passions et s'affiche comme un dossier particulièrement sensible divisant les différents protagonistes où visions sociales et commerciales. Doit-on la privatiser? Doit-on la commercialiser? L'eau québécoise est-elle représentée comme *res communes* (bien commun) ou comme marchandise? Cette question est cruciale car elle interpelle des enjeux majeurs pour les droits humains, l'équité et la démocratie²⁰. Ainsi, derrière la question de l'eau se dressent une multitude d'enjeux, à la fois économiques, environnementaux, politiques et sociaux. Il sera intéressant d'analyser comment la presse québécoise a traité la ressource

¹⁸ Paquerot, Sylvie. 2005. *Un monde sans gouvernail: enjeux de l'eau douce*. Québec: Athena, p.16.

¹⁹ Bouguerra, Mohamed Larbi. 2003. *Les batailles de l'eau: pour un bien commun de l'humanité*. Paris: Éditions de l'Atelier ; Montréal: Éditions Écosociété, p.156.

²⁰ Vaillancourt, Jean-Guy. 2003. «L'eau, enjeu vital pour le XXI^e siècle». *Vertigo*, Vol.4, No3, (hiver), p.1.

mutidimensionnelle, À la fois nécessaire à la vie et jouant un rôle économique essentiel, il sera intéressant d'observer comment la presse québécoise a traité la ressource.

D) Vue d'ensemble des divers chapitres de la recherche

Ce projet de recherche se divise en six temps. Le chapitre 1 pose les balises de la problématique justifiant notre intérêt pour le traitement médiatique de l'environnement. Nous brosserons un portrait du rôle des médias dans la représentation de l'environnement. Les hypothèses de recherche et les objectifs y seront présentés.

Le chapitre 2 rend compte des multiples dimensions constitutives de l'eau et des enjeux qui la transcendent. Par la suite, nous procéderons à un bref retour historique concernant la politique québécoise de l'eau. Notre intention est de saisir le contexte dans lequel a émergé la représentation médiatique de l'eau dans le cadre du débat sur sa privatisation entre 1995 et 2005.

Le chapitre 3 met à plat les assises théoriques sur lesquelles repose notre projet de recherche. Dans une volonté de lier échelle sociale à échelle individuelle, nous ferons appel à trois écoles: la théorie de l'éducation relative à l'environnement (ERE), les théories des représentations sociales et l'approche symbolique des médias. Ces trois angles nous aideront à élucider la question du rôle et de l'influence des médias.

Le chapitre 4 réunit le cadre conceptuel de cet écrit. Suite à une revue de la littérature, nous mettrons à jour certains des mécanismes de cadrage de l'environnement par les médias et leur influence sur le désir d'action en environnement. Nous y constaterons que cette médiatisation de l'environnement n'est pas toujours en accord avec une logique d'éducatrice relative à l'environnement.

Le chapitre 5 est quant à lui consacré à la méthodologie privilégiée, soit l'analyse de contenu telle que préconisée par Bardin (1977). Nous y justifierons le choix de la presse écrite québécoise à travers l'exemple de deux quotidiens montréalais, *La Presse* et *Le Devoir*, et présenteront les 102 articles retenus pour les besoins de l'analyse. Aussi, nous ferons état des limites méthodologiques propre à cette recherche.

Le chapitre 6 présente les résultats de l'analyse de la couverture médiatique de l'eau québécoise pour la décennie de 1995 à 2005. Nous avons choisi de restreindre l'étude à ce laps de temps compte tenu du nombre volumineux d'articles publiés sur le sujet rendant impossible, dans le cadre d'un mémoire de maîtrise, d'en faire l'analyse. C'est donc d'abord pour des raisons de faisabilité que nous avons choisi de nous limiter à cette période. Cette durée demeure des plus intéressantes, car elle marque l'entrée en scène de l'eau dans l'espace public québécois. Nos analyses visent essentiellement à répondre aux questions suivantes: l'eau québécoise est-elle représentée comme *res communes* (bien commun) ou comme marchandise? Quel cadrage des enjeux a-t-on proposé? Par ces questions, nous serons en mesure de mettre en lumière les grandes tendances ayant caractérisé l'entrée en débat de l'eau dans l'espace médiatique québécois, point d'appui d'une réflexion plus large à savoir si la communication médiatique des enjeux environnementaux au Québec favorise le désir d'action en environnement.

CHAPITRE 1

PROBLÉMATIQUE

1.1 L'environnement pris aux mots des médias

Les trente dernières années d'information sur l'environnement dans les médias ont fortement contribué à la reconnaissance et à la sensibilisation du public à ces questions²¹. C'est par les médias qu'est parvenue une grande partie de l'information qui a favorisé, directement ou indirectement, la formation de l'opinion publique sur le sujet. Pour Robert Tessier, directeur du groupe de recherche en éthique environnementale (GREE):

[...] la perception et l'importance d'un problème environnemental par le grand public sont directement liés à la couverture que les médias en font, laquelle influe, par sa durée et son ampleur, sur l'opinion que les gens se font de la place que le problème devrait occuper dans la politique des gouvernements²².

²¹ Hansen, Anders (comp.), 1993. *The Mass Media and Environmental Issues*. Leicester: Leicester University Press, 238 pages ; Allan, Stuart, Barbara Adam et Cynthia Carter. 2000. *Environmental Risks and the Media*. Londres et New York: Routledge, 278 p.

²² Tessier, Robert. «Sociologie des médias et gestion de l'environnement: valeurs sociales et mise au programme politique». In *La recherche sociale en environnement. Nouveaux paradigmes*, sous la dir. de Tessier, Robert, et Jean-Guy Vaillancourt, Montréal: PUM, p.139.

Pour des questions de visibilité, les écologistes et associations de défense de l'environnement n'ont eu d'autre choix que de faire valoir leurs causes à travers la vitrine médiatique. Les médias possèdent donc une large part de responsabilité dans la reconnaissance de l'environnement comme «problème politique»²³.

De fait, les exemples sont nombreux quant à la façon dont les médias ont influencé l'opinion publique. Robert Lamb, journaliste en environnement et conseiller pour l'UNESCO à ce sujet, souligne que le Protocole de Montréal, le Plan d'action pour la Méditerranée, la Convention sur les Changements climatiques et bien d'autres engagements internationaux ont été élaborés en réponse aux revendications du public, alerté par les scientifiques via les médias de masse²⁴. À cet effet, les conférences internationales (particulièrement Rio et Kyoto) ont fait l'objet d'une grande campagne médiatique et ont contribué à la popularisation des problématiques environnementales par les médias de masse²⁵. Enfin, à travers la présentation des grandes catastrophes écologiques, comme les accidents technologiques (Three Mile Island, Tchernobyl, déversements d'hydrocarbure en mer, etc.) et les catastrophes naturelles de toutes sortes (tornades, glissements de terrain, inondations, etc.), les médias ont alerté l'opinion publique et fait grandir l'intérêt pour ces problèmes.

En France, les médias ont contribué à alerter et à sensibiliser l'opinion publique autour de l'environnement en donnant une présentation importante des accidents écologiques ainsi que des initiatives politiques en liaison avec l'environnement. La

²³ Allan, Stuart, Barbara Adam et Cynthia Carter. 2000. *Environmental Risks and the Media*. Londres et New York: Routledge, p. 5.

²⁴ Lamb, Robert. 1997. «La place de la nature à la télévision». In Centre Naturopa. Conseil de l'Europe, direction de l'environnement et des pouvoirs locaux. *La conservation de l'environnement et les médias* (Strasbourg, 5-6 juin 1997), Strasbourg: Conseil de l'Europe, p. 21.

²⁵ Ziaka, Panayota Yolanda. 1995. «L'éducation relative à l'environnement à travers les médias: aspects didactiques dans le cas de la presse écrite». Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris Denis Diderot, 1995, p. 3.

couverture du «parti vert» aux élections municipales et européennes, en 1989, et l'organisation par le gouvernement ou d'autres instances de nombreux colloques sur le sujet²⁶ en sont deux exemples. Les médias ont aussi été conduits à mettre en scène les alertes des scientifiques dans l'Hexagone.

Plus près de nous, aux États-Unis, c'est en janvier 1990 que fut donné le «coup d'envoi» d'une campagne médiatique sur «la Planète en danger» dans un numéro spécial du *Time Magazine*. Une «vague verte» touchera ensuite la plupart des hebdomadaires d'information. Les médias ont prouvé leur rôle particulièrement important en ce qui concerne les problèmes environnementaux constituant un risque pour la santé publique.

En sol québécois, c'est sur la scène des médias électroniques ayant un mandat d'information publique et d'éducation que se trouvent surtout les couvertures en environnement. À la première chaîne de Radio-Canada (95,1 FM), les reportages sur l'environnement s'intègrent de plus en plus dans les bulletins d'information et les émissions d'actualité²⁷. La télévision publique canadienne de Radio-Canada compte dans sa programmation quelques émissions sensibles aux questions environnementales comme *La consommation écologique* à RDI, *La semaine verte*, *Découverte*, le *Téléjournal*. Son homologue québécois, Télé-Québec, avec sa programmation d'affaires publiques (*Bazzo.tv*, *Il va y avoir du sport*, *La vie en vert*) intègre ici et là la question de l'environnement. À l'échelon de la presse écrite, *La Presse* possède depuis avril 2007 une section «environnement», le magazine

²⁶ Jodelet et Scipion cités dans Ziaka, Panayota Yolanda, *op.cit.*, p. 12.

²⁷ En guise d'exemple, l'émission matinale numéro un au Québec, *C'est bien meilleur le matin*, a intégré dans sa programmation les chroniques environnementales d'Hubert Reeves. Lorsque l'environnement rencontre le pré-requis de «l'actualité», les émissions *Dimanche magazine*, *Désautels*, *L'heure des comptes* et *Maison neuve* couvrent largement ces questions sous l'angle social, politique et économique. D'un point de vue plus scientifique, les émissions *À nous la Terre* et *Les années lumières* abordent aussi le thème.

L'actualité présente sa rubrique *Urgence climat*, et le *Devoir* possède depuis 1981 un journaliste assigné uniquement à ces questions. Notons aussi l'intégration de l'environnement au sein de diverses catégories d'émissions qui semblent offrir un faible potentiel de sensibilisation à l'environnement: les émissions de cuisine²⁸, de jardinage²⁹, de consommation³⁰ et de rénovation.

Enfin, dans les pays en voie de développement, là où une forte proportion de la population est illettrée et ne fréquente pas l'école, les médias de masse (surtout la radio) représentent des ressources importantes d'information en environnement³¹.

Toutefois, si les médias peuvent faire le «beau temps» en environnement, ils peuvent tout autant favoriser la «grisaille». Les études épistémologiques d'Anders Hansen sur de nombreux textes médiatiques soutiennent que dans les années 1990, l'intérêt pour l'environnement décroît dans la presse et l'opinion parce que le thème est en compétition avec d'autres préoccupations comme l'économie, le chômage et la récession³². Toujours selon Hansen, la représentation de l'environnement dans les médias ne sera pas forcément représentative de la réalité matérielle de la situation environnementale³³. À l'étranger, des chercheurs de Grande-Bretagne confirment

²⁸ Deux exemples suffiront: l'émission sur l'alimentation l'*Épicerie*, lorsqu'elle traite de l'agriculture biologique, sensibilise indirectement à l'environnement, de la même manière que *Tout le monde en parle*, en recevant Steven Guilbault (porte-parole de Greenpeace), assure une visibilité non négligeable aux enjeux environnementaux.

²⁹ Ziaka, Panayota Yolanda. *op. cit.*, p. 3.

³⁰ Les reportages sur les éoliennes à *La facture*, le reportage sur les essais nucléaires et les produits biodégradables à 5/5 en sont des exemples.

³¹ Ziaka, Panayota Yolanda. *op. cit.*, p. 14.

³² Allan, Stuart, Barbara Adam et Cynthia Carter. *op. cit.*, p. 5.

³³ Hansen, Anders (comp.).1993. *The Mass Media and Environmental Issues*. Leicester: Leicester University Press, p.16.

cette correspondance entre la couverture de la presse britannique sur l'environnement et l'intérêt du public pour ces questions. Au moment où les couvertures environnementales dans la presse sont les plus élevées, le public se dit, à travers des sondages, plus concerné par les questions environnementales. Dans un même ordre d'idée, Parlour et Schatzow ont étudié cette correspondance auprès des reporters américains. Ils ont observé, dans les années 1970, un désintérêt pour les questions environnementales qui fut, selon eux, provoqué par les médias.

Les médias de masse constituent un facteur important de la prise de conscience du grand public autour des problèmes environnementaux et donc, de la mise à l'agenda politique de l'environnement. La présence de l'environnement dans les médias est une bonne nouvelle, puisque la reconnaissance du problème constitue la première étape vers la modification du comportement en environnement. Effectivement, difficile de se positionner si nous ne sommes pas au courant de la situation. C'est pourquoi André Beauchamp, ancien président de la commission *L'eau, ressource à protéger, à partager et à mettre en valeur* (2000), situe l'information et la sensibilisation, non pas comme une participation environnementale en soit, mais comme préparatif à la participation: «Toute forme de participation suppose comme étape préalable la fin du secret.³⁴» Le développement d'un comportement plus soucieux à l'environnement commence donc par l'information. Celle-ci est ici pensée comme une façon d'outiller les gens afin de pouvoir agir sur leur monde au présent.

Mais après l'éveil, doit suivre la compréhension du phénomène. L'éducation relative à l'environnement situe la connaissance des problématiques environnementales comme une condition à l'action et au changement des

³⁴ Beauchamp, André. 1997. «Participation: communication et consultation». In *Environnement et consensus social*. Montréal: Éditions L'Essentiel, p.10.

comportements. De façon générale, l'expérience démontre qu'il ne suffit pas d'«injecter» une nouvelle information pour que les comportements se modifient. Des études en psychologie sociale et en éducation relative à l'environnement ont montré que les facteurs qui favorisent l'action en environnement sont freinés ou favorisés par certains facteurs individuels, environnementaux et culturels. Les rapports à l'environnement s'établissent en fonction de la représentation qu'une personne se forge à travers ses expériences, valeurs, attentes et préférences. Selon cette logique, les médias sont des instruments informels d'éducation à l'environnement, des intermédiaires entre le monde social, le récepteur et des créateurs de «mondes possibles³⁵» pour reprendre l'expression de Ricardo Petrella.

Mais voilà, la profession journalistique se situe dans un contexte d'«enterrement³⁶» de l'État-nation et d'économie de marché qui n'est pas sans effet sur sa pratique. Aujourd'hui, les médias sont davantage des entreprises qui, pour assurer leur survie, se doivent de vendre. Les médias y parviennent en instaurant un «contrat de lecture» avec leur lecteur et audimat. Développé par Eliséo Veron, le concept de contrat de lecture stipule qu'il existe un rapport entre un média et ses lecteurs³⁷. Ce rapport est lié à la manière de raconter un événement. Effectivement, les nouvelles sont sensiblement les mêmes d'un journal à l'autre. Ce qui change, c'est la manière de narrer cette actualité. En ce sens, un journal peut choisir de parler de réchauffement climatique en décrivant les images de fonte des glaces. Un autre choisit plutôt de parler des causes qui ont mené au réchauffement climatique. L'un est divertissant, l'autre plus didactique, et dans les deux cas, un public y trouve son

³⁵ Petrella, Ricardo. 2004. *Désir d'humanité. Le droit de rêver*. Montréal: Écosociété, p.68.

³⁶ Breton, Gaétan. 2001. *Tu me pompes l'eau! Halte à la privatisation*. Coll. Controverses. Montréal: Triptyque, p. 7.

³⁷ Veron, Eliséo, Jorge Dana et Antoinette Franc de Ferriere. *op.cit.*, 176 p.

compte. C'est cet accord dans la manière de raconter l'événement, auquel adhère forcément le lecteur en achetant le journal qui valide le contrat.

Avec ce concept, nous comprenons que l'objectif du média est d'entretenir un lien durable avec son public en vue de le fidéliser. Pour ce faire, ceux-ci racontent l'information en vue de plaire à une fraction du public. Comme le mentionne Antoine Char, le journalisme est une jonction entre la science et la séduction³⁸. Bien souvent, la méthode qu'utilisent les médias pour attirer l'attention du plus grand nombre est celle de l'émotion. Le risque survient lorsque l'information se travestit en «spectacle» (*infotainment*) et cherche à être divertissante avant toute autre chose. Par conséquent, des sujets peuvent ne point être abordés, sous prétexte qu'ils sont trop complexes, et non «médiagénique». En d'autres termes, le fait qu'un problème environnemental soit porté à la conscience de l'opinion publique est peut-être moins dépendant de son ampleur factuelle (impact sur la collectivité) que de la manière dont il est développé (construit) et maintenu dans l'espace public³⁹. En ce sens, la représentation de l'environnement dans les médias ne sera pas forcément liée à l'importance des enjeux.

Conséquemment, plutôt que de tendre vers la compréhension, le système des communications modernes valorise la «mise en scène» de l'information. Cette hypothèse semble corroborée par les études des chercheurs québécois Boutard et Sauvé. Dans l'ensemble, la presse écrite montréalaise offre une valeur éducative limitée puisque les questions environnementales sont majoritairement traitées (à 60%) sous forme de nouvelles ou de comptes-rendus. Il y a peu de dossiers permettant au grand public de mieux comprendre les causes, les effets et les solutions

³⁸ Char, Antoine. 2005. «L'éthique de l'émotion», In *Communication: horizons de pratiques et de recherche*, sous la dir. de Johanne Saint-Charles et Pierre Mongeau, pp. 260-275. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.

³⁹ Hansen, Anders *op.cit.*, p.XV.

possibles à la problématique. Brigitte Dumas et Benoît Gaulin ont observé le cas des pluies acides dans *Le Devoir* et *Le Soleil*. Ils notent aussi que les articles sont davantage de nature descriptive⁴⁰. Selon Boutard et Sauvé, il est important qu'à la logique de «séduction» soit arrimée une logique critique et de clarification des problématiques sur l'environnement afin que les lecteurs comprennent le contenu. Les auteurs recommandent qu'  ux éléments de connaissance, des solutions et des moyens d'actions accessibles aux citoyens soient ajoutés dans les médias. La raison étant que la connaissance des solutions et le sentiment de comprendre les problèmes environnementaux ont été ciblés comme des variables importantes dans le développement de la motivation à s'impliquer dans la résolution des probl  mes⁴¹.

1.2 Postulat, question générale de recherche et objectifs

Alors que le journalisme actuel se voit de plus en plus soumis aux critères de l'économie de marché, les médias favorisent-ils une logique qui rend possible une discussion démocratique sur l'environnement? Via l'augmentation quantitative des nouvelles sur l'environnement, les médias ont prouvé leur capacité à éveiller la conscience du public sur le sujet. Mais que dire de leur valeur qualitative? Par valeur qualitative, nous entendons la teneur éducative et critique de l'information qui permet au récepteur de comprendre la problématique pour ensuite se positionner en tant que citoyen. La question est importante, car l'étude des facteurs de motivation en action environnementale situe la connaissance et la compréhension des problèmes environnementaux comme des éléments clés vers l'action environnementale.

⁴⁰ Dumas, Brigitte et Benoît Gaulin. 1992. «Le cas des pluies acides». In A. José, Tessier, Robert, et Vaillancourt, Jean-Guy (Ed.). *Gestion de l'environnement, éthique et société*. Montréal:   ditions Fidès, p. 93.

⁴¹ Pruneau, Dianne, Omer Chouinard, Jean-Pierre Musafiri et Claire IsaBelle. 2000. «Les facteurs qui influencent le désir d'action environnementale dans les communautés». *Revue des sciences de l'  ducation*, Vol.XXVI, nP2, p.395-413.

Ce mémoire a pour case départ le postulat que les médias de masse ont une influence indirecte auprès des pratiques individuelles en matière d'environnement. Cette prémisse repose sur l'idée que les médias sont des acteurs importants qui, compte tenu de leur place au sein de l'espace public, participent à la formation d'une culture environnementale. Notre hypothèse est que le système des communications médiatiques modernes, en favorisant une logique de l'émotion, constitue un frein culturel à la modification de nos représentations sociales de l'environnement, que nous savons en lien avec nos comportements environnementaux. Conséquemment, le rôle des médias dans la gestion de l'eau au Québec en serait un favorisant le *statu quo*.

Il est à noter que nous n'affirmons pas que les médias possèdent un impact direct sur ses récepteurs et donc, que la communication est un processus linéaire. Le changement des comportements vis-à-vis de l'environnement est un processus faisant partie d'une dynamique de la régulation sociale. Les facteurs modifiant les comportements agissent à la fois à l'échelle individuelle et sociale. À l'échelle individuelle, la théorie de la réception active nous a appris que le récepteur porte en lui un bagage personnel (éducation, culture, réseaux, religion, statut social...) propice ou non à la réception d'un message environnemental.

À l'échelle sociale, le contexte fait aussi référence à la culture, aux valeurs, réglementations, infrastructures, et occasions d'action⁴² qui ont aussi des incidences sur le désir d'action en environnement. Enfin, les acteurs distribuant de l'information sur l'environnement sont aujourd'hui nombreux. Les médias de masse sont une source parmi d'autres. En cela, il n'existe pas de corrélation directe entre

⁴² Lévy-Leboyer *et al.* 1996. «Determinants of Pro-Environmental Behaviours», *European Psychologist*, 1(2), 123-129 ; cité dans Gabriel Moser *et al.* *Représentations sociales, idéologies et pratiques*. Paris: CNRS, p. 3. Document trouvé auprès de l'auteur par courriel: moser@psycho.univ-paris5.fr.

représentations médiatiques, comportements ou actions. Il s'agit plutôt d'une influence indirecte.

L'objectif de cette recherche est triple. Dans un premier temps, nous chercherons à comprendre le rôle des communications médiatiques dans ce que nous appelons la construction de la notion d'environnement. Dans un second temps, nous chercherons à comprendre le lien entre la représentation médiatique de l'environnement et son rôle face au comportement environnemental des citoyens et au désir d'agir en environnement. L'objectif final est de réfléchir sur les enjeux politiques de cette représentation en démocratie via l'étude d'un débat: la privatisation de l'eau au Québec de 1995 à 2005 dans les pages de *La Presse* et *Le Devoir*.

CHAPITRE 2

MISE EN CONTEXTE

L'EAU, LA PRIVATISATION ET LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

La présente section propose de faire le point sur l'objet environnemental choisi pour cette analyse: l'eau et le débat sur sa privatisation au Québec. Pour y parvenir, nous proposons de définir ce que nous entendons par l'élément eau. Nous concentrerons notre regard autour des principales caractéristiques et dimensions de la ressource afin de bien souligner sa spécificité. Par la suite, et puisque le message ne peut être interprété de façon adéquate s'il est coupé du contexte culturel dans lequel il intervient, nous examinerons la politique québécoise de l'eau au Québec d'hier à aujourd'hui et identifierons les enjeux majeurs liés à la privatisation. Nous terminerons cette section en présentant les impacts environnementaux de la privatisation de l'eau.

2.1 Quelques éléments de définition pour un «bien fondamental total»⁴³

J'ai un copain à moi, c'est un fou furieux, c'est un génie! Il a inventé l'eau en poudre. Quand il nous l'a apporté on lui demandé: «Avec quoi tu veux qu'on la mélange?»⁴⁴

⁴³ Expression que nous empruntons à Riccardo Petrella dans *L'eau, res publica ou marchandise?* (2003).

⁴⁴ Elmaleh, Gad. 2005. *L'autre c'est moi*. Prod. KS2, France: TF1 Vidéo, DVD, 120 min., son, couleur.

Cette blague a ceci de formidable: en quelques mots, elle résume cette propension des hommes et des femmes contemporains à la banalisation d'un élément essentiel à la vie. Tels sont donc deux traits qui composent l'eau: banale, car les «lois de la tuyauterie» ont rendu son accessibilité quasi instantanée ; mais unique, car sans elle, pas de vie. Dualité, quand tu nous tiens!

Élément fondamental de la nature, «l'eau n'est pas seulement une molécule parmi les molécules⁴⁵»: elle conditionne la vie humaine et sociale. Plusieurs de ses caractéristiques et fonctions la rendent différente des autres ressources. Au-delà de son utilité économique, l'eau est un élément nécessaire aux grands systèmes de la vie sur la planète⁴⁶. Ainsi, l'eau peut être perçue comme ressource parce qu'elle répond à des besoins humains, mais elle doit surtout être perçue par les sociétés comme une contrainte, car aucune vie sur Terre ne peut s'en passer bien longtemps⁴⁷. Dans le but de rendre compte de l'importance de l'élément, nous brosserons dans les prochaines lignes le portrait des caractéristiques spécifiques de l'eau et ce, à deux principaux niveaux: le biologique et le culturel. Du point de vue de Sylvie Paquerot, les caractéristiques naturelles dites «uniques» et «spécifiques» à l'eau sont au nombre de six⁴⁸.

⁴⁵ Smets, Henri. 2004. *La solidarité pour l'eau potable: aspects économiques*. Paris: L'Harmattan, p.1.

⁴⁶ Paquerot, Sylvie. Entrevue sur l'état de la privatisation de l'eau au Québec. Rencontre avec Catherine Vézina, à Montréal, le 29 mars 2006. Voir annexe 1.

⁴⁷ Haghe, Jean-Paul. P.d. *Les représentations de l'eau dans le monde par les nouveaux manuels de géographie de seconde*. Rouen: IUFM, p. 4.

⁴⁸ Paquerot, Sylvie. 2005. *Un monde sans gouvernail: enjeux de l'eau douce*. Québec: Athena, p. 11.

2.1.1 Caractéristique première: don et condition de vie

Il existe une multitude de façons de définir l'eau, variant selon la position où l'on se situe. Toutefois, sa caractéristique unique et principale est qu'elle est essentielle à la vie de toute chose sur Terre et ce, de la plus petite échelle (cellule), à la plus grande (Terre). Dans le monde scientifique, il existe un large consensus pour dire que l'apparition de la vie sur Terre n'a pu se faire sans elle. L'eau a servi de support pour former et soutenir la cellule vivante originelle, tantôt en prenant la forme d'un moyen de transport pour l'acheminement des éléments nutritifs, plus tard en devenant un abri pour protéger cette la mère.

Pour les êtres humains, elle est un élément physico-chimique du corps de première importance. Les fonctions de l'eau dans le corps humain sont multiples: elle contrôle la température interne, elle transporte les substances nutritives et les carburants (énergie) à chacune des cellules, et elle rapporte vers l'extérieur les déchets que celles-ci produisent. Concrètement, l'eau sert d'amortissement pour le système nerveux et participe à la contraction des muscles, à la digestion, à la circulation sanguine, à la lubrification des articulations ainsi qu'à la transmission du son dans l'oreille. Constitués à 80 % d'eau, difficile pour les êtres humains de ne pas se sentir concernés par l'élément. Bref, comme le résume si bien le chorégraphe Jean-Michel Agius, participant au Festival de l'Oh! à Val-de-Marne en 2004: «L'eau, une question d'individu et une question collective traitée par le champ du corps.⁴⁹»

Les fonctions de l'eau pour le corps humain s'appliquent aussi à l'échelle planétaire. Tout comme chez les hommes et les femmes, l'eau contrôle le climat sur Terre, nettoie les déchets et transporte les aliments. L'eau occupe aussi une fonction

⁴⁹ Agius, Jean-Michel. 2004. «Plouf !!!». *Vers une nouvelle culture de l'eau. Les cahiers Université de l'eau 2004*. Val-de-Marne: Conseil Général Département Val-de-Marne, p.11.

d'habitat pour un certain nombre d'espèces biologiques qui l'empruntent comme milieu de vie (poissons, crustacés, algues, etc.) ou vivent en symbiose avec elle (oiseaux migrateurs, castors, loutres). C'est pour ces raisons que la juriste Sylvie Paquerot qualifie le système hydrique de «système circulatoire» de la planète, ou encore de «fluide vital de l'environnement.⁵⁰» L'eau est donc avant tout vitale:

Tous les systèmes vivants comportent une proportion remarquable d'eau. L'ensemble des processus physiologique et biochimique de la vie se déroule en milieux aqueux. De l'embryon à l'adulte, de l'herbe à l'arbre centenaire, de la fourmi à la baleine, tous se construisent autour et avec l'eau⁵¹.

2.1.2 Caractéristique seconde: ressource limitée

Une deuxième caractéristique spécifique à l'eau est sa quantité limitée. Tout en étant la ressource la plus abondante de la planète (elle recouvre environ 71% du globe), l'eau est dans une proportion de 98 % trop salée pour servir les usages humains⁵². L'eau douce accessible ne compte que pour 0,25 % de l'ensemble. Toutefois, si elle est limitée, elle n'est pas pour autant «rare», car sa quantité est stable depuis des millions d'années, aux dires des experts⁵³. La diminution des réserves serait plutôt le résultat de l'accroissement des usages humains, qu'ils soient

⁵⁰ Canada, ministère des Approvisionnements et Services. 1993. *Notions élémentaires sur l'eau douce*. Ottawa: Environnement Canada, p.v.

⁵¹ N.m. 2000. «Menaces sur l'eau», *Science et Vie*, numéro 211, juin 2000, p. 4 cité dans Paquerot, Sylvie. *op.cit.*, p. 29.

⁵² Paquerot, Sylvie. 2005. *Un monde sans gouvernail: enjeux de l'eau douce*. Québec: Athena, p. 11.

⁵³ H.L.F. Saeijs et M.J. Van Berkel, *The Global Water Crisis: The Major Issue of the Twenty First Century. A growing and Explosive Problem*, dans E.H.P. Brans et al., *The Scarcity of Water: Emerging Legal and Policy Responses*, Boston, Kuwer Law Int'l, 1997, p. 12. cité dans Paquerot, Sylvie. *op.cit.*, p. 11.

agricoles, domestiques, économiques ou industriels. Tout compte fait, «[...] l'eau n'est pas rare à proprement parler, puisque cette quantité - s'agissant de l'eau douce utilisable - pourrait «porter» au moins le double de la population mondiale actuelle.⁵⁴» En effet, la quantité initiale de l'eau n'a guère augmenté ni diminué avec le temps⁵⁵. Ce sont les mêmes molécules qui passent de l'état liquide (océans, mers, lacs) à l'état gazeux (atmosphère) pour revenir sur la terre ferme par les précipitations. Contrairement à l'expression populaire, l'eau n'est pas «renouvelable» au sens où l'on ne pourrait en «produire» davantage⁵⁶. Indispensable, elle est surtout non substituable (comme le souligne à sa manière l'humoriste Gad Elmaheh), c'est-à-dire qu'aucune autre substance ne peut la remplacer. Jusqu'ici, les technologies n'ont pu augmenter la quantité d'eau disponible⁵⁷. Mais comme le souligne Sylvie Pacquerot, l'eau n'appartient pas non plus à la catégorie «non renouvelable», comme le pétrole ou les minéraux, puisqu'elle se recycle constamment si les usages respectent son cycle de renouvellement⁵⁸. Ceci nous mène à sa troisième caractéristique unique: son caractère écosystémique.

2.1.3 Caractéristique troisième: un écosystème en soi

Le cycle de l'eau, celui de l'évapotranspiration/précipitation, est un cycle global qui intègre tous les éléments d'un environnement (figure 1). Les éléments y sont interdépendants de sorte que des modifications au cycle impliquent des

⁵⁴ Paquerot, Sylvie. *op.cit.*, p. 11.

⁵⁵ Canada, *op.cit.*, p. 2.

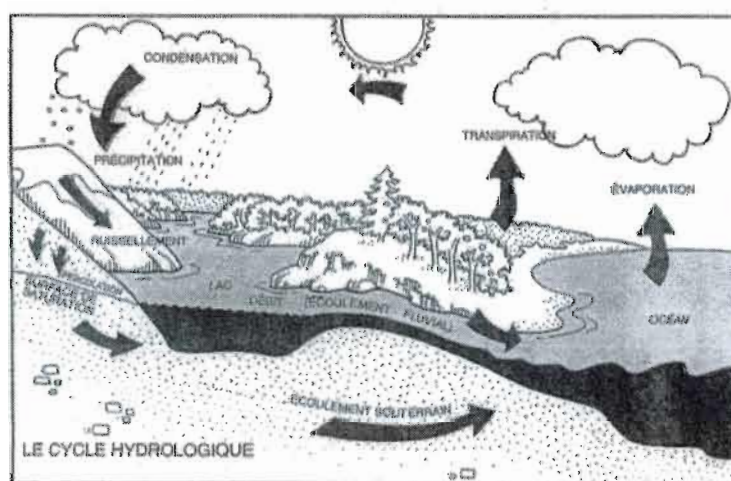
⁵⁶ Canada, *op.cit.*, p. 12.

⁵⁷ Nous ne considérons pas le dessalement des eaux de mers comme une «production» puisqu'il s'agit d'un prélèvement sur le cycle hydrologique global qui inclut l'eau salée.

⁵⁸ Paquerot, Sylvie. *op. cit.*, p. 12.

transformations à tous les éléments qui en font partie. De plus, le cycle hydrologique est en équilibre avec d'autres systèmes, notamment avec le climat. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on qualifie souvent l'eau de «ressource d'environnement» et une gestion globale doit être privilégiée pour la gérer⁵⁹. L'eau est tout simplement partout!

Figure 1.1 - *Le cycle de l'eau*



Source: Canada, ministère des approvisionnements et services. 2000.
Notions élémentaires sur l'eau douce. Ottawa: Environnement Canada, p.2.

2.1.4 Caractéristique quatrième: mobile

En lien avec sa nature écosystémique, la quatrième caractéristique de l'eau est d'être mobile. Effectivement, l'eau circule librement à travers les rivières, les mers, les nuages et les nappes phréatiques. Elle n'est donc pas fixée à un territoire comme pour la majorité des ressources naturelles. Elle ne s'arrête pas aux frontières dessinées

⁵⁹ Lannegrace, Éric. 2006. «Gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec: État de la situation», Essai, Centre Universitaire de Formation en Environnement, Université de Sherbrooke, p.10.

par l'homme, de sorte que, par nature, elle n'appartient à personne. Une telle caractéristique remet en question la gestion basée selon les prérogatives des frontières délimitant les États⁶⁰. Cette caractéristique donne lieu à une cinquième distinction: la répartition inégale de la ressource.

2.1.5 Caractéristique cinquième: inégalement répartie

L'eau douce est inégalement répartie à travers la planète. En fait, ce sont seulement huit pays qui se répartissent les deux tiers des ressources mondiales en eau, soit le Brésil, la Russie, le Canada, les États-Unis, la Chine, l'Indonésie, l'Inde et la Colombie. Une distribution qui, si elle n'est pas gérée selon des préceptes de partage et d'humanisme, se résume à un droit de vie et de mort sur les populations qui n'en n'ont pas. Comme le mentionne Loïc Fauchon lors du Congrès de Kaslik au Liban en 1998: «L'eau est un vecteur d'inégalités profondes car sa répartition géographique place États et populations dans une situation de disparités dont on a du mal à imaginer l'importance.⁶¹» De plus, cette mobilité exacerbe les problèmes environnementaux transfrontaliers. Les dernières caractéristiques de l'eau, sa mobilité et sa répartition inégale, font d'elle une ressource aux enjeux politiques, sociaux et éthiques nécessitant l'arbitrage entre les utilisateurs actuels et potentiels, et parfois entre les communautés ou États qui en sont inégalement dotés. L'eau est donc aussi une question foncièrement politique.

⁶⁰ À ce sujet, dans *Un monde sans gouvernail: les enjeux de l'eau douce* (2005), la juriste Sylvie Paquerot affirme que le modèle juridique international, toujours fondé sur le pouvoir des États souverains, ne répond pas aux spécificités de l'eau.

⁶¹ Fauchon, Loïc, *Congrès de Kaslik*, Liban, cité dans Paquerot, Sylvie. 2005. *op.cit.*, p. 29.

2.1.2 Les caractéristiques culturelles, symboliques et sociales de l'eau

De la goutte d'eau à l'océan, de la rosée à la flaque, de la glace à la vapeur, c'est la matière qui me sonde et me relie, comme le bain révélateur d'un paysage intérieur, d'une émotion et d'une énergie à restituer⁶².

Comme nous venons de le voir, l'eau est par nature une contrainte pour toute espèce vivante. Si ceci s'observe via les yeux de la science, c'est à travers la culture que les hommes ont communiqué le fait d'une eau nécessaire à la vie. Dans *Les batailles de l'eau* (2003), le docteur Mohamed Larbi Bouguerra n'hésite pas à attribuer à l'eau un rôle de lien social car selon lui, l'élément est «constitutif de nos idéologies, de nos croyances, et imprègne autant nos cellules que nos raisonnements, nos vocabulaires et notre imaginaire.⁶³» Pour lui, il s'agit avant tout «[...] [d]' un bien communautaire et patrimonial avant d'être un bien économique.⁶⁴» Conséquemment, l'eau possède une place centrale dans le fondement des civilisations.

Dans une visée anthropologique, Martin Lemire relève bien ce rôle de lien social de l'eau. Il dresse le portrait de plusieurs récits et mythes sur l'eau dans plusieurs cultures. Il découvre que toutes les civilisations utilisent, à peu de choses près, les mêmes métaphores sur l'eau pour illustrer sa fonction distributrice de vie. Dans les mythes de l'Antiquité, les déesses illustrent l'eau féconde. Dans la Bible, on

⁶² Agius, Jean-Michel. 2004. *op.cit.*, p.11.

⁶³ Une brève liste des métaphores et proverbes faisant allusion à l'eau dans le langage courant suffit à nous convaincre : «Faire une tempête dans un verre d'eau », «apporter de l'eau au moulin », «avoir l'eau à la bouche», «la goutte d'eau qui fait déborder le vase», «une goutte d'eau dans la mer », «se jeter à l'eau», «jeter le bébé avec l'eau du bain», «mettre de l'eau dans son vin», «se noyer dans un verre d'eau», «se ressembler comme deux gouttes d'eau», «vivre d'amour et d'eau fraîche», etc.

⁶⁴ Bouguerra, Mohamed Larbi. 2003. *Les batailles de l'eau: pour un bien commun de l'humanité*. Paris: Éditions de l'Atelier ; Montréal: Éditions Écosociété, p. 148.

parle de l'eau comme symbole de la Sainte Vierge. Dans le Coran, il est écrit qu'à partir de l'eau, Dieu a créé tout être vivant. La fonction purificatrice de l'eau se trouve aussi dans chacune des religions représentée par le baptême chez les chrétiens, les rites d'ablution chez les musulmans et le rituel du bain chez les juifs. L'eau est aussi figure d'espérance (la pièce de monnaie lancée dans les fontaines, les fontaines de Jouvence, la bouteille lancée à la mer, etc.), mais aussi de mort (*Grandes Eaux* dans la Bible, et, plus près de nous, l'imaginaire des films hollywoodiens, qui mettent souvent en scène des eaux hostiles à l'homme). Aujourd'hui, ce sont peut-être davantage des questions d'hygiène, d'épidémie et de non-accès à l'eau potable pour plus d'un milliard d'êtres humains qui lient l'eau et la mort.

Enfin, l'eau est omniprésente dans les arts et les lettres. Ayant fait des recherches pendant deux ans pour un spectacle de danse inspiré de l'eau, le chorégraphe Jean-Michel Agius a constaté cette richesse au sein du septième art:

Nombreuses et célèbres sont les scènes aquatiques portées à l'écran qui témoignent de cette diversité, de son omniprésence inscrite dans tous les registres de la vie ; la fontaine «baptistale» dans *La Dolce Vita*, la douche fatale dans *Psychose*, *L'Atalante*, *Singing in the rain*, *Nostalgia*... L'eau photogénique se marie à l'image depuis le début du cinéma: c'est [...] à Venise qu'Eugène Proio expérimente le premier travelling en 1896 sur une gondole. Depuis lors, le fantôme de la fluidité n'a cessé d'être célébré.

Selon Jean-Louis Olivier, ingénieur et membre de l'Académie de l'eau⁶⁵, il y a une relation étroite entre le développement économique et la qualité de l'approvisionnement en eau: «Le niveau de développement [des hommes] est directement lié à leur degré de maîtrise et d'efficacité dans la gestion de l'eau.

⁶⁵ Organisme gouvernemental français, l'Académie de l'Eau réunit des spécialistes de la ressource de différentes disciplines afin de réfléchir sur les modes de gestion liés à l'eau.

Inversement, l'affaiblissement de cette maîtrise sociale de l'eau a automatiquement entraîné leur décadence et leur disparition.» Conséquemment, la gestion de l'eau et son utilisation dépendent du contexte culturel autant que de la ressource elle-même. Cette dimension culturelle est fondamentale puisqu'elle conditionne nos mentalités, nos attitudes et nos comportements⁶⁶.

Au Québec, l'attachement symbolique à l'eau est très fort et, aux dires du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), il n'est pas rare d'associer le «visage» du Québec à ses denrées en eau. En fait, l'eau est perçue comme un patrimoine intimement lié à l'identité québécoise. Cette identification des Québécois à l'eau s'est exprimée de façon très consensuelle au début des années 1990, dans le cadre des tractations entourant l'ALENA. La résistance des Québécois envers la conception de l'eau comme un bien de commerce «comme les autres» a été vive. En fait, c'est davantage la peur face à la possible ingérence du géant américain dans les affaires de la province qui inquiétait les Québécois. Une inquiétude qui «a provoqué [...] une forme d'appropriation nationale de l'eau, québécoise ou canadienne⁶⁷», faisant littéralement office de «dramatique sociale.⁶⁸» Pour le BAPE, ceci s'explique du fait que «l'exportation massive d'eau, parce qu'elle est perçue comme une mainmise du marché, est ressentie comme une aliénation, une perte d'identité et de souveraineté.⁶⁹» Ainsi, l'eau est aussi «[...] un élément symbolique

⁶⁶Olivier. Jean-Louis. 2004. «Eau et diversité culturelle». In *Les cahiers Université de l'eau*, sous la dir. de n.m, p.63.

⁶⁷ Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.2000. *L'eau, ressource à protéger, à partager et à mettre en valeur*, Rapport No 142, p. 8.

⁶⁸ *Ibid.*, p.23.

⁶⁹ *Ibid.*, p.9.

au sens où elle intervient dans l'institution des symboles fondamentaux de la culture.⁷⁰»

Par le choix de quelques caractéristiques de l'eau, l'objectif de cette première partie du chapitre 1 était de rendre compte des multiples dimensions de l'eau. Dans une volonté d'interdisciplinarité, nous avons présenté jusqu'ici les caractéristiques de l'eau sous l'angle biologique, mais aussi culturel. Nous avons vu que l'eau est une contrainte nécessaire à toute vie et que ses caractéristiques lui sont uniques (limitée, écosystémique, mobile et inégalité dans la répartition). Compte tenu de cette position cruciale pour le maintien de la vie, l'eau est partie prenante de la société en son ensemble (agriculture, architecture, économie, art, etc), il n'est pas faux de dire qu'elle est un «bien fondamental total». Le moins que l'on puisse dire est que l'eau n'est pas une ressource comme les autres. Ainsi, lorsqu'un problème la concernant apparaît dans l'espace public, nous avons donc pour première hypothèse que la façon de la gérer et de la représenter devrait être à l'image de cette spécificité. Voyons maintenant ce qu'il en est au Québec au moment où nous écrivons ces lignes...

2.2 Le paradoxe de l'eau québécoise: les limites de l'abondance...

L'eau salie ne peut se laver⁷¹.

Le Québec, c'est 430 bassins versants pour un million de lacs et des centaines de rivières⁷². La disponibilité en eau est estimée à 135 000 m³/an par Québécois, ce

⁷⁰ Cusset, Yves. 2004. *Eau, mythe et culture: Mais l'eau, dis...: Débat à Créteil* (Créteil, 13 mai 2004). Les cahiers Université de l'eau 2004. Créteil: Conseil général du Val-de-Marne, p. 60.

⁷¹ Proverbe d'origine togolaise. Source: <http://www.wateryear2003.org/fr/ev>.

⁷² Lannegrace, Éric. 2006, *op.cit.*, p. 45.

qui correspond à huit fois la moyenne mondiale⁷³. Avantagé, on estime que le Québec possède 3 % des réserves d'eau douce mondiales renouvelables. En l'espace de quelques chiffres, on comprend mieux l'ampleur du privilège «aquatique» dont jouit le Québec.

Malgré cette abondance, quel est l'état de l'eau au Québec? À cette question, il est possible d'y répondre de deux manières. Quantitativement, l'eau québécoise est toujours aussi abondante. Par contre, soumis à un examen qualitatif, l'eau dans l'ensemble de nos points de source est polluée et plusieurs usages y sont proscrits (la baignade par exemple). Ainsi, comparativement à des pays pauvres en eau «par nature» (comme les pays du continent africain, du Moyen et du Proche-Orient), la diminution des réserves du Québec est de nature qualitative, c'est-à-dire que la diminution des usages de l'eau au Québec est due à la pollution et au gaspillage.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces problèmes. Selon le BAPE, les deux principaux sont la concentration de la demande sur une fraction du territoire québécois (principalement dans les villes) et les pratiques agricoles, à la fois plus gourmandes et polluantes qu'autrefois. La croissance de la pollution, notamment la pollution diffuse liée aux engrais agricoles, a réduit sa disponibilité en terme de qualité⁷⁴. Le rejet de déchets forts en phosphore (un produit qui se retrouve entre autres dans les savons servant à faire la lessive) favorise la prolifération des algues bleues (cyanobactérie), une plante parfois toxique pour les hommes et les femmes, et qui eutrophie de nombreux lacs au Québec⁷⁵. De plus, il existe au Québec une

⁷³ Québec., *op.cit.* p. 5.

⁷⁴ Sironneau, Jacques. 1996. *L'eau: nouvel enjeu stratégique mondial*. Paris: Économica , Coll. Poche géopolitique, pp. 19-28.

⁷⁵ Le phosphore agit comme engrais après des algues et plantes se trouvant dans les fonds marins. Plusieurs lacs se trouvent alors en trop grandes quantités d'algues qui monopolisent et privent les autres espèces du lacs aux réserves d'oxygène.

véritable «culture du gaspillage» unique au monde. En moyenne, un(e) Québécois(e) utilise 400 litres d'eau par jour, soit deux fois plus qu'en Europe, et 10 à 50 fois plus qu'en Asie⁷⁶. À cela s'ajoutent les incertitudes liées aux changements climatiques qui risquent en plus de diminuer la pluviosité, augmenter l'évapotranspiration et la température. Le grand défi du Québec n'est pas de trouver plus d'eau, mais d'arrimer les besoins des utilisateurs au cycle de régénérescence de la ressource. Lorsque l'on parle de «rareté» ou de «crise» de l'eau, il est important de saisir que pour le contexte québécois, le problème en est un de nature humaine, lié aux approches d'exploitation indissociables de notre mode de vie⁷⁷. Il ne s'agit pas d'un phénomène naturel, mais bien de nature anthropique, émanant de choix politiques. Quels choix politiques ont favorisé l'apparition des «eaux troubles» du Québec ?

2.3 Cadre et statut juridique de l'eau au Québec

À l'image des multiples façons dont elle s'insère dans notre environnement, l'eau occupe une place tout aussi diversifiée dans le domaine du politique et du législatif. À cet effet, le cadre juridique de l'eau est complexe au Québec. La dernière décennie au Québec a été marquée par l'application d'une multitude de nouveaux règlements et de modifications de la législation se rapportant à l'eau. Au total, 92 lois, règlements et directives légifèrent directement l'eau au Québec, donc 11 concernent plus particulièrement l'eau potable⁷⁸. La qualité de l'eau est

⁷⁶ Lemire, Martin. 2003. «La cérémonie de l'eau: analyse communicationnelle des rituels de l'eau embouteillée». Mémoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, p. 34.

⁷⁷ Une pénurie d'eau se définit toujours en fonction de la société où elle se situe. Au Québec, la «pénurie» tient compte des usages attendus pour l'agriculture, pour l'industrie et pour les nouveaux secteurs urbains. Elle n'a donc pas de même nature qu'une pénurie dans un pays africain, là où les réserves actuelles et infrastructures en place ne supportent même pas le besoin fondamental de s'alimenter.

⁷⁸ Turmel, André. 2002. *La privatisation de la gestion de l'eau ou le partenariat public-privé: Un choix limpide ?* <http://www.fasken.com/WEB/fmdwebsitefrench.nsf/0/9F8E9BB3EDA54ED485256CAF005>.

particulièrement encadrée par la législation actuelle, notamment avec le Règlement sur la qualité de l'eau potable.

À la lecture du Code civil, l'eau est considérée par le droit québécois comme *res communes*. Ce terme latin provient du droit romain qui signifie «chose commune». Comme le stipule le Code civil du Québec à l'article 913, «certaines choses ne sont pas susceptibles d'appropriation ; leur usage, commun à tous, est régi par les lois d'intérêt général et, à certains égards, par le présent code.⁷⁹» À l'inverse d'un «bien», les «choses communes» ne sont pas appropriables. En droit, le mot «bien» désigne une chose appropriée, alors que le «bien commun» est celui qui appartient en même temps à plusieurs personnes: «Non seulement la chose commune n'a pas de propriétaire actuel, mais elle est insusceptible d'un droit de propriété.⁸⁰» De plus, l'avantage de la notion de chose commune est qu'elle hiérarchise les différents usages de l'eau⁸¹. Bien qu'aucune législation ne le détermine encore, on peut croire que le droit individuel de l'eau vise d'abord la satisfaction des besoins alimentaires, d'hygiène et autres fins domestiques. Ces besoins sont présentement assurés par les services d'aqueduc des municipalités, ou à défaut par des systèmes d'approvisionnement individuel. La notion de chose commune, correctement comprise, rend illégitime le captage de l'eau en vue d'en faire un objet de commerce. L'embouteilleur ne fait pas l'usage de l'eau pour ses besoins, il se l'approprie. En effet, on ne peut prétendre vendre ce dont on ne possède la propriété. Comme le

⁷⁹ Article 913 du Code civil, dal.1, C.c.Q.

⁸⁰ Cantin Cumyn, Madeleine. 2003. *Le droit de l'eau et le développement durable: convergence, complémentarité ou incompatibilité: Conférence d'ouverture pour le Forum sur l'eau et le développement durable* (Baie-Comeau, 13 et 14 novembre 2003). Baie-Comeau: Corporation des services universitaires, secteur ouest Côte-Nord, p. 3.

⁸¹ Ce qui signifie que certains usages ont priorité sur d'autres: l'eau utilisée pour produire l'alimentation a préséance sur l'eau pour la baignade.

mentionne Rémy Charest dans un article dans le *Devoir* du 6 décembre 1997: «Aucun usage de l'eau n'a de priorité sur les autres dans la loi.⁸²»

Cependant, si le statut juridique de l'eau de surface est «clair», celui de l'eau souterraine (nappes phréatiques) est plutôt opaque. Comparativement à son pendant, l'eau souterraine est soumise au droit foncier, de sorte que «la propriété du sol emporte celle du dessus et du dessous.⁸³» En d'autres mots, le propriétaire d'une terre devient également propriétaire de la nappe phréatique. Or, comme nous l'avons vu un peu plus tôt, l'eau est une ressource mobile. Ainsi, si le propriétaire «tire» trop dans une nappe phréatique, il risque d'en limiter l'accès aux autres utilisateurs. C'est pourtant grâce à cette notion que des permis d'extraction d'eau sont accordés à des embouteilleurs sur le territoire québécois et ce, sans redevance.

Madeleine Cantin Cumyn, dans un mémoire présenté à la Commission sur la gestion de l'eau au Québec, formule la recommandation que le statut juridique de l'eau soit clarifié afin que l'eau soit expressément qualifiée de chose commune, quelle que soit sa manifestation dans la nature (de surface, d'un lac, d'un étang, d'une source). Selon elle, l'eau souterraine ne peut être qualifiée à travers les catégories du droit foncier puisque dans la nature, l'eau ne se divise pas entre territoires, mais forme un même tout dans les nappes phréatiques (comme les lacs): «Un objet mouvant comme l'eau souterraine, dont on peut difficilement délimiter les contours, n'a pas ce caractère.⁸⁴» L'eau québécoise possède donc une identité schizophrénique, une «double personnalité» selon son état (eau de surface ou source). Si une ferme intention d'accorder le statut de *res communes* à l'ensemble de l'eau au Québec a été

⁸² Charest, Rémy. 1997. «Gestion de l'eau. La loi de l'eau. Aucun n'usage de l'eau n'a de priorité sur les autres lois». *Le Devoir* (Montréal), 6 décembre, p.F3.

⁸³ Article 951 C.c.Q. et 414 C.c.B.C.

⁸⁴ Cantin Cumyn, Madeleine, *op.cit.*, p. 5.

exprimée dans la Politique nationale de l'eau⁸⁵, une véritable réforme juridique concernant l'eau souterraine reste encore à faire.

2.4 Gestion québécoise de l'eau: de l' «approche usage»...

Malgré que le Québec soit un «pays d'eau», la politique nationale concernant la ressource valorisait une façon de faire que nous aimons appeler la «méthode diachylon»: construite au rythme des besoins, et à mesure que les problèmes s'accumulaient, la logique consistait à régler les problèmes au cas par cas. Du coup, l'approche traditionnelle tend à considérer «l'eau comme une réalité plus ou moins inerte disponible pour nos besoins.⁸⁶» Peu visionnaire, cette politique favorise donc la prescription (un processus toujours à refaire) plutôt que la prévention, et l'élimination réelle du problème. Une politique obsolète bien connue puisqu'en octobre 1970, la Commission Legendre abîmait la structure du droit de l'eau:

La structure du droit actuel élaboré dans un contexte libéral, selon une approche sectorielle et empirique au gré des difficultés posées par les utilisateurs de la ressource ne semble pas suffisamment solide pour absorber les modifications requises par la situation actuelle⁸⁷.

En fait, la pollution de l'eau au Québec est le résultat d'une politique du «cas par cas», véritable «mosaïque⁸⁸» qui ne tient pas compte de la globalité du phénomène. Pour Louis-Gilles Francoeur, chroniqueur en environnement au *Devoir*,

⁸⁵ Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. 2000. *L'eau, ressource à protéger, à partager et à mettre en valeur*, Rapport N° 142, Québec, cité à la note 2, 9, 15, 25, 83.

⁸⁶ Québec, *op.cit.* p. 50.

⁸⁷ Québec. 1970. Ministère des Richesses naturelles. *Rapport de la Commission d'étude des problèmes juridiques de l'eau*. Vol.2 , Tome 1, Québec: Les Publications du Québec, p. 11.

⁸⁸ Charest, Rémy. 1997. «Gestion de l'eau. La loi de l'eau. Aucun n'usage de l'eau n'a de priorité sur les autres lois». *Le Devoir* (Montréal), 6 décembre, p.F3.

le grand problème entourant la gestion de l'eau au Québec est qu'elle est gérée par une hétérogénéité d'acteurs. Au sein d'un même bassin versant, des politiques municipales se mélangent aux politiques sectorielles des différents ministères provinciaux⁸⁹. Concrètement, ceci permet au ministère des ressources naturelles d'appliquer une gestion de l'eau essentiellement comme une ressource économique, ce qui a notamment permis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de poursuivre une «politique implacable» de redressement des cours d'eau en vue du drainage agricole, et à Hydro-Québec de continuer d'imposer ses exigences de production d'électricité⁹⁰. Les différentes manières de concevoir la ressource entrent alors en contradiction. La création du ministère de l'Environnement en 1979 avait pour objectif de limiter à un acteur la gestion de la ressource. Mais celui-ci a subi de fortes compressions budgétaires et des réorientations stratégiques, ce qui a eu pour effet de ralentir considérablement la réalisation de ses mandats.

2.5 ... Intermède à l'«Ouest»...

Ironiquement, pour comprendre l'arrivée de la Politique nationale de l'eau il nous faut saisir le contexte de l'époque dans l'Ouest canadien. Au début des années 1990, le gouvernement de la Colombie-Britannique s'oppose aux États-Unis dans un litige sur l'exportation massive d'eau douce. La compagnie canadienne *Snowcap Water* détient alors un permis qui lui permet d'exploiter l'eau d'une crique alimentée par un glacier, dans un fjord non loin de Vancouver. L'histoire devient rapidement un enjeu politique lorsque la compagnie s'associe avec un homme d'affaires américain en vue de vendre massivement cette eau en Californie. La question était de savoir si

⁸⁹ Francoeur, Louis-Gilles. 2002. «Le projet de Politique nationale de l'eau - L'eau: un projet impressionnant, mais timide sur certains aspects», *Le Devoir* (Montréal), 16 et 17 novembre, www.ledevoir.com/2002/11/16/13563.html.

⁹⁰ Québec. *op.cit.* vp. 37.

l'eau est une ressource comme les autres pouvant être soumise aux règles du libre-échange prescrites par l'ALENA, plutôt que d'être régulée par l'État⁹¹.

Si le démêlé s'est finalement réglée à l'amiable en 1996, elle a néanmoins entraîné une forte mobilisation de l'opinion publique qui voyait dans cette affaire une ingérence du géant américain menaçant la souveraineté canadienne. La ressource était devenue le centre d'intérêt que l'on appelait dès lors «l'or bleu» du Québec. Cette «psychose» ne fut pas sans effet au Québec puisque le litige de la *Snowcap Water* a eu pour mérite de lancer le débat public sur la question de l'eau au Québec, au moment où allait se tenir le Sommet sur l'économie et l'emploi (1997). À l'occasion de ce sommet, le groupe Jean Coutu proposait d'exporter l'eau douce par bateau-citerne vers les pays arabes. Dans une optique d'y voir plus clair, le gouvernement québécois de l'époque a commandé deux études, l'une d'experts, l'autre publique, en vue de développer ses orientations stratégiques vis-à-vis de l'eau: il s'agit du Symposium d'experts sur l'eau (1997) et de la Consultation publique sur l'eau (1999).

⁹¹ Selon le traité de l'ALENA, l'eau deviendra un bien commercial dès qu'elle fera l'objet d'une transaction financière entre deux partenaires de pays différents et ce, même une seule fois. Dès lors, aucun gouvernement ne pourra plus la réglementer sans que cela devienne une entrave au libre-échange. De plus, en regard aux clauses de l'ALENA sur le «traitement national», les compagnies américaines bénéficieraient des droits égaux à ceux des sociétés d'ici sur les eaux du Canada. Depuis quelques années, plusieurs juristes ont confirmé que les gouvernements au Canada perdront leur compétence sur la gestion de leurs eaux au profit du droit prioritaire des entreprises de les exploiter. Dans un tel contexte, l'eau deviendrait ainsi un objet de commerce pour les multinationales et non plus la ressource publique essentielle aux écosystèmes et aux gens qui en dépendent présentement. Les enjeux de la *Snowcap Water* sont de taille puisque le gouvernement canadien pouvait y perdre sa souveraineté politique face à la gestion de l'une de ses ressources des plus importantes pour son économie, mais aussi pour la santé de sa population et de son écosystème. De plus, l'accord faisait passer le statut de l'eau de bien commun à bien commercial, sans qu'il y ait eu de débat, ou de législation en ce sens. Or au Canada, comme au Québec, l'eau est considérée comme un bien patrimonial non appropriable, mais utilisable par les individus, et dont le caractère commun fait appel à une gestion par l'État. L'enjeu est aussi environnemental puisque les impacts environnementaux des prélèvements massifs d'eau douce demeurent peu documentés, voire inconnus.

2.6 ...vers l'«approche milieu» ou la Politique nationale de l'eau (PNE)

Suite aux recommandations des deux études, le Québec se dota en 2002 d'une Politique nationale de l'eau (PNE). En définitive, il s'agit d'un énorme changement dans la culture et la gestion de l'eau, voire un changement de paradigme. De cette politique nous avons retenu trois points: le mode de gestion par bassin versant, l'importance de la participation citoyenne et la place de l'information.

2.6.1 Le mode de gestion par bassin versant

Le cadre de référence d'une telle approche est basé sur le mode de gestion adopté par la PNE, qui est celui de la gestion intégrée par bassin versant (GIPBV). La GIPVB s'inspire d'une vision globale et avant-gardiste de la gestion de l'eau qui a fait ses preuves ailleurs dans le monde, dont en France, aux États-Unis et au Brésil. Il s'agit d'un mode de gestion qui tient compte de l'ensemble des usages de l'eau et considère les impacts de ceux-ci sur le milieu. Un peu à l'image d'un grand entonnoir, l'approche découle du principe selon lequel une intervention pratiquée en amont (en haut) entraîne des conséquences en aval (en bas), à la façon d'un effet domino. Comme le résume André Hade:

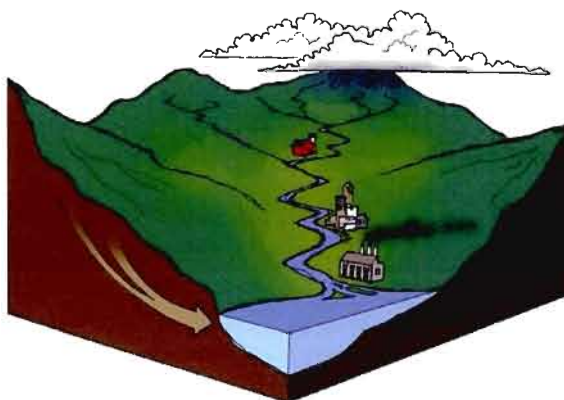
On désigne par bassin versant ou bassin hydrographique l'ensemble de la région géographique autour d'un lac dans laquelle l'eau est drainée par des cours d'eau et un ruissellement de surface pour finalement aboutir au lac ⁹².

Ainsi, on reconnaît la géologie du bassin, la densité de la végétation et les activités humaines (engrais dans les sols, industrialisation, urbanisation, coupe forestière) comme des acteurs agissant sur l'eau du bassin. Contrairement à

⁹² Hade. André. 2000. *Nos lacs. Les connaître pour mieux les protéger*. Montréal: Fides, p. 69.

l'ancienne gestion sectorielle de l'eau au Québec, la GIPBV permet la prévention plutôt que la prescription, car elle ne repose pas sur le postulat que «la nature s'arrangera.»

Figure 1.2 - *Schéma d'un bassin versant*



Source: GREGU, <http://www.gregu.ca/>

2.6.2 La participation citoyenne au cœur de la GIPBV

La GIPBV maintient que la gestion de l'eau nécessite la pleine participation du public et exige l'invention de nouveaux modes de participation, particulièrement du côté de la négociation et de la concertation, et donne une large place au citoyen dans l'adoption des priorités et objectifs. Chaque bassin versant se doit de développer son propre «Plan directeur de l'eau». Ce plan est un outil de planification servant à déterminer et à hiérarchiser les interventions devant être réalisées dans un bassin versant pour atteindre les objectifs. La façon de faire est de consulter l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion de l'eau (municipalité, citoyens, riverains, acteurs

économiques, etc.)⁹³. Les objectifs peuvent être de dépolluer suffisamment un lac afin de pouvoir s'y baigner, pêcher ou boire son eau. Les objectifs auront été choisis préalablement lors de la réalisation des étapes initiales que sont l'analyse du bassin versant ainsi que la détermination des enjeux et des orientations. Lors de ces réunions, un nombre minimal de citoyens doit être présent. Ainsi, ce mode de gestion favorise la participation de la population dans la résolution des conflits d'usage⁹⁴. Une telle participation du public présuppose que le public doit connaître un minimum des enjeux entourant la problématique de l'eau, et détenir un certain niveau de connaissance sur le sujet.

2.6.3 Le rôle des communications dans la GIPBV

Le dernier élément que nous voulions souligner de la PNE est l'importance de la communication pour son application. En fait, l'information, la sensibilisation et l'éducation sont trois activités nécessaires à l'application de la politique nationale de l'eau. Le BAPE définit l'acte d'informer comme un processus linéaire, le transfert d'une information d'un émetteur, qui classifie et choisit l'information, à un récepteur, qui l'accepte ou non. La sensibilisation est plutôt:

[...] une mise en forme de l'information en vue de mobiliser la conscience, d'émouvoir, de plaire, de suggérer, de heurter, tout cela dans le but d'amener un changement de la part d'un segment de la population, voire de son ensemble⁹⁵.

⁹³ Gangbazo, G. 2004. *Gestion intégrée par bassin versant: concept et application*, document disponible sur le Web au <http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/index.htm>. Consulté le 6 décembre 2006.

⁹⁴ Auger, P., Baudrand, J. 2004. *Gestion de l'eau bassin versant au Québec: Cadre de référence pour les organismes de bassin versant*, document disponible sur le Web au, <http://mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/index.htm>. Consulté le 6 décembre 2006.

⁹⁵ Québec. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. 2000, *op. cit.*, p. 73.

Enfin, l'éducation vise le développement d'expertise, d'habiletés et de savoir-faire. Le développement de la pensée critique serait un élément-clé du processus d'éducation. Informer, sensibiliser et éduquer sont trois sphères qui ne sont pas étanches et qui se situent dans un continuum. À ce titre, il est donc pertinent de se questionner sur les représentations et les manières dont nous abordons la question de l'eau dans l'espace public québécois, maintenant que le public est reconnu comme un acteur important dans la gestion de l'eau.

2.6.4 La PNE: un bilan

Toutefois, après cinq années de GIPBV, force est de constater que le sous financement des organismes de bassin versant a des impacts majeurs sur la PNE. Alors que la majorité des bassins versants ont terminé leur diagnostic, seulement six (sur un total de trente-trois) comités ont déposé leur plan directeur. L'absence de fonds pour payer les employés nécessaires à la tâche est la principale cause de cette lenteur⁹⁶. Les comités attendent toujours le système de redevance sur l'eau devant les financer. Dernièrement, le gouvernement Charest annonçait la possibilité d'utiliser une redevance sur l'eau pour le Fonds des générations⁹⁷. Dans l'état actuel, le Québec ne peut se contenter de cela. Bref, si le Québec s'est doté de grands principes politiques pour une meilleure gouvernance de la ressource, son application réelle sur le terrain attend toujours les fonds nécessaires, car pour le moment, elle favorise l'attitude volontaire et le bénévolat. Du coup, le Québec favorise toujours une politique de l'eau basée sur l'offre (rendre la ressource la plus accessible possible quantitativement) plutôt que sur la demande. Effectivement, pour régler le problème de l'eau de façon plus environnementale, il est possible d'opter pour des stratégies de gestion de la demande. Parmi les nouvelles stratégies de la gestion de la demande, on

⁹⁶ Lannegrace, Éric. «Gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec: État de la situation», Essai, Centre Universitaire de Formation en Environnement, Université de Sherbrooke. 2006.

⁹⁷ Lannegrace, Éric, *op.cit.*, p. 15.

retrouve au premier plan diverses mesures d'économie de consommation à travers les nouvelles technologies et les nouvelles pratiques de tarification, ou permettant le recyclage en circuit fermé.

2.7 Les types de privatisation

Puisque notre mémoire consiste en l'étude de la représentation de l'eau dans le cadre du débat sur la privatisation, il semble nécessaire à ce stade de la recherche de définir ce que nous entendons par ce concept. D'abord, comme le mentionne Sylvie Paquerot «[...] dire privé, c'est dire propriété et règles du marché alors que dire public laisse au moins ouvert le choix des règles [...].⁹⁸» Par conséquent, cette logique laisse «[...] jouer les rapports de force alors que dire public suppose que l'on puisse contrebalancer ces rapports de force.⁹⁹» Notons que le concept de propriété dans sa forme moderne suppose un ensemble de droits sur le bien: droit aux fruits produits par ce bien, droit d'usage, droit de détruire, droit d'empêcher les autres de s'en servir, etc. Appliquer le concept de propriété à une ressource dont la nature même le refuse (vitale, mobile, écosystémique, limitée, etc.), ne peut que mener à des conflits¹⁰⁰. Malgré tout, la privatisation de l'eau peut prendre trois formes: à travers la privatisation des infrastructures de l'eau, à travers l'exportation massive de l'eau et à travers la vente d'eau embouteillée. Dans le cadre de ce mémoire, nous nous contenterons de définir le premier type: celui de la privatisation des infrastructures.

⁹⁸ Paquerot, Sylvie. n/a. *L'eau: un régime privé ou public dans les Amériques? Acte de colloque, Conférence présentée dans le cadre du colloque L'eau dans les Amériques, enjeu de confrontation, de coopération ou de solidarité?* (Laval 14 et 15 octobre 2004). Montréal: l'Observatoire de recherches internationales sur l'eau (ORIE), <http://www.cerium.ca/article1806.html> (page consulté le 10 mars 2007).

⁹⁹ *Ibid.*, p.1.

¹⁰⁰ Paquerot, Sylvie. 2004, *op.cit.*, p.4

2.7.1 La privatisation des infrastructures

On semble l'oublier, l'eau n'apparaît pas par magie au bout de notre robinet! Derrière cette prouesse technique se cache un labyrinthe de tuyauteries et d'infrastructures permettant à tous les Québécois d'avoir accès à de l'eau potable ce que qualifie le BAPE de «cycle urbain»: «Il faut la puiser, la traiter, l'acheminer aux maisons, puis la collecter, l'épurer et la retourner au milieu.¹⁰¹» Selon les dires du BAPE, actuellement, les infrastructures appartiennent presque exclusivement aux municipalités et, règle générale, la gestion est assurée par les services municipaux. L'eau est fortement subventionnée par le gouvernement du Québec pour ce qui est de la mise en place des infrastructures d'assainissement et par les municipalités pour l'implantation des réseaux de gestion courante¹⁰². Le problème réside non seulement dans le coût de l'entretien du réseau, mais aussi dans sa tarification: «[...] les municipalités ne parviennent pas toujours à établir le coût de leur eau, ni à la charger à leur citoyen par le moyen d'une taxe dédiée ou d'une tarification.¹⁰³» Dans le contexte actuel où l'État lutte contre le déficit et cherche à se retirer de certains secteurs, la privatisation des équipements des infrastructures devient alors intéressante.

Toutefois, ceci ne remet pas en question le statut de l'eau. Pour Sylvie Paquerot, il est important de faire la distinction entre la privatisation concernant les infrastructures (distribution et assainissement) et la privatisation de la ressource¹⁰⁴.

¹⁰¹ Québec, *op.cit.* p. 24.

¹⁰² Québec, *op.cit.* p.24.

¹⁰³ Québec, *op.cit.* p. 24.

¹⁰⁴ Voir en annexe 1 les notes de l'entretien avec Sylvie Paquerot, professeur adjointe à l'Université d'Ottawa et chercheuse du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), en date du 29 mars 2006, p. 4.

Dans le premier cas, le statut de la ressource demeure commun et on parle de privatiser ou de permettre la gestion privée d'infrastructures et de services et non de l'objet que l'on va y transporter. Le statut de la ressource est inchangé.

Trois types de partenariat pourraient s'appliquer au Québec: le partenariat de type affermage, le contrat de concession et le partenariat par privatisation réglementée. Premièrement, le partenariat par affermage implique que les usagers paient le service directement à la compagnie privée. Sur une période de 15 à 30 ans, celle-ci gère les installations, assure les services et offre des garanties aux usagers. Les modalités de tarification et d'ajustement des prix sont aussi définies dans le contrat. Le contrôle est effectué par les élus et les tribunaux¹⁰⁵. Deuxièmement, le contrat de concession, d'une durée de 25 à 30 ans, rend aussi la compagnie privée responsable de la gestion des installations, mais celles-ci demeurent la propriété des autorités publiques. Ce contrat implique des investissements de la part de la compagnie¹⁰⁶. C'est ce type de privatisation qui serait davantage envisagé au Québec. Troisièmement, le partenariat par privatisation réglementée transfère les actifs et la gestion des installations à la compagnie privée selon un cadre réglementaire bien défini par un organisme. Ce dernier est chargé d'établir des normes de qualité et de protection des usagers ainsi que des tarifs prélevés directement par la compagnie privée¹⁰⁷.

2.7.2 Privatisation: impacts environnementaux

Au-delà du coût, la vraie problématique est de savoir si la privatisation de l'eau au Québec s'insère bien dans une perspective de développement durable, bref, à

¹⁰⁵ Québec, *op.cit.* p. 27.

¹⁰⁶ Québec, *op.cit.* p. 26.

¹⁰⁷ Québec, *op.cit.* p. 26.

savoir si elle propose une solution viable à long terme. On a supposé que la fixation d'un prix plus élevé de l'eau induit automatiquement une utilisation rationnelle de la ressource et donc, la diminution du gaspillage. Si ceci est vrai au sein des couches les moins fortunées qui, faute de moyens n'auront d'autre choix que de limiter leur consommation, l'augmentation des prix n'empêchera pas les plus fortunés de bafouer allègrement les limites portantes des écosystèmes tant que leurs moyens le permettront. Les études de l'économiste Léo-Paul Lauzon sur les impacts de la privatisation de l'eau à l'international tendent à prouver le contraire: perte de qualité de l'eau, de contrôle de la ressource et de profits pour le gouvernement, augmentation du prix de l'eau, coupures répétées et hausses de cas de maladies reliées à l'eau pour ne nommer que quelques exemples¹⁰⁸. De plus, comme le mentionne l'économiste québécois Gaétan Breton, en transférant les profits au privé, le gouvernement se prive d'un revenu qu'il aurait été intéressant à dédier à la gestion de l'eau¹⁰⁹. De par ses conséquences négatives tant au niveau social, économique et environnemental, la privatisation ne s'insère pas dans une perspective de développement durable.

Il apparaît donc à la lecture de ce qui précède que la privatisation de l'eau soulève des questions importantes, tant au plan socioéconomique qu'environnemental. Au plan juridique, le caractère «schizophrénique» de la loi sur l'eau incite à la plus grande prudence, notamment en regard du maintien du contrôle public sur la ressource, de l'accès des communautés à cette ressource et de son utilisation durable. Aux plans social et environnemental, l'ampleur et la forte probabilité d'impacts directs, indirects et cumulatifs rendent difficilement justifiable le développement de la privatisation de l'eau. Finalement, les avantages socio-économiques ne semblent pas justifier les risques qui y sont associés. Par ailleurs, les

¹⁰⁸ Lauzon, L-P et al. 1996. *Étude sur la privatisation de l'eau au Québec: Expériences dans le monde*. Montréal: Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 69 p.

¹⁰⁹ Breton, Gaétan. 2001. *Tu me pompes l'eau! Halte à la privatisation: essai*. Collection«Controverses». Montréal: Triptyque, p.20.

impacts économiques structurant la privatisation de l'eau demeurent à démontrer. Car jusqu'ici, malgré une augmentation significative du prix de l'eau lors de passation vers le privé, les expériences à l'étranger nous montrent que la privatisation n'a pas favorisé le réinvestissement dans les infrastructures. Dans le meilleur des cas, les installations ont été maintenues.

2.8 Résumé du chapitre

L'objectif de ce mémoire étant de déterminer la manière dont la privatisation de l'eau a été traitée dans la presse québécoise, nous avons débuté notre travail par le dénombrement des multiples dimensions de l'eau et des enjeux qui la transcendent. Nous avons pu constater à travers cet exercice que l'eau n'est pas qu'un bien économique ; elle est aussi un bien social, un bien culturel, un bien environnemental, etc. Dans un second souffle, nous avons voulu démontrer que la dimension problématique de l'eau est anthropique et que les outils politiques (législatifs et politiques) que s'est donné et (se donne toujours) le Québec, favorisent une utilisation non soutenable de l'eau. Dans un contexte «d'enterrement de l'État-providence¹¹⁰», la privatisation des infrastructures de l'eau se pose comme une solution intéressante, voire incontournable pour certains. Par contre, nous avons vu que la privatisation perçoit une seule des dimensions de l'eau: sa valeur marchande et économique. Maintenant que nous connaissons le contexte entourant le débat sur la privatisation de l'eau au Québec, nous allons voir si les médias ont aidé le citoyen à se «faire une tête» sur les multiples enjeux de l'eau au Québec. La section suivante met en relief les assises théoriques entourant cette question.

¹¹⁰ Breton, Gaétan. 2001. *Tu me pompes l'eau! Halte à la privatisation: essai*. Collection«Controverses». Montréal: Triptyque, p.7.

CHAPITRE 3

CADRE THÉORIQUE

COMMUNICATION, AGIR ET ENVIRONNEMENT

Nous avons vu dans le chapitre 1 que la Politique nationale de l'eau invite à une nouvelle culture de l'eau. L'un des éléments de cette approche est la place active qu'y détient le citoyen. Pour qu'une telle politique se concrétise, encore faut-il que les individus aient envie de s'investir. À cet effet, quels sont les facteurs qui favorisent le passage à l'action en environnement? En vue de saisir ce qui pousse les personnes à agir en environnement, nous tâcherons ici de saisir le processus de socialisation qui l'entoure. Essentiellement, il s'agit de répondre à la question suivante: quels sont les facteurs de motivation qui influencent le désir d'action environnementale? Afin de répondre à cette interrogation, nous voguerons au sein de trois champs: la sociologie, la psychologie sociale et l'école de l'éducation relative à l'environnement (ERE).

3.1 Les facteurs de motivation à l'action environnementale

De façon générale, l'expérience montre qu'il ne suffit pas d'«injecter» une nouvelle information pour que les comportements se modifient. Le changement d'attitude est un phénomène complexe, multidéterminé, au sein duquel interviennent

plusieurs éléments¹¹¹. À cet effet, l'apparition et le maintien de rapports compatibles avec l'environnement sont freinés ou favorisés par certains facteurs individuels, environnementaux et culturels que nous nous devons de comprendre à ce stade de la recherche. Des études en psychologie sociale et en éducation relative à l'environnement (ERE) ont montré que les facteurs favorisant l'action environnementale interviennent sur deux fronts: l'échelle individuelle¹¹² et l'échelle sociale¹¹³.

3.1.1 Échelle individuelle

L'équipe constituée d'Hungerford et Ramsey a travaillé à l'investigation des méthodes pédagogiques qui exercent une influence positive sur le comportement environnemental responsable, concept qui s'apparente à celui de l'action environnementale. Pour les besoins de cette recherche, nous avons relevé les facteurs pouvant être transmis au moyen de communications médiatiques. Ces facteurs sont la connaissance des problèmes, la connaissance d'actions stratégiques, le centre de contrôle interne, la croyance et les valeurs et l'attente de récompense personnelle consécutive à l'action¹¹⁴.

¹¹¹ De Vanssay, Bernadette, Gabriel Moser et Eugénia Ratiu. n/a . *Représentations sociales, idéologies et pratiques: Un modèle des rapports à l'eau dans différents contextes sociétaux*. Paris: CNRS, 25 pages. Document non publié. Trouvé auprès de l'auteur: moser@psycho.univ-paris5.fr, p. 3.

¹¹² Lévy-Leboyer, A *et al.* 1996. «Determinants of Pro-Environmental Behaviours», *European Psychologist*, 1(2), 123-129 ; cité dans Moser, Gabriel *et al.* s.d., *op.cit.*, p. 3.

¹¹³ Moser, Gabriel *et al.* s.d., *op.cit.*, p. 3.

¹¹⁴ Pruneau, Diane *et al.* 2000. «Les facteurs qui influencent le désir d'action environnementale dans les communautés». *Revue des sciences de l'éducation*, Vol.XXVI, nP2, p. 395.

a) La connaissance des problèmes... pour sortir de l'ignorance

La transmission de connaissances dans le domaine de l'environnement¹¹⁵ est un facteur déterminant favorisant le désir d'action environnementale. Les études en ERE ont relevé que l'évolution des comportements est liée à l'apprentissage. Ayant mené une étude empirique auprès de quatre groupes sociaux d'une communauté côtière au Canada, l'équipe de recherche de Diane Pruneau a relevé que la majorité des individus ciblait la «compréhension du phénomène» comme un élément-clé de motivation. Les participants à l'étude ont expliqué aux chercheurs que l'information leur permettait de «comprendre» et de «sortir de leur ignorance.¹¹⁶» En guise de stratégie de connaissance, le contact visuel avec le problème, qu'il soit direct ou par vidéo, a été un important facteur dans la décision d'agir des groupes sociaux interrogés par l'équipe de Diane Pruneau.

Pour réussir une telle action, les individus doivent comprendre le problème, mais aussi les concepts liés à l'environnement. En ce qui concerne les ressources naturelles, Stern et Oskamp avaient déjà noté que les conduites favorisant leur préservation sont liées aux connaissances des effets à long terme¹¹⁷. De l'avis de Gabriel Moser, le fait que l'avenir d'une ressource soit incertain aurait un effet de sensibilisation. La perception du degré d'utilisation abusive et de dégradation de la ressource constitue un élément d'«éveil¹¹⁸». Gardner et Stern concluent que la

¹¹⁵ Nous réunissons ici deux points de l'analyse d'Hungerford: la connaissance des problèmes et la connaissance des principaux concepts écologiques.

¹¹⁶ Pruneau, Diane *et al.* 2000. *op.cit.*, p. 407.

¹¹⁷ Moser, Gabriel *et al.* s.d., *op.cit.* p. 3.

¹¹⁸ Biel, A. et Gärling, T. 1995. «The role of Uncertainty in Resources Dilemmas», *Journal of Environmental Psychology*, 15, pp. 221-233 ; cité dans Moser, Gabriel *et al.* s.d., *op.cit.*, p. 3.

perception du risque (de pollution ou de dégradation de la ressource) a été identifiée dans la littérature comme moteur de certains comportements de préservation.

De plus, l'élaboration d'un diagnostic de l'état de la ressource et de son évolution constitue un niveau préalable aux processus de prise de conscience et d'identification des problèmes¹¹⁹. Le diagnostic se construit essentiellement à partir de la perception de l'évolution de l'état de la ressource du point de vue quantitatif (renouvellement, épuisement, stabilité relative) et qualitatif (amélioration, dégradation, qualité relativement constante). Selon Gabriel Moser, ne pas percevoir ces modifications, quel que soit l'état des ressources, aboutit à considérer ces conditions comme «normales». Une telle perception s'accompagne d'une habitude et d'une absence de questionnement concernant les problèmes environnementaux, ce qui favorise une stabilité des comportements. Par conséquent, l'individu doit pouvoir percevoir l'évolution de l'état de la ressource à travers une démarche comparative entre la situation actuelle, la situation antérieure et un état futur supposé. Les multiples sources d'informations et les avis divergents des experts sur les sujets environnementaux peuvent constituer un frein à l'établissement d'un diagnostic. Délimiter les causes de cette situation à travers un recul historique apparaît fondamental pour entraîner une prise de conscience des problèmes liés à l'environnement.

b) La connaissance d'actions stratégiques... un premier pas vers l'action

Si la connaissance du problème environnemental est le point de départ, la connaissance d'actions stratégiques (ce qui peut être fait pour améliorer la situation) donnerait un sentiment de confiance qui permet la mise en pratique du désir d'action

¹¹⁹ Moser, Gabriel *et al.* s.d., *op. cit.*, p. 12.

environnementale. Ce sentiment est lié à la perception de ce que constitue un «succès environnemental». Effectivement, plus le projet «vert» semble réalisable, plus les gens seront portés à s'y investir. En ce sens, les chercheurs Stern et Oskamp affirment qu'une vision efficace, fonctionnelle des actions individuelles écologiques doit être perçue de façon à ce qu'un individu désire s'engager en matière d'environnement¹²⁰. L'incertitude sociale relative à la perception des comportements adoptés par les autres peut atténuer cette envie. Autrement dit, les individus n'investiront pas d'énergie si cela ne marche pas, ou s'ils jugent que leurs actions n'ont pas un impact significatif. Offrir des alternatives et des solutions en environnement est donc de mise dans le but de sécuriser les individus, voire de les motiver.

c) Le centre du contrôle interne

Le centre de contrôle interne correspond, chez les individus, à un sentiment de confiance en leur capacité d'apporter des changements positifs à une situation problématique¹²¹. Apparemment, si l'individu se sent incompetent, il ne sera pas enclin à s'investir. Dunlap et Van Liere ont montré que l'individu doit percevoir ses actions individuelles comme «fonctionnelles» et «efficaces.¹²²» Gabriel Moser, à travers une étude des comportements liés à l'eau dans six villes, remarque aussi que les comportements mis en œuvre sont fonction de la perception de la possibilité de

¹²⁰ Stern, P. C. Et Oskamp, S. 1987. «Managing Scarce Environmental Resources». In D. Stokols et I. Altman (Dir.), *Handbook of environmental psychology*, pp. 1043-1088. New York: Wiley ; cité dans Moser, Gabriel *et al.*, s.d., p. 3.

¹²¹ Hungerford, J.R. et Volk, T.L. 1990. «Changing Learner Behavior Through Environmental Education». *The Journal of Environmental Education*. 21 (3), pp. 8-21 ; cité dans Pruneau, Diane *et al.*, *op.cit.*, p. 398.

¹²² Dunlap, R. E. et Van Liere, K. D. 1978. «The "New Environmental Paradigm". A proposed measuring instrument and preliminary results». *Journal of Environmental Education*, 9(4), pp. 10-19 cité dans Gabriel Moser *et al.* s.d., *op.cit.*, p. 3.

contrôle et de la perception d'efficacité des actions. Il distingue deux groupes: d'une part, les individus qui considèrent que les rapports à la ressource en eau ne sont pas maîtrisables du point de vue quantitatif et/ou qualitatif et d'autre part, ceux qui estiment que la situation est contrôlable. À la lumière de cette étude, l'impossibilité de contrôle perçue va de pair avec un blocage comportemental. À l'inverse, la perception d'une possibilité de contrôle entraîne une diversité de comportements en fonction des types de contrôles envisagés. Toutefois, la perception de l'impossibilité d'agir efficacement au niveau institutionnel entraîne une multitude de comportements individuels de protection. Il s'agit alors d'un repli sur des solutions individuelles à court terme ayant pour objectif la sécurisation personnelle (filtrage de l'eau, ou achat d'eau minérale).

La perception de l'efficacité du contrôle exercé par les institutions et/ou par l'ensemble des acteurs permet d'envisager des solutions globales de protection environnementale globales. Cette perception d'un contrôle efficace est donc importante pour que suive l'engagement personnel.

d) La croyance et les valeurs environnementales

Enfin, Noe et Snow observent que certaines attitudes ou certains systèmes de valeurs (comme l'éthique environnementale, le sens du devoir, la conscience de l'avenir, les valeurs esthétiques, le sentiment d'appartenance à un groupe via le respect de son milieu, etc.) vont favoriser le désir de s'engager en environnement¹²³. Selon Guy Rocher, une valeur est «une manière d'être ou d'agir qu'une personne ou une collectivité reconnaissent comme un idéal et qui rend désirables ou estimables les

¹²³ Noe, F.P et Snow, R. 1989. «Hispanic cultural influence on environmental concern». *The Journal of Environmental Education*, 21(2), pp. 27-38 ; cité dans Pruneau, Diane *et al.* 2000, *op.cit.*, p. 398.

êtres ou les conduites auxquels elle est attribuée.¹²⁴» Dernièrement, on constate que l'application du développement durable a souvent été accompagnée d'une valeur de «responsabilité intergénérationnelle» pour la justifier. Effectivement, plusieurs se demandent en quoi leurs besoins actuels compromettent la qualité de vie des générations futures. Ainsi, les valeurs et une certaine éthique sont nécessaires pour motiver les individus à agir.

À cet égard, on sait que la valeur du «devoir» se trouve souvent là où la solidarité sociale est forte, comme dans les petites communautés. La présence d'une telle valeur est favorable aux actions environnementales. Selon Park, l'interaction entre les voisins favorise l'attachement à un milieu et la prise de conscience d'intérêts communs. Les travaux de Diane Pruneau confirment l'importance de la valeur de solidarité, à un point tel qu'elle associe l'identité écologique à l'identité communautaire. Les individus ayant participé à une action environnementale affirmaient avoir trouvé agréable le fait «d'appartenir» à un groupe le temps d'une cause. La question du lien identitaire à travers les causes environnementales serait une piste à poursuivre¹²⁵.

e) L'attente de récompenses personnelles consécutives à l'action (le calcul coût/bénéfice)

Enfin, le dernier facteur favorisant l'action en environnement souligné dans les études d'Hungerford est celui de l'attente de récompenses personnelles escomptées à

¹²⁴ Rocher, Guy. 1969. *L'organisation sociale. Introduction à la sociologie générale*. Coll. Regards sur la réalité sociale LaSalle: Hurtubise HMH, p.102.

¹²⁵ D'ailleurs, il serait intéressant d'approfondir la question de l'identité collective via les causes environnementales. Dans un contexte de mondialisation où les identités nationales sont remises en question et où le Québec cherche encore à se définir, l'environnement ne serait-il pas le nouveau lien identitaire? À voir...

la suite de l'action. Effectivement, lorsque les personnes croient qu'elles retireront des bénéfices matériels ou psychologiques suite à une conduite écologique (admiration, visibilité, propreté du milieu, économie, etc.), elles seraient plus enclines à s'investir. Ce facteur s'apparente à la théorie du choix rationnel développée par de nombreux penseurs. Cette théorie est généralement associée au postulat selon lequel les actions individuelles obéiraient à des motivations utilitaristes. Les individus agissent sous l'empire d'un «calcul des plaisirs et des peines» ou, dans un langage plus moderne, d'un «calcul coût-avantage» ou «calcul coût-bénéfice».¹²⁶ Selon cette logique, pour qu'un individu passe à l'action, les avantages doivent supplanter les désavantages.

f) Un facteur de démotivation: se représenter l'environnement comme un frein à l'économie

Enfin, nous voudrions terminer cette section par deux facteurs de démotivation: la déresponsabilisation et la perception de l'environnement comme un frein à l'économie. Sabine Rabourdin, ingénieure et diplômée en ethnoécologie, a étudié la réaction de la société française face aux changements globaux d'environnement. Aux termes de son étude, il apparaît très nettement que les gens ont généralement peur d'un «retour en arrière», envisagé comme une des seules solutions valables qui s'offrent pour lutter contre le réchauffement climatique. C'est en fait l'idée même de freiner la pollution qui est manifestement liée à un retour en arrière: «[...] comme le «progrès» est devenu synonyme de croissance et de consommation, elles-mêmes indissociables de la pollution, il semble impossible pour eux d'imaginer un progrès

¹²⁶ Boudon, Raymond. 2002. «Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique?», *Sociologie et sociétés*. La théorie du choix rationnel contre les sciences sociales? Bilan des débats contemporains, vol.XXXIV, no 1 (printemps), p.10.

allié à une diminution de la pollution¹²⁷ ». L'attitude liée à une telle perception de l'environnement est celle du rejet puisque les changements de comportements sont perçus comme des contraintes.

g) La déresponsabilisation: se représenter comme inutile

Sabine Rabourdin souligne aussi cette propension des individus à se représenter comme des «petits» pollueurs, du moins, «plus petits que les autres». Ce déni de responsabilité face à la pollution est une méthode efficace pour justifier notre inaction. Un autre argument souvent utilisé chez les individus est de se voir comme «trop petit pour agir¹²⁸». Ce qui revient à dire que c'est encore aux autres de faire quelque chose. Outre cette myopie caractéristique concernant les aspects les plus critiquables de notre comportement, Sabine Rabourdin met à jour deux tendances particulières: la volonté de penser que des personnes compétentes s'occupent déjà de l'environnement (décharge positive), ce qui permet de justifier d'une première façon notre inaction, et la certitude que ce sont d'autres personnes ou groupes qui polluent et sur lesquels nous n'avons pas prise (décharge négative).

3.1.2 Échelle sociale: socialisation, culture et valeurs

Les facteurs individuels ne sont pas les seuls à agir sur le désir d'action environnementale. Dans le registre des facteurs motivant l'action en environnement, il faut aussi tenir compte du contexte social, de la culture et des valeurs qui entourent l'individu, bref, de la structure qui l'entoure.

¹²⁷ Rabourdin, Sabine. 2005. *Changement climatique: comprendre et agir*, Paris: Delachaux et Niestlé, p. 216.

¹²⁸ *Ibid.*, p.205.

À ce sujet, la littérature montre qu'un engagement écologique est aussi conditionné par la socialisation des individus, soit «[...] la manière dont les membres d'une collectivité apprennent les modèles de leur société, se les assimilent et s'en font leurs règles de vie personnelles.¹²⁹» Au sein de cette mécanique, la culture est un élément qui influence les comportements individuels puisqu'elle propose à chacun un éventail d'actions. Pour le socio-anthropologue Maurice Godelier, la culture se définit comme suit:

[...] l'ensemble des principes, des représentations et des valeurs partagées par les membres d'une même société (ou de plusieurs sociétés), et qui organisent leurs façons de penser, leur façons d'agir sur la nature qui les entoure et leurs façons d'agir sur eux-mêmes, c'est-à-dire d'organiser leur société¹³⁰.

Appliqué à l'environnement, ceci signifie que les rapports à l'environnement d'un individu s'établissent en fonction de la représentation qu'une personne se forge à travers sa culture, ses valeurs et ses expériences¹³¹. Tout comme la culture, il est à noter que l'intériorisation de la notion de l'environnement est propre à chaque individu. Chaque personne est unique parce qu'elle intériorise différemment les manières de penser et d'agir de sa société.

L'équipe de recherche de Gabriel Moser (du Laboratoire de Psychologie Environnementale à Paris), a étudié le lien entre pratiques environnementales et

¹²⁹ Rocher, Guy. 1969. *L'organisation sociale. Introduction à la sociologie générale*. Coll. Regards sur la réalité sociale, LaSalle: Hurtubise HMH, p.52.

¹³⁰ Godelier, Maurice, «Quelles cultures pour quels primates; Définition faible ou définition forte de la culture?» In *La Culture est-elle naturelle ; Histoire, épistémologie et applications récentes de concept de culture*, sous la direction d'Albert Ducros et al., Paris: Éditions errance, p. 217 à 222.

¹³¹ Moser, Gabriel *et al.* s.d., *op.cit.*, p. 10.

culture. Dans ses travaux, cette équipe identifie deux groupes de facteurs agissants sur les comportements: les conditions environnementales et le contexte sociétal.

Les conditions environnementales correspondent à l'état. En ce sens, la dégradation de certaines ressources et l'apparition de moments de rupture (smogs, pluies acides, canicules, etc.) qui rendent les changements de l'état de l'environnement plus facilement perceptibles auraient une influence sur la sensibilité environnementale des citoyens. Cette hypothèse est appuyée par Hubert Reeves qui constate un effet d'éveil lorsque le problème est nettement visible¹³². En fait, le fait d'être touché physiquement et/ou affectivement par un problème environnemental favorise donc l'action en environnement et les personnes cherchent alors à atténuer les effets négatifs¹³³.

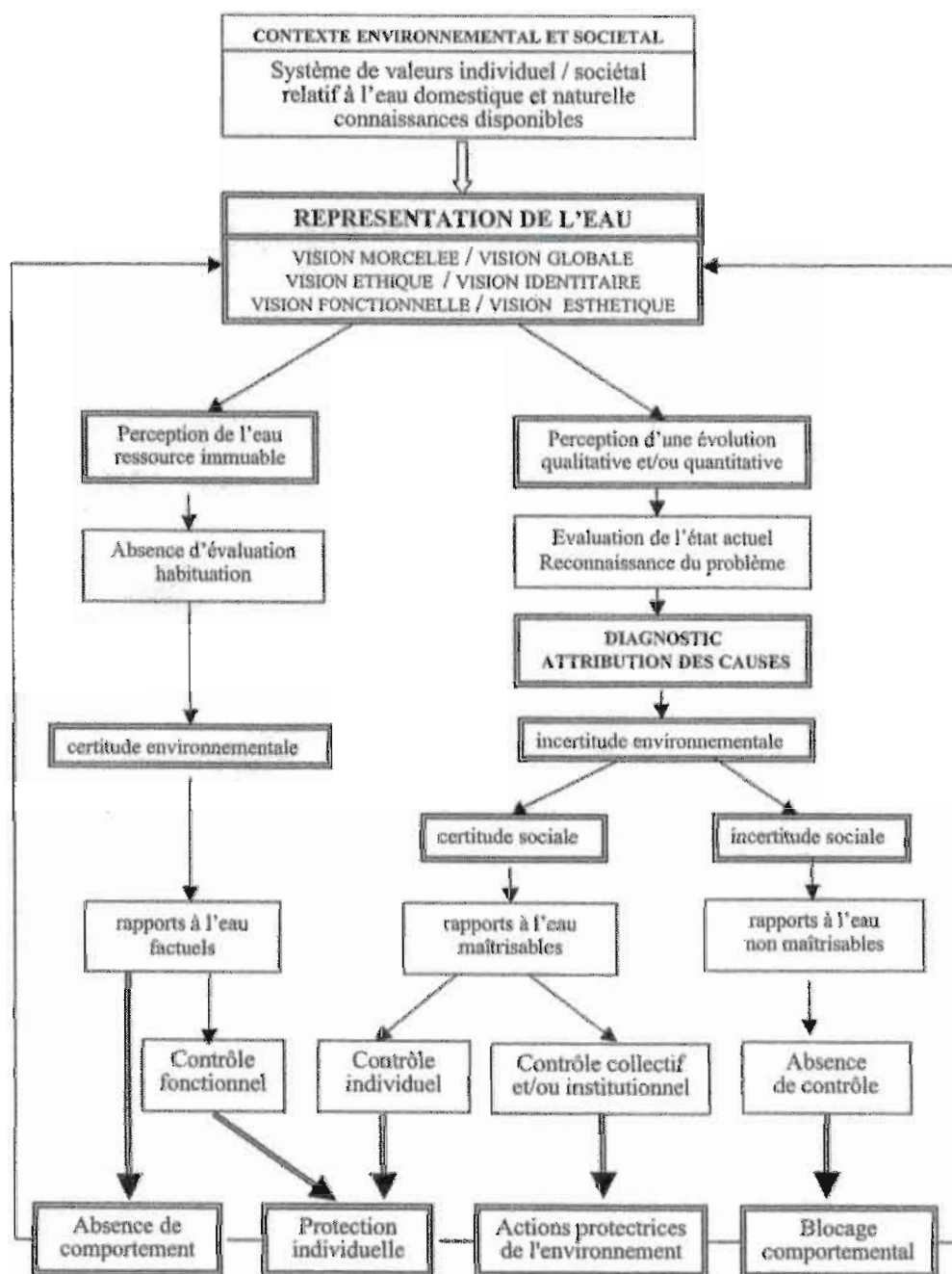
Le contexte sociétal, quant à lui, fait référence à la culture et aux valeurs au sein d'une société. Certaines sociétés, à travers certaines lois (taxes vertes, programmes verts, soutien aux technologies vertes, etc.) favorisent indirectement une sensibilisation à l'environnement. À l'inverse, une société qui envisage l'environnement comme un frein à son économie (pensons aux Etats-Unis) mène au blocage des actions en environnement.

La figure 3.1 illustre le lien entre le contexte environnemental et sociétal, les représentations sociales, le rapport à l'eau et les conditions d'adoption de comportements.

¹³²Reeves. Hubert. 2003. *Mal de Terre*. Paris: Éditions du Seuil, p.15.

¹³³ Bracht et Gleason, 1990. «Strategies and structures for citizen partnerships» In N. Bracht (dir.), *Health promotion at the community level*, pp.109-124 ; cité dans Diane Pruneau *et al.* 2000. *op.cit.*, p. 398.

Figure 3.1 - Contexte environnemental et sociétal, représentations sociales, rapports à l'eau et conditions d'adoption de comportements



Source: Moser, Gabriel *et al.* s.d., *Représentations sociales, idéologies et pratiques*. Paris: CNRS, p. 2. Document trouvé auprès de l'auteur par courriel: moser@psycho.univ-paris5.fr.

Au terme de cette étude, les valeurs liées à l'eau, telles qu'elles ont pu être identifiées dans les différents sites, permettent de distinguer deux groupes: l'Europe, et l'Extrême-Orient. Le premier se caractérise essentiellement par une vision esthétique et identitaire de l'eau, ainsi que par un attachement à l'eau en tant que patrimoine. La vision esthétique concerne non seulement l'eau liée au milieu naturel, mais aussi l'eau dans la ville (fontaines, cours d'eau), qui symbolise ainsi le lien avec la nature. À l'inverse, les sites de l'Extrême-Orient se caractérisent par une vision essentiellement fonctionnelle et éthique. La fonctionnalité se manifeste à travers l'utilitarisme rattaché à l'eau domestique (nécessité alimentaire et hygiène corporelle).

La référence à l'éthique s'opère manifestement par l'intermédiaire du contexte d'accès à l'eau. En effet, les clivages sociaux, et plus particulièrement les inégalités d'accès à l'eau, conduisent à invoquer des valeurs éthiques en référence au partage des ressources d'eau domestique.

L'expression des valeurs liées à l'eau permet d'identifier deux types contrastés de représentations sociales de l'eau: une représentation écologique globale, esthétique et identitaire, qui concerne l'eau dans l'ensemble de ses manifestations, et une représentation morcelée et fonctionnelle limitée à l'eau domestique, en relation avec le contexte d'accès à l'eau. Chaque culture a une façon spécifique d'envisager les éléments naturels et les «biens communs» (immuables/changeants, renouvelables/épuisables, maîtrisables/incontrôlables) ainsi que la place de l'homme dans l'environnement, et de leur attacher certaines valeurs. Ainsi, la fusion avec la nature en Extrême-Orient s'oppose à la suprématie de l'homme en Occident, liée notamment au christianisme et au productivisme. La façon d'attribuer des valeurs aux éléments naturels, aux biens communs et à la place de l'homme dans l'environnement varieraient d'une culture à une autre.

Figure 3.2 - *Valeurs, représentations sociales et rapports à environnement*

valeurs esthétiques et identitaires REPRÉSENTATION ÉCOLOGIQUE ET GLOBALE	valeurs fonctionnelles et éthiques REPRÉSENTATION FACTUELLE ET MORCELÉE
France, Allemagne, Espagne, Japon	Brésil, Indonésie, Burkina-Faso
perception d'une évolution quantitative et/ou qualitative ↓ incertitude environnementale	perception de l'eau comme ressource immuable ↓ certitude environnementale

Source: Moser, Gabriel *et al.* s.d., *Représentations sociales, idéologies et pratiques*. Paris: CNRS, p. 2.
Document trouvé auprès de l'auteur par courriel: moser@psycho.univ-paris5.fr.

En résumé, l'ensemble des études démontre que des facteurs favorisent la motivation chez les individus lorsqu'il est question d'agir en environnement, et ceux-ci agissent à l'échelle individuelle et culturelle. Certains paraissent déterminants, tels que la connaissance concrète et visuelle du problème, l'impression de faisabilité de la tâche, l'importance de l'information, le sens de la solidarité sociale et l'attente de récompenses personnelles consécutives à l'action. Parmi ces facteurs, la compréhension du phénomène semble constituer la case départ puisque sans compréhension, il n'y a pas de conscience, et donc pas d'action. Il est étonnant de remarquer que plusieurs facteurs sont d'ordre symbolique, éthique, voire philosophique. À titre indicatif, le contrôle interne et la connaissance des actions stratégiques expriment le sentiment de pouvoir changer les choses, de se réappropriier l'avenir. C'est donc de l'espoir d'un avenir meilleur dont il s'agit, base de tout lien social et fondement de la politique. Ce constat confirme la thèse que le changement de comportement ne peut être effectué que par l'éducation et la connaissance: des

valeurs doivent y être annexées. Nous en déduisons qu'il est important de tenir compte de ces facteurs, de représenter ces valeurs dans l'optique d'une communication favorisant l'action. En fait, ce que nous disent ces études, c'est que les individus ont besoin d'un retour de l'éthique et du symbolisme pour «croire» en la cause. En d'autres termes, il s'agit de créer un «sens commun», essentiel pour mener les individus à l'action. La presse contribue-t-elle actuellement à la création de ce «sens commun»?

CHAPITRE 4

CADRE CONCEPTUEL

CONSTRUCTION SOCIALE DE L'INFORMATION, REPRÉSENTATION ET CADRAGE MÉDIATIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Cette section vise à explorer les enjeux de l'information médiatique dans le domaine particulier de l'environnement. Nous défendrons ici l'idée que les médias, à travers un processus de représentations, peuvent participer au désir d'action environnementale. Les questions auxquelles nous répondrons sont: Quel est le rôle des communications en environnement? Quels sont les mécanismes de cadrage de l'environnement par les médias? La couverture médiatique de l'environnement favorise-t-elle l'agir en la matière? Pour y répondre, nous ferons appel aux concepts des écoles des représentations sociales (RS) et de l'école de la théorie critique des médias (TM). Mais tout d'abord, délimitons le rôle des communications en environnement.

4.1 De la construction sociale de l'information en environnement

Our experience of the natural world – whether touring the Canadian Rockies, watching an animal show on TV, or working in our own gardens – is always mediated. It is always shaped by rhetorical constructs like photography, industry, advertising, and aesthetics, as well as by institutions like religion, tourism, and education¹³⁴.

¹³⁴ Wilson, Alex. 1992. *The Culture of Nature: North American landscape from Disney to the Exxon Valdez*, Oxford: Blackwell, p. 12 cité dans Anderson, Alison. 1997. *Media, Culture and the Environment*. Coll. «Communications, media, and culture». New Brunswick, NJ: Rutgers University Press, p. 11.

Chaque jour, les médias contribuent à construire et à reconstruire le monde. L'actualité, ou «l'histoire du quotidien¹³⁵» pour reprendre les termes d'Andrea Semprini, «résulte d'un travail de sélection, de hiérarchisation et d'interprétation des événements qui se déroulent dans notre monde social.¹³⁶» Effectivement, n'entre pas dans l'actualité qui le veut! Pour jouir du luxe d'«apparaître» dans un média, le sujet doit être «nouveau¹³⁷», «véridique¹³⁸» et «dramatique¹³⁹». Selon ces règles, les grandes questions environnementales, telles les marées noires, seraient favorisées, alors que les sujets qui mettent en lumière les liens d'interdépendances, ces «catastrophes silencieuses» (comme la perte de la biodiversité, la question de la conciliation entre économie mondiale et développement durable, etc.) sont peu présentes. Les médias contribuent donc non seulement à refléter, à renforcer et à reproduire le monde, mais aussi à le créer¹⁴⁰. Ils ne sont donc pas des «miroirs» d'une société, mais bien plutôt des «miroirs déformants», les médias transmettant une «vision du monde», et jouent un rôle d'«intermédiaire» et de médiateur¹⁴¹. Patrick Charaudeau décrit l'information en ces termes:

¹³⁵ Andrea Semprini. 2000. *CNN et la mondialisation de l'imaginaire*, Paris: CNRS Editions, p.119.

¹³⁶ Gusse, Isabelle. 1992. «Le racisme dans la presse écrite: analyse des pratiques discursives à partir desquelles La Presse et le Devoir construisent leurs récits journalistiques sur l'immigration et les immigrants de janvier 1987 à juin 1989». Mémoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, p.41.

¹³⁷ Lamb, R. 1997. «La place de la nature à la télévision». In *La conservation de l'environnement et les médias*, Strasbourg (France): Éditions du Conseil d'Europe, p.19.

¹³⁸ *Ibid.*, p.19.

¹³⁹ Boia, Lucian. 2004. *L'homme face au climat: l'imaginaire de la pluie et du beau temps*. Paris: Coll. Les belles lettres, p. 200.

¹⁴⁰ James Carey dans Stoiciu, Gina. 2006. *Comment comprendre l'actualité: Communication et mise en scène*. Québec: Presse Universitaire du Québec, p.155.

¹⁴¹ De Cheveigné, Suzanne. 2000. *L'environnement dans les médias ; médiateurs et visions du monde*. Paris: Éditions CNRS, p.7.

L'information n'existe pas en soi dans une extériorité à l'Homme, comme peuvent exister certains objets de la réalité matérielle (un arbre, la pluie, le Soleil) dont la signification, certes, dépend du regard que l'homme pose sur ces objets, mais dont l'existence est indépendante de l'action humaine. L'information est pure énonciation¹⁴².

Afin de bien saisir cette notion de construction sociale de l'information, nous débuterons cette section en définissant l'outil par lequel les médias transmettent leur vision du monde: la représentation. Suite à cette définition, nous serons en mesure de présenter une définition des médias. Nous terminerons ce chapitre par une revue de la littérature concernant les mécanismes de cadrage à partir desquels les médias construisent leur représentation de l'environnement.

4.2 Du rôle et du pouvoir des médias en environnement: représenter

Représenter ou se représenter correspond à un acte de pensée par lequel un sujet se rapporte à un objet physiquement absent. Selon l'éducation relative à l'environnement (ERE), une représentation peut être aussi bien une personne (une mère, une soeur), une chose (une table), un événement matériel (l'effondrement des tours du World Trade Center), un phénomène naturel (un ouragan), une idée (la justice), une théorie (la démocratie), un sentiment (l'amour)¹⁴³. Une représentation dite sociale peut être quelque chose de matériel ou non, du domaine du réel, de l'imaginaire ou mythique. Un individu ou un groupe peut reconstruire le réel, se l'imaginer, alors qu'il n'est pas en contact direct et immédiat avec celui-ci. En d'autres mots, il s'agit:

¹⁴² Charaudeau, Patrick. 1997. *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Coll. «Médias recherche», Paris: Nathan, p.9.

¹⁴³ Garnier, Catherine et Lucie Sauvé. «Apport de la théorie des représentations sociales à l'éducation relative à l'environnement». *Éducation relative à l'environnement: regards, recherches, réflexions*. Volume 1, 1998-1999, p. 69.

[d'] un phénomène mental qui correspond à un ensemble plus ou moins conscient, organisé et cohérent d'éléments cognitifs, affectifs et du domaine des valeurs concernant un objet particulier appréhendé par un sujet.¹⁴⁴

4.2.1 Caractéristiques premières des représentations: fausses et simplistes

Les principales caractéristiques des représentations que nous voudrions souligner sont au nombre de deux: il s'agit de leur caractère «faux» et «simpliste». Il est important de saisir ici qu'une représentation est toujours «fausse» dans la mesure où elle ne rend jamais compte de l'objet dans son exhaustivité. Représenter un objet dans sa totalité, dans sa «réalité exacte», est du domaine de l'impossible puisque le «contact réel» avec une image ou un événement n'existe pas¹⁴⁵. La reproduction d'un objet est impossible et à partir du moment où nous tentons de la communiquer à autrui, nous la déformons à travers notre regard, car il nous est impossible de nous soustraire à nous-mêmes. En cela, nous nous positionnons toujours dans un rapport de médiation et de représentation. Dans le domaine de l'information, ce sont les médias qui jouent ce rôle et qui répondent à une exigence démocratique: l'organisation d'un espace de débats des intérêts publics et privés, et d'un espace de constitution de l'opinion¹⁴⁶.

¹⁴⁴ Sauvé, Lucie (dir.), *op.cit.*, p. 67.

¹⁴⁵ Mondzain, Marie-Josée, 2004. «La représentation comme bataille et comme liberté». In *Print the Legend: Cinéma et journalisme*. Cahiers du cinéma. Festival international du Film de Locarno, 4 août 2004 (été), p. 16.

¹⁴⁶ Jamet, Claude et Anne-Marie Jannet. 1999. *La mise en scène de l'information*. Coll. Champs visuels, Montréal: L'Harmattan, p. 1.

Ajoutons que l'acte de «simplifier» et de «remodeler» accompagne toute représentation. Le risque est alors de dénaturer au passage l'objet à mettre en lumière. La représentation est donc toujours un processus «simpliste», un raccourci de l'esprit, car comme l'image, elle ne peut tout illustrer. En fait, il ne peut en être autrement, car sans ces simplifications, il nous serait impossible de communiquer entre nous. Dans les travaux de Moscovici, ce processus porte le nom d'«objectivisation». Plus précisément, cette démarche:

[...] simplifie les éléments d'information relatifs à l'objet, concrétise les notions en faisant correspondre des choses aux mots, et surtout, les résume à grands traits à partir d'une logique qui reste interne au groupe.¹⁴⁷

À travers ce processus, les hommes et les femmes peuvent s'imaginer leur vécu, le passé et le futur. Le concept d'objectivation nous dit qu'il est possible d'orienter les choses vers une vision du monde. À ce sujet, les médias effectuent à tous les jours des représentations des événements se produisant à travers le monde. D'après Walter Lippmann, c'est précisément pour cette raison que la presse n'est pas fiable. Ne pouvant donner une représentation exacte et totale de la réalité, celle-ci n'achemine que des images symboliques et des stéréotypes¹⁴⁸.

¹⁴⁷ Guimelli Christian. 1994. «Présentations de l'ouvrage». In *Structures et transformations des représentations sociales*. dir. Christian Guimelli, Lausanne: Delachaux et Niestlé, p. 15.

¹⁴⁸ Christopher. Lash. 1996. «L'art perdu de la controverse». In *La révolte des élites*, p.174-175. Paris: Éditions Climats.

4.2.2 Le lien avec l'agir et la pertinence du concept en recherche médiatique

L'intérêt d'utiliser le concept des représentations en recherche médiatique sur l'environnement est qu'il permet d'expliquer le lien entre représentations, discours et pratiques. Pour plusieurs, les représentations sociales orientent la communication sociale et, par conséquent, servent de guide à l'action¹⁴⁹. En ce sens, les représentations constituent des métasystèmes susceptibles d'influencer les systèmes cognitifs individuels et donc d'avoir une influence sur les pratiques. Toutefois, on ne peut dissocier la représentation, le discours et la pratique. Ils forment un tout: «La représentation accompagne la stratégie, tantôt elle la précède et elle l'informe ; elle la met en forme ; tantôt, elle la justifie et la rationalise: elle la rend légitime.¹⁵⁰» En résumé: «ce que l'on pense dépend de ce que l'on fait, et ce que l'on fait à un moment donné dépend de ce que l'on pense.¹⁵¹» Autrement dit, si les représentations changent, les pratiques changent, et réciproquement. Toutefois, il est à noter que les représentations et les pratiques sont en «corrélation», et non en «relation» de dépendance causale l'une par rapport à l'autre.

¹⁴⁹ Abric, J.-C. 1994. *Pratiques sociales et représentations*. Paris: Presse Universitaire de France, p. 13.

¹⁵⁰ Autes, 1985 In Garnier et Sauvé, Garnier, Catherine et Lucie Sauvé. «Apport de la théorie des représentations sociales à l'éducation relative à l'environnement. Conditions pour un design de recherche» ; dans Sauvé, Lucie (dir.), *op.cit.*, p. 67.

¹⁵¹ Rateau, P. et Rouquette, M.-L. 1998. *La question du lien entre attitude, représentation sociale et idéologie. Une étude expérimentale. Communication au 2e Congrès international de psychologie sociale en langue française*. (Turin: septembre 1998), p. 133 ; cité dans Sauvé, Lucie (dir.), *op.cit.*, p. 67.

4.2.3 Exemples de l'influence d'une représentation

Poursuivons l'explication par deux exemples très simples. Une rue est un environnement qui peut être interprété de multiples façons: on peut y observer l'architecture des maisons, les voitures qui y circulent ou encore les gens qui y marchent. Il y a plusieurs réalités qui co-existent au même moment sur cette rue. Toutefois, par mesure de sécurité, un piéton peut décider de ne faire attention qu'aux voitures qui y circulent: il s'agit du choix d'une vision parmi d'autres. Ce même piéton aurait pu se concentrer sur les gens ou encore les boutiques. En choisissant de fixer son attention sur les voitures, il opte pour une interprétation des événements qui constituent le monde de la rue. Par conséquent, le piéton se représente la rue comme un lieu potentiel de danger. Le comportement du piéton s'effectuera donc en fonction de cette vision. Probablement sera-t-il plus alerte, prudent, peut-être même un peu nerveux¹⁵².

4.2.4 Fonction d'une représentation: le lien social

À travers cet exemple, nous comprenons qu'une représentation est une manière de penser, de s'approprier, d'interpréter notre réalité quotidienne et notre rapport au monde. Ce sont des «modalités particulières de connaissance», un «sens commun» ou encore «l'ensemble des connaissances, des croyances, des opinions partagées par un groupe à l'égard d'un objet social donné.¹⁵³» Ainsi, les représentations possèdent une fonction particulière: elles donnent du sens aux réalités multiples. L'objectif est d'attribuer des significations à ce qui est inconnu pour en faire du connu. En cela, les représentations comblent un besoin fondamentalement humain: celui de se

¹⁵² Jodelet, Denise cité dans Pierre Mannoni.1998. *Les représentations sociales*, PUF: France, p. 57.

¹⁵³ Guimelli Christian. 1994. «Présentations de l'ouvrage». In *Structures et transformations des représentations sociales*. Dir. Christian Guimelli, Lausanne: Delachaux et Niestlé, p. 12.

représenter le monde pour pouvoir se situer par rapport à celui-ci¹⁵⁴ et éventuellement agir ou non. C'est pour cette raison que Doise définit les représentations comme des «principes générateurs de prise de position.¹⁵⁵» Enfin, le rôle d'une représentation en est principalement un de lien social. À la lumière de cette brève définition du concept de représentation, nous comprenons que, grâce à cet outil, les médias bénéficient d'un pouvoir important: représenter notre monde social afin de le discuter, le modifier ou encore le reproduire. Voyons maintenant plus précisément le rôle des médias dans le domaine particulier de l'environnement.

4.3 Du rôle des médias en environnement

Il est possible de définir le rôle des médias à l'aune de plusieurs dimensions. Certains traduisent le rôle des médias comme de simples transmetteurs d'information. D'autres comme des organisations sociales économiques. Notre définition s'enracine dans une volonté de souligner le rôle symbolique des médias. Nous chercherons ici à souligner leur fonction de lien social qui se trouve à la croisée des chemins du politique (concept de médiateur) et de la didactique (concept d'éducateur).

4.3.1 Les médias: médiateurs

Comme nous venons de le voir, les médias «sont des modèles de représentations du monde.¹⁵⁶» Conséquemment, les médias sont des «interprètes», des «médiateurs» entre le lecteur et la société. Suzanne De Cheveigné délimite deux types de médiation. La première désigne une personne qui a pour mandat de se positionner

¹⁵⁴ Pierre Mannoni.1998. *Les représentations sociales*, PUF: France, p. 35.

¹⁵⁵ Pierre Mannoni.*op.cit.*, p.17.

¹⁵⁶ Stoiciu, Gina. 2006. *Comment comprendre l'actualité: Communication et mise en scène*. Québec: Presse Universitaire du Québec, p.153.

entre deux partis afin de provoquer un accord (par exemple: un ombudsman). L'autre acception, qui correspond davantage au journalisme, est plus proche de celle d'«agent de liaison»: «Il s'agit là d'une personne qui intercède, qui sert de lien, et pas forcément dans une situation conflictuelle.¹⁵⁷» Comme médiateur, les médias nous aident à faire face à la complexité des visions du monde à travers la régulation de l'ordre du jour par le choix des nouvelles qui se trouveront en une (*agenda-setting*) et par leur interprétation des événements (angle à la couverture, ton, parole donnée à certains acteurs etc.). Les médias matérialisent une sorte de place publique métaphorique où vont émerger des questions jusque-là confinées dans des sphères restreintes, institutionnelles, scientifiques, industrielles¹⁵⁸. Les médias «sont des centres de circulation de savoirs, d'arguments, de jugements, de critiques¹⁵⁹», un lieu pour «voir et faire le monde au présent¹⁶⁰» aussi appelé espace public.

La création d'un débat public est essentielle, car pour le sociologue Jean Pichette, c'est à partir de celle-ci qu'une société peut se dédoubler:

Le journalisme est indissociable de la construction d'un espace politique dans lequel la société se dédouble, se distancie à elle-même pour se représenter, se réfléchir - dans le double sens du terme: se donner une image d'elle-même, qui pourra lui apparaître comme un projet à réaliser, et se penser¹⁶¹.

¹⁵⁷ Cheveigné, Suzanne de, *op. cit.*, p. 102.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p.63.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p.65.

¹⁶⁰ Muhlmann, Géraldine. 2004. *Du journalisme en démocratie*. Coll. «Critique de la politique Payot». Paris: Payot et Rivages, p.4.

¹⁶¹ Pichette, Jean. 2007. «Penser le journalisme dans un monde en crise». *Médias, journalisme et critique sociale, À bâbord*, vol.18, février-mars 2007, p.17-18.

Pour qualifier ce dédoublement, Géraldine Muhlmann utilise la métaphore du voir. Selon elle, les médias constituent les yeux d'une société sur elle-même, le «voir collectif.¹⁶²» Le fait de voir un conflit vous permet d'agir si quelque chose vous déplaît:

Le journalisme rend possible l'action politique en la rendant visible, elle constitue un lieu d'observation collectif où l'on échange. C'est le paradoxal principe unificateur à travers les conflits. La particularité de la démocratie est d'accueillir les conflits sans éclater¹⁶³.

Aborder les médias, c'est donc forcément parler de démocratie. Classiquement, la démocratie se veut «la capacité de la société de prendre en main son histoire.¹⁶⁴» Pour ce faire, un espace public doit être dédié au débat collectif et au déploiement de l'esprit critique. Pour Patrick Charaudeau, la fonction des médias en est une de lien social de par la représentation de l'issue symbolique du conflit¹⁶⁵. Jean Pichette poursuit la réflexion en qualifiant le journalisme de véritable «mise en forme symbolique du conflit social» qui se doit d'associer «[...] à la parole la possibilité de construire pacifiquement, à travers le débat, une représentation différente du monde pouvant devenir moteur de transformation de la société.¹⁶⁶» Ricardo Petrella préfère l'expression «rêver le champ des possibles» pour qualifier ce devoir d'une société de s'imaginer dans l'avenir. L'économiste et politologue conçoit «l'acte de rêver» comme une nécessité pour une société en cela qu'elle amène son renouvellement, son dépassement et sa reconstruction perpétuelle. Le rêve est donc fondateur d'une

¹⁶² Muhlmann, Géraldine. 2004. *Du journalisme en démocratie*. Coll. «Critique de la politique Payot». Paris: Payot et Rivages, p. 272.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 274.

¹⁶⁴ Pichette. Jean, *op.cit.*, p. 12.

¹⁶⁵ Charaudeau, Patrick. 1997. *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Coll. «Médias recherche», Paris: Nathan, p.56.

¹⁶⁶ Pichette, Jean. *op.cit.*, p.17.

société et possède un rôle politique important¹⁶⁷. Dans un même ordre d'idées, la philosophe Marie-Josée Mondzain affirme que les opérations de la représentation sociale sont synonymes de liberté¹⁶⁸, car c'est dans ce processus qu'une société a l'opportunité de se penser, de se «commencer», comme le définit Hannah Arendt¹⁶⁹. Les médias ont donc un rôle foncièrement politique en démocratie grâce à leur position de médiateur et de créateur de représentations au sein d'une société. Ils sont au centre de la construction sociale, culturelle et politique en matière d'environnement, et jouent un rôle important dans le façonnement de nos représentations puisqu'ils orientent les récepteurs vers une certaine lecture de l'environnement.

4.3.2 Les médias: éducateurs

Dans un ordre d'idées complémentaires, la théorie de l'éducation relative à l'environnement (ERE) envisage les médias comme des agents sociaux qui remplissent un rôle éducatif pour le «grand public». L'objectif est le «partage des savoirs» que l'on associe au «partage des pouvoirs» dans le sens décrit par Roqueplo, car: «Il s'agirait de faire en sorte que tous les citoyens puissent intervenir dans le choix des politiques qui les concernent directement.¹⁷⁰» Comparativement aux autres

¹⁶⁷ Petrella, Ricardo. 2004. *Désir d'humanité. Le droit de rêver*. Montréal: Écosociété, p.68.

¹⁶⁸ Mondzain, Marie-Josée, 2004. «La représentation comme bataille et comme liberté». In *Print the Legend: Cinéma et journalisme*. Cahiers du cinéma. Festival international du Film de Locarno (4-14 août 2004), p.15-23.

¹⁶⁹ Laramée, Alain, 1997. *La communication environnementale: de la problématique à l'évaluation*. Sainte-Foy: Éditions Télé-Université, p.5.

¹⁷⁰ Roqueplo, 1987, cité dans Ziaka, Panayota Yolanda. 1995. «L'éducation relative à l'environnement à travers les médias: aspects didactiques dans le cas de la presse écrite». Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris Denis Diderot, 1995, p.234.

institutions susceptibles de jouer un rôle éducatif¹⁷¹, la spécificité des médias de masse est qu'elle est la seule source qui peut atteindre l'homme de la rue. L'éducation relative à l'environnement, telle que décrite par Lucie Sauvé, «[...] vise la reconstruction du réseau des relations entre les personnes, leur groupe social d'appartenance et l'environnement.¹⁷²» L'ERE, en tant qu'éducation civique concrète, ne se limite donc pas à une prise de conscience, mais vise aussi l'acquisition de connaissances, de compétences, d'attitudes et de valeurs en vue d'un engagement du citoyen dans la résolution des problèmes environnementaux.

Le domaine ne se limite donc pas à la conception courante qui la réduit à un outil de résolution de problèmes ou de «gestion de l'environnement». Si les médias ne peuvent construire des réseaux de relations comme l'institution scolaire le fait au moyen d'activités d'animation (exemple: le nettoyage d'une rivière), nous pensons qu'ils créent néanmoins un réseau de relations à travers la création d'un lieu de débat. En ce sens, nous ne partageons pas la vision de «source d'éducation informelle» et «non participative» de l'ERE. Les médias créent des réseaux à travers la représentation du monde social. Le débat entre citoyens au sein de l'espace public est une forme de réseau. En cela, les médias occupent une fonction d'éducation politique ou «éducation civique concrète.¹⁷³» L'enjeu est crucial concernant la gestion de l'eau québécoise, car comme nous avons pu le constater dans le chapitre un, le mode de

¹⁷¹ Quelques exemples d'institutions éducatives en environnement: les universités, les écoles, les institutions religieuses, les associations, les centres culturels, les entreprises qui fournissent des formations en environnement, etc.

¹⁷² Sauvé, Lucie. 2002. «Éducation et environnement: construire l'espoir sans naïveté». In *L'éducation à l'environnement: six propositions pour agir en citoyen*, l'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire, Coll. Les Cahiers de la propagande pour le XXI^e siècle, Éditions Charles Léopold Mayer, p. 36.

¹⁷³ Panayota Yolanda. 1995. «L'éducation relative à l'environnement à travers les médias: aspects didactiques dans le cas de la presse écrite». Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris, p. 235.

gestion intégrée par bassin versant mise sur la participation citoyenne dans l'élaboration de chaque plan directeur de l'eau.

Nous venons de voir à l'aide des théories d'éducation relative à l'environnement et du concept de représentation que la communication joue un rôle dans la formation du désir d'action en environnement. Le thème général de l'environnement, au-delà du savoir, pose la question plus politique de nos responsabilités individuelles et collectives, ainsi que de nos possibilités d'action. Dans ce contexte, les médias sont des médiateurs qui nous aident à faire face à la complexité des visions du monde. Est-ce que le système des communications modernes (et donc le journalisme) tel qu'il se pense et se pratique, permet ce déploiement de la liberté et du rêve dans nos médias? En d'autres mots, est-ce que le journalisme contemporain tend vers la création «d'autres mondes possibles» lorsqu'il s'agit d'environnement? Dans la section suivante, nous verrons de quelle manière les médias abordent les questions environnementales et si ceux-ci favorisent l'action dans ce domaine. L'énumération des mécanismes de cadrage de l'environnement par les médias nous offrira des catégories d'analyse pour notre étude de cas.

4.4 Les mécanismes de cadrage de l'environnement par les médias

L'information est essentiellement affaire de langage et le langage n'est pas transparent au monde ; il présente sa propre opacité à travers laquelle se construisent une vision et un sens particulier du monde¹⁷⁴.

Dans les prochaines lignes, nous ferons état de la littérature concernant la représentation de l'environnement dans les médias. Ce bref tour d'horizon permettra de montrer que les médias possèdent des mécanismes de cadrage particulier qui

¹⁷⁴ Charaudeau, Patrick, *op.cit.*, p.9.

favorisent une certaine vision du monde en environnement et plus particulièrement que:

«Le fait qu'un problème environnemental soit amené à la conscience de l'opinion publique est peut-être moins dépendant de son ampleur factuelle que de la manière dont il est élaboré (construit) et maintenu dans l'espace public.¹⁷⁵»

Les catégories d'analyse que nous avons relevées sont le choix des nouvelles (ou l'étude de *l'agenda-setting*), les intervenants, les types d'articles utilisés et le type de narration. À travers ces catégories d'analyse, nous verrons que la couverture médiatique de l'environnement tend vers un cadrage de type émotionnel, faisant primer le contenant sur le contenu, ceci n'allant pas toujours de pair avec une logique d'éducation relative à l'environnement.

4.4.1 L'*agenda-setting* «vert»

L'*agenda-setting* est un modèle américain développé à l'origine par McCombs et Shaw datant de 1972. L'*agenda-setting* situe le pouvoir des médias en cette capacité de centrer l'attention du public sur certaines problématiques. Par ce choix des sujets jugés «importants» pour le public, les médias organisent à court terme les limites de la discussion publique. Pour cette raison, Christopher Lasch qualifie les médias «d'arbitres du débat public¹⁷⁶». Ce choix est le résultat de ce que les journalistes estiment correspondre à l'intérêt public. Le thème général de l'environnement interpelle de multiples savoirs. Face à l'immensité du thème quelle est la place et l'intérêt que lui accordent les médias et pourquoi ?

¹⁷⁵ Alain Laramée. *op.cit.*, p.5.

¹⁷⁶ Christopher. Lasch. 1996. «L'art perdu de la controverse». Ch. in *La révolte des élites*, Paris: Éditions Climats, p.174.

Les études de Boutard et de Sauvé offrent une réponse québécoise à l'*agenda setting* vert. Les chercheurs se sont interrogés sur l'importance accordée aux questions environnementales dans quatre quotidiens montréalais¹⁷⁷ de 1987 à 1989. À la lumière de cette étude, les chercheurs concluent que l'espace rédactionnel accordé à la couverture des questions environnementales est très restreint. En moyenne, seulement 3 à 4,5 articles sont produits par journal, par jour, soit entre 1,34 % à 2,64% de l'espace total du journal. En guise de comparaison, les chercheurs ont mesuré l'espace réservé aux sports. Dans le cas du journal *La Presse*, le sport occupe entre 7 % et 10 % de l'espace du journal. L'importance de la publicité dépasse aussi largement les questions environnementales puisqu'elle représente en moyenne 50% de l'espace total. Seul Le Devoir en compte 26 %. Dix ans plus tard, Olga Henri H. Assogba reprend à son compte le mandat de l'étude de Boutard et Sauvé. Tout comme ses prédécesseurs, il constate que l'*agenda-setting vert* dans la presse écrite montréalaise demeure modeste et ce, malgré le fait que l'environnement constitue une préoccupation majeure pour les Québécois. Malgré que les articles soient peu nombreux, la revue de la littérature montre que les articles verts partagent six dénominateurs communs: le critère d'actualité, le critère de l'événement, le critère de nouveauté, le critère de la problématique, la motivation économique comme déclencheur de débat et la présence des sources gouvernementales comme intervenants privilégiés.

a) Le critère d'actualité: la domination du temps présent

Le premier critère applicable à la nouvelle environnementale est celui de l'«actualité». Principalement, ceci signifie que pour attirer l'attention médiatique, le sujet doit avoir un enjeu pour le temps présent, voire immédiat. Cette logique du

¹⁷⁷ La Presse, Le Devoir, Le journal de Montréal et The Gazette.

«temps présent» ne favorise pas les questions environnementales puisque bien souvent, ces problèmes s'inscrivent dans un temps passé et futur. Relevé par Laurence Grommersch, l'un des effets pervers du critère d'actualité est de positionner le thème de l'environnement en compétition avec les autres sujets. En 2003, on remarque que dans la presse écrite québécoise, le protocole de Kyoto s'est trouvé en compétition avec d'autres nouvelles comme la tenue du Festival des Films du Monde, le départ anticipé de Jean Chrétien et le débat sur la guerre en Irak. À titre d'exemple, malgré que le réchauffement climatique soit observable depuis environ vingt-cinq ans, ce n'est que depuis les cinq dernières années que cette question a suscité un certain engouement chez médias. Ceci s'explique probablement par le fait que les premières manifestations du réchauffement climatique sont maintenant visibles (fonte des glaciers, températures déréglées, publication de rapports, protocole de Kyoto etc.). Ces apparitions adhèrent au temps présent, alors qu'il y a un peu plus d'une vingtaine d'années, elles faisaient partie d'un temps futur. Les «vieilles histoires environnementales» comme le trou de la couche d'ozone ou les pluies acides, bien qu'elles soient toujours problématiques, n'ont plus la faveur des médias. Du coup, les médias sont bien souvent en retard et favorisent une logique réactionnaire plutôt que préventive.

b) Le critère d'événement

Une seconde caractéristique des nouvelles environnementales est que celles-ci doivent constituer un «événement». Par définition, un événement est «quelque chose qui se produit». Plus souvent qu'autrement, ce qui sera considéré comme tel sont ces situations et ces activités ponctuelles qui se composent d'un début et d'une fin nette, de préférence en présence d'acteurs sociaux perçus comme importants. Les faits constituent le noyau dur de l'événement médiatique, de sorte que les analyses et opinions auront peu de place.

Une information basée sur l'événementiel n'est pas sans conséquence. En priorisant les événements, les médias ont beaucoup de mal à faire des liens entre les phénomènes environnementaux et ont pour fâcheuse habitude de les traiter de façon sectorielle, dans la plupart des cas sous un seul angle (économique, politique, scientifique, administratif, etc.). Le critère de l'événement n'oriente donc pas la nouvelle environnementale vers une vision favorisant l'interdépendance des éléments, une représentation pourtant nécessaire afin de saisir l'impact de nos actions autour de nous. Cette situation est dommageable dans une logique de compréhension des phénomènes environnementaux.

Ainsi, ce sont des sujets comme les catastrophes naturelles (inondations, ouragans, tsunamis, sécheresses, etc.), les accidents technologiques (déversements de pétroliers, explosion de centrales nucléaires, bris de conduits) et les déclarations politiques (jugements des tribunaux, rapports, manifestations, discours d'une personnalité importante etc.) qui seront envisagés comme des événements par les médias. Les phénomènes invisibles à l'oeil mais tout aussi importants en termes d'impacts sur la santé humaine auront alors de la difficulté à percer les médias.

Cette tendance s'observe aussi au Québec par une couverture empirique de l'environnement qui apparaît de façon événementielle et irrégulière¹⁷⁸. En fait, en dehors des périodes entourant un accident spectaculaire, la couverture des questions environnementales par les grands quotidiens montréalais est faible¹⁷⁹. Les questions

¹⁷⁸ Assogba, Henri. 2005. «Intérêt et importance des questions environnementales dans la presse francophone: Éléments d'analyse à partir d'une étude de cas des quotidiens montréalais La Presse, Le Devoir et le Journal de Montréal». Mémoire, Alexandrie, Université Senghor, p. vii.

¹⁷⁹ Boutard, Armel et Lucie Sauvé. 1990. La presse écrite et l'éducation relative à l'environnement: les quotidiens montréalais avant et après St-Basile-Le-Grand: Actes du Colloque sur l'Éducation relative à l'environnement, 57^e Congrès de l'ACFAS (Montréal, mai 1989), Université du Québec à Montréal, p. 106.

environnementales québécoises se tissent dans la mouvance de l'actualité. Pour parler de l'environnement, il doit se produire quelque chose. Dans le cas contraire, le sujet n'est pas considéré comme une «nouveau», troisième critère de la nouvelle en environnement.

c) La nouveauté comme garant du «vrai»

Enfin, il existerait dans les médias une formule persistante voulant que «n'aura de succès que ce qui est nouveau, véridique et intéressant.¹⁸⁰» La nouveauté se traduit bien souvent par la représentation exagérée de sujets insolites, alors que le critère de véracité est en lien direct avec la possibilité de vérifier les faits. Robert Lamb, expert-conseil en journalisme environnemental pour l'UNESCO, s'est interrogé sur la place de la nature à la télévision britannique. Il constate qu'aux heures de grande écoute, le langage télévisuel aborde essentiellement l'histoire naturelle dans le cadre d'émissions sur le comportement animal: «[...] les stars sont les animaux et la "méga-faune".¹⁸¹» À l'extrémité, les sujets qui mettent en lumière les «catastrophes silencieuses», l'interdépendance de tous les phénomènes, et la conciliation entre économie mondiale et développement durable seraient mis de côté¹⁸². Les médias s'intéressent guère aux cas ordinaires qui touchent la majorité des gens en environnement¹⁸³. Des thèmes abordant les bons exemples de développement durable comme la conservation de l'eau, l'agriculture biologique ou les sources d'énergies respectueuses de l'environnement ne font pas des scénarios aussi excitants qu'une

¹⁸⁰ Lamb, Robert, *op.cit.*, p.22.

¹⁸¹ Cheveigné, Suzanne de, *op.cit.*, p.20.

¹⁸² L'auteur donne comme exemple la déperdition de ressources énergétiques, l'accumulation de gaz à effet de serre, la marche des pauvres paysans sans terre dans ce qui reste de la forêt tropicale, p.22.

¹⁸³ Stuart, Allan, Barbara Adam et Cynthia Carter. 2000. *Environmental Risks and the Media*, London: Routledge, p.5

belle catastrophe¹⁸⁴. Rares sont donc les médias qui tentent de relever le défi de rendre compte de la difficulté et de la complexité de l'environnement. De plus, Lamb note qu'il est de plus en plus difficile de garder la nature à l'antenne puisque, comparativement aux années 80, le sujet n'est plus nouveau¹⁸⁵. L'auteur souligne l'ironie de la situation car «[...] tandis que les films sur la vie sauvage continuent d'être populaire, la vie sauvage, elle, disparaît rapidement.¹⁸⁶» Encore une fois, cette logique va à l'encontre d'une stratégie favorisant le désir d'action en environnement, car il a été ciblé comme facteur que la population doit se sentir touchée pour agir.¹⁸⁷

Dans un même ordre d'idées, Greenberg et son équipe ont effectué l'analyse des reportages environnementaux à la télévision américaine au milieu des années 1980. Ils concluent qu'il y a une «disproportion» entre la couverture des sujets scientifiques sur l'environnement (peu présents) et les catastrophes écologiques (répandues)¹⁸⁸. Les auteurs apportent l'hypothèse que le public aura tendance à surestimer les risques d'accidents violents et ponctuels, et sous-estimer les cas chroniques.

d) La trame dramatique: «médiagénie» et *infotainment* à sauce verte

Le quatrième critère qui favorisera l'entrée d'une nouvelle environnementale est la valeur dramatique de l'histoire. Effectivement, certaines problématiques

¹⁸⁴ Knott, Heïdi. 1997. «Évolution des stratégies de communication et de conservation». In Centre Naturopa, *op.cit.*, p.13.

¹⁸⁵ Centre Naturopa. *op.cit.*, p.21.

¹⁸⁶ Centre Naturopa, *op.cit.*, p.20.

¹⁸⁷ Pruneau, Dianne et al., *op.cit.*, p.395.

¹⁸⁸ Greenberg, M.R, D.B. Sachsman, P.M Sandman, K.L. Salomone. (1989). «Risk, drama and geography in coverage of environmental risk by network TV». *Journalism Quaterly*, no 66, vol. 2, p.267.

environnementales doivent leur apparition en vitrine médiatique davantage à leur «médiagénie» (*media friendly*) qu'à leur importance factuelle. Il s'agit de l'avis du sociologue Alison Anderson qui constate que certains thèmes ont atteint le statut d'«icônes» de l'environnement parce qu'ils ont suscité des «résonances symboliques» auprès de la culture de réception. Parce qu'ils correspondent à ce que le grand public s' imagine de la nature ou de l'environnement, le choix de certains sujet assure aux médias un plus grand auditoire, et par conséquent, de plus grandes chances de vendre. En fait, il s'agit d'une tendance lourde au sein des médias d'information que de rendre l'information divertissante, au risque de la transformer dans certains cas en «spectacle», au détriment d'une information critique. Ainsi, des sujets comme la défense des phoques par une star du cinéma, la lutte d'une «gentille» organisation pour la défense de l'environnement contre une «méchante» pétrolière, ou encore l'explosion d'une centrale nucléaire en pleine guerre froide s'inscrivent dans une logique de sujets dits médiagéniques.

Ce phénomène, aussi qualifiable d'*infotainment*¹⁸⁹ se traduit aussi par la personnalisation des phénomènes environnementaux. La personnalisation est cette aptitude des médias à attribuer un visage (une image) à une cause, plutôt que d'aborder la problématique en elle-même. Cette logique est fortement en lien avec cette fausse croyance occidentale qui associe l'image à la «vérité» et l'«authenticité».¹⁹⁰

Cette propension à la personnification des phénomènes environnementaux a pour effet pervers de déplacer l'intérêt vers la personne «porte-parole» plutôt que vers

¹⁸⁹ Concept provenant de la juxtaposition des mots «information» et «entertainment» (divertissement).

¹⁹⁰ Or, nous savons très bien aujourd'hui que les images sont autant sujettes à la manipulation que les mots. Malgré tout, il persiste une croyance que voir, c'est croire.

la problématique elle-même¹⁹¹. Selon Suzanne de Cheveigné, les agents qui ont déclenché ces événements sont sous les projecteurs davantage que le problème lui-même¹⁹². Bien souvent, ces agents sont des figures de pouvoir (politiciens) ou du milieu artistique, alors porte-parole de causes écologiques. La couverture «verte» de la presse décrit davantage les actions humaines dans le domaine (signature d'un traité, description des activités d'une commission d'enquête, couverture d'une manifestation populaire, annonce d'un virage vert d'une entreprise etc.). On passe donc peu de temps dans les médias à expliquer les causes, origines et perspectives liées au problème, une logique qui ne favorise pas la connaissance du phénomène.

e) Dominance des problèmes et fatalisme

Il est extrêmement rare que l'on parle des bonnes nouvelles en environnement. L'événement vert est pratiquement toujours un problème. Dans une étude sur la place de l'environnement dans la presse canadienne, Einsiedel et Coughlan ont repéré que les nouvelles étaient majoritairement négatives¹⁹³. Effectivement, les «bonnes nouvelles», les découvertes et les solutions en environnement sont rarement représentées. Suzanne De Cheveigné constate que malgré la diversité des sujets, les médias s'entendent pour faire de l'environnement un thème pessimiste¹⁹⁴. Pour la chercheuse, les médias contribuent à entretenir la peur des crises environnementales

¹⁹¹ Ce phénomène s'observe particulièrement bien en période de campagne électorale. À ce moment, le parti fusionne littéralement avec l'image du chef. La campagne est alors davantage une opportunité pour déterminer les qualités du chef (force, charisme, leadership, etc.) plutôt que pour évaluer si les idées du partis sont adéquates. L'apparition des hommes politiques dans les *talk show* où la discussion tourne autour de l'«homme» (ses goûts, ses rêves, ses opinions sur des sujets autres que la politique etc.) et le passage de personnalités du monde artistique vers la politique sont deux symptômes illustrant cette modification de la politique en spectacle.

¹⁹² Cheveigné, Suzanne de, *op.cit.*, p.57.

¹⁹³ Einsiedel, E et E Coughlan. 1993. «The Canadian press and the environment: reconstructing a social reality» In Hansen, Anders. Hansen, Anders *op.cit.*, p.134.

¹⁹⁴ Cheveigné, Suzanne de, *op.cit.*, p.56.

et un sentiment de fatalisme face à une nature qui s'abat sur nous sans que nous puissions modifier le cours des choses. Le philosophe Hans Jonas appelle «heuristique de la peur» cette couverture de l'environnement par les médias. Pour Allan, Adam et Carter, les médias encouragent l'audience à percevoir l'environnement en termes de «risques». Cette représentation de l'environnement comme «danger» provient de la tension entre information et divertissement¹⁹⁵.

f) La motivation économique comme déclencheur de débat

Enfin, et en guise de dernier élément significatif du cadrage médiatique de l'environnement, il est à noter que bien souvent, un sujet dit d'«importance publique» s'associe à la notion d'économie. Ce que nous voulons dire par là c'est que les sujets environnementaux ayant une conséquence notable sur l'économie du pays à court terme seront privilégiés. À cet effet, dans une étude sur la couverture de l'environnement à la BBC, Hansen a découvert que le degré d'attention face à certaines problématiques environnementales reflète les intérêts économiques et industriels propres aux pays¹⁹⁶. L'auteur a effectué une comparaison des nouvelles environnementales au téléjournal du soir au Danemark et en Grande-Bretagne. Pour lui, si le téléjournal danois offre une couverture notable sur la pollution de ses mers, c'est parce que l'économie du pays est dépendante de l'industrie de la pêche. En comparaison, le téléjournal anglais fait peu de cas de cette thématique ; en revanche, il accorde beaucoup de temps d'antenne à la question nucléaire, une industrie importante en Grande-Bretagne¹⁹⁷. D'ailleurs, il est intéressant de constater que l'intérêt pour l'environnement s'est accru avec l'apparition du concept

¹⁹⁵ Stuart, Allan, Barbara Adam et Cynthia Carter, *op. cit.*, p. 278.

¹⁹⁶ Stuart, Allan, Barbara Adam et Cynthia Carter, *op. cit.*, p. 124.

¹⁹⁷ Cité dans Anderson, Alison *et al.*, *op.cit.*, p. 124.

«développement durable». Ce concept fait le lien entre les conséquences économiques et sociales des problématiques environnementales. Il est à noter que cette «sensibilité économique» des journalistes s'applique à d'autres sujets n'ayant pas de pertinence économique (racisme, inégalité des sexes, etc.).

Ainsi, ne serait-ce que par le premier niveau de pouvoir des médias, celui de choisir la nouvelle (ou l'*agenda-setting*), on remarque que le cadrage médiatique «vert» comporte son lot de critères. Pour avoir une chance de percer les médias, la nouvelle «verte» doit être un événement, un objet d'actualité et un sujet nouveau, des critères qui ne favorisent pas une couverture basée sur le long terme. De plus, on remarque à travers cette littérature que les articles sont plus souvent qu'autrement pessimistes et dramatiques. D'ores et déjà, on constate que la présence d'un problème environnemental dans les médias est construit d'une manière spécifique aux médias. Voyons maintenant quels sont les types d'articles utilisés lorsqu'on aborde les questions environnementales.

4.4.2 Les types d'articles et la valeur éducative des nouvelles environnementales

Le choix du type d'article est important puisqu'il détermine l'angle qu'aura l'écrit. Il est donc important de saisir les types d'articles et leur fonction puisque le message en sera influencé. Jean-Luc Martin Lagardette classe les techniques journalistiques de presse écrite en quatre genres: le genre informatif, le commentaire, l'article de fantaisie ou d'humour et le genre élaboré.

La famille du genre informatif a pour objectif de donner de l'information de manière «brute» et «objective», afin que le lecteur puisse se faire «sa» propre

opinion¹⁹⁸. L'article est probablement la forme la plus reprise de cette famille. Ce modèle «retranscrit un événement et fait apparaître au grand jour les aspects souterrains qui ont provoqué ou qui expliquent le fait en question.¹⁹⁹» Le genre informatif comprend l'article, la nouvelle, le résumé de rapport et le compte rendu, rend compte de l'information sans commentaire et contextualise peu²⁰⁰. Sa fonction est davantage de décrire l'événement.

La deuxième grande famille délimitée par Jean-Luc Martin-Lagardette est celle du commentaire. Si le fait brut constitue la matière principale des médias d'information, celle-ci est remâchée en fonction des positions politiques du journal. Ce sont souvent ces articles qui confèrent l'identité du journal (conservateur, libéral, gauchiste, etc.) et qui est la base du contrat de lecture, ce ton d'un journal qui fidélise un type de lectorat partageant les mêmes vues²⁰¹. L'article de commentaire propose une interprétation des événements et est toujours signé. On y retrouve l'éditorial, la chronique et le commentaire libre. L'éditorial est l'article où la position commune du journal, sa position sur un fait d'actualité est mise à jour. Le texte se doit d'éveiller le public²⁰² et de susciter les passions. Au sein des articles de commentaire se trouve aussi la chronique qui est publiée à intervalles réguliers sur un thème donné (littérature, histoire, philosophie etc.). Il s'agit d'un commentaire libre réfléchissant sur l'actualité signé généralement par un commentateur renommé.

¹⁹⁸ Martin-Lagardette, Jean-Luc. 2003. *Le guide de l'écriture journalistique*. Coll. La découverte Guides, Paris: La découverte, p.92.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p.96.

²⁰⁰ *Ibid.*, p.92.

²⁰¹ Veron, Eliseo, Jorge Dana et Antoinette Franc de Ferriere. 1981. *Construire l'évènement: les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris: Éditions de Minuit, 176 p.

²⁰² Martin-Lagardette, Jean-Luc, *op.cit.*, p.101.

La troisième famille est celle des articles de fantaisie. L'article qui nous intéresse dans cette section est celui du courrier des lecteurs²⁰³. Pour l'auteur, ce type d'article est souvent utilisé pour valoriser le journal car on choisit de publier les lettres les plus élogieuses ou celles qui confortent la ligne choisie. Comme pour la tribune libre, les opinions de cet article ne constituent pas nécessairement la ligne éditoriale du journal. Celui-ci est toutefois responsable de son contenu.

Enfin, la quatrième famille délimitée par Jean-Luc Martin-Lagardette est celle du genre élaboré que l'auteur définit comme de «grands» genres d'information, plus complets, qui exigent beaucoup de méthode, de rigueur et de métier²⁰⁴. Il s'agit de l'enquête, du reportage et de l'interview. L'enquête emprunte à la sociologie le souci de «découvrir la vérité» ou de «faire le point». Alors que le reportage montre, l'enquête démontre. Le reportage est un type beaucoup plus personnalisé qui rapporte le témoignage direct mis en scène par le journaliste. C'est «[...] le contact avec l'événement et les hommes [...], [pour] faire voir, entendre, sentir, vivre et toucher.²⁰⁵» À partir d'un exemple particulier, avec des mots concrets, le journaliste explique une situation générale. Le récit peut être très personnalisé, mais il restera, dans la mesure du possible, objectif et véridique. Le genre élaboré (l'enquête, le reportage et l'interview) favorise la connaissance et l'explication d'un phénomène puisque l'objectif est de «faire la lumière» sur la problématique.

À ce sujet, Boutard et Sauvé ont remarqué que les questions environnementales sont majoritairement traitées (à 60%) sous forme de nouvelles ou de comptes rendus. Il y a peu de dossiers permettant au grand public de mieux comprendre les causes, les effets et les solutions possibles à la problématique. Henri Assogba confirme la

²⁰³ Le billet et l'écho font aussi partie de cette famille.

²⁰⁴ Martin-Lagardette, *op.cit.*, p.107.

²⁰⁵ Martin-Lagardette, Jean-Luc, *op. cit.*, p.112.

continuité de cette tendance en 2002 puisque 35,31 % des articles proviennent d'agences et 29,58% sont des comptes-rendus. Les auteurs notent la faiblesse du pourcentage des reportages d'enquête, des dossiers, le manque de données concernant la nature des interactions, les interrelations de causes à effets, la dimension réelle des impacts créés, les différentes solutions envisagées, etc. En fait, ce n'est peut-être pas tant l'espace rédactionnel qu'une certaine qualité de contenu qui peut être reprochée à nos journaux (mis à part le travail remarquable de certains journalistes)²⁰⁶. Ayant étudié la couverture de presse des pluies acides dans *Le Devoir* et *Le Soleil*, Dumas et Gaulin ont observé que les articles sont davantage de nature descriptive²⁰⁷. Les auteurs recommandent que des éléments de connaissance, des solutions et moyens d'actions accessibles aux citoyens soient présents dans les médias. La raison étant que la connaissance des solutions et le sentiment de comprendre les problèmes environnementaux ont été ciblés comme des variables importantes dans le développement de la motivation à s'impliquer dans la résolution des problèmes²⁰⁸. Il serait donc important qu'à la logique de «séduction» soit arrimée une logique critique et de clarification des problématiques sur l'environnement afin que les lecteurs comprennent le contenu.

4.4.3 Les intervenants privilégiés: les sources gouvernementales

L'un des pouvoirs que détiennent les médias est celui d'accorder la parole à certains acteurs sociaux. Ceux-ci auront alors l'occasion d'émettre leurs points de vue. Lorsqu'il est question d'environnement, comment la parole est-elle partagée?

²⁰⁶ Boutard, Armel et Lucie Sauvé, *op.cit.*, p. 106.

²⁰⁷ Dumas, Brigitte et Benoît Gaulin. 1992. «Le cas des pluies acides». In A. José, Tessier, R, et Vaillancourt, J-G (Ed.). *Gestion de l'environnement, éthique et société*. Montréal: Éditions Fidès, p. 93.

²⁰⁸ À ce sujet, voir la très intéressante étude de Pruneau, Dianne et al., *op.cit.*, p.395-413.

Il existe une hiérarchie des intervenants au sein des nouvelles environnementales. Suzanne De Cheveigné identifie quatre grandes catégories d'intervenants en nouvelle environnementale. En ordre d'importance, les reportages «font parler»: les personnalités publiques, les experts, les associations et «les gens ordinaires». Les personnalités publiques sont les acteurs sociaux dont l'opinion est la plus représentée lorsqu'il est question d'environnement. Parmi ceux-ci, on retrouve les personnages politiques (les maires, les ministres de l'environnement, les représentants régionaux ou internationaux), mais aussi les personnalités publiques tous genres confondus (artistes, journalistes, portes-paroles etc.). Viennent ensuite les experts au sens large, c'est-à-dire les personnes tenant un discours de savoir dans le domaine traité. Ces intervenants sont présentés soit comme des autorités techniques en haut d'une hiérarchie (directeur, responsable, président etc.), soit comme de simples techniciens (agent des remontés, pilote d'hélicoptère, etc.). Selon Dunwoody, les journalistes utilisent davantage les experts provenant de sources perçues comme officielles, en particulier les institutions gouvernementales²⁰⁹. Aussi, un expert qui a déjà eu la parole dans d'autres médias a plus de chances de se la voir accorder à nouveau. Suivent les associations écologistes et les associations en général. Celles-ci sont à l'origine de peu de nouvelles et sont peu interrogées par les journalistes. Toutefois, cette caractéristique se doit d'être nuancée, car lors des dernières années, les associations écologiques ont largement été sollicitées au Québec. À cet effet, le porte parole Steven Guilbeault, affirme avoir accordé 530 entrevues aux médias sur le réchauffement climatique lors de l'année 2007²¹⁰. La présence de Laure Waridel d'Equiterre a aussi été très notable. Il semble que les associations écologiques sont de plus en plus crédibles aux yeux des médias québécois.

²⁰⁹ Duwoody. S. 1986 ; cité dans Anderson, Alison. *op.cit.*, 236 p.

²¹⁰ Chiffre rapporté le 20 septembre 2007 par Steven Guilbeault lui-même lors du Forum Tremblant 2007.

Enfin, les «gens ordinaires» sont les dernières sources auxquelles les journalistes font appel en matière d'environnement. De ceux-ci ont été soutirés le plus souvent des témoignages de malheur. C'est à travers eux que s'exprime le combat contre la fatalité des éléments (ceci s'applique surtout aux catastrophes naturelles que nous savons très présentes en environnement) et ses répercussions sur les constructions humaines. Ceux-ci peuvent être simplement nommés ou affublés d'un titre (habitants de tel village, boulanger etc.). Suzanne De Cheveigné souligne que deux fois sur trois, le téléjournal se permet de ne pas les nommer. L'anonymat est un sort qui n'est jamais réservé aux autres catégories d'interviewés.

Enfin, certains intervenants brillent par leur absence. Suzanne De Cheveigné note que seulement un chercheur a été interpellé, illustrant la méfiance des médias à vulgariser les sujets scientifiques. La conséquence directe de cette absence est que la couverture est peu axée sur l'explication et la vulgarisation des connaissances. Les interventions portent davantage sur le déroulement de l'événement et sur les conséquences immédiates pour l'homme. Le contexte dans lequel ces phénomènes s'inscrivent est rarement spécifié. Il en va de même pour les conséquences à grande échelle ou à long terme, comme les modifications de l'écosystème. Ajoutons aussi la quasi-absence des entreprises privées du débat. Ceci s'explique probablement par la réticence des entreprises à se positionner sur un sujet aussi épineux.

4.4.4 La narration: dominance du manichéisme

La narration concerne le ton que le journaliste emploie pour aborder la nouvelle. La littérature sur le sujet souligne que la couverture environnementale est fortement imprégnée d'une structure manichéenne. Ce type de couverture réduit la réalité en deux mondes: d'un côté il y a les «bons», et de l'autre les «méchants».²¹¹

²¹¹ Anderson, Alison, *op.cit.*, p.7.

Les experts seront invités à se positionner «pour» ou «contre». Einsiedel et Coughlan ont découvert la forte utilisation d'un lexique de guerre dans la presse canadienne à la fin des années 1980 pour aborder la conservation de l'environnement²¹². La cause environnementale est alors perçue comme une «lutte» pour assurer la «survie». À ce titre, la couverture de Greenpeace regorge de cette structure de «David» (ici *Greenpeace*) se battant contre «Goliath» (*Brant Spart*, une compagnie pétrolière). Afin d'illustrer le propos, la couverture de la lutte contre la chasse au phoque dans les médias fut assez éloquente en la matière. Selon le sociologue Alison Anderson, c'est la médiagénie du bébé phoque au sein d'une culture occidentale le percevant comme «mignon» et sans défense qui explique la grande couverture du problème. C'est en ce sens qu'une couverture qui met en scène clairement un «bon» (le bébé phoque), et un «méchant» (le chasseur) aura plus de chance de défrayer les manchettes compte tenu de sa simplicité, facilement explicable pour un journaliste ayant peu de temps, et surtout, bien souvent non-spécialiste des questions environnementales²¹³. De plus, un thème aurait plus de chance si une image y est associée. Ici, c'est la valeur émotive que suscite l'animal entretenue par une personnalité publique (la porte parole Brigitte Bardot) qui explique en partie la large couverture.

²¹² Einsiedel, E et E Coughlan. 1993. «The Canadian Press and the Environment: Reconstructing a Social Reality» In Hansen, Anders. *op.cit.*, p.144.

²¹³ En guise d'exemple, l'auteur reprend l'exemple de la lutte opposant Greenpeace et la compagnie pétrolière Shell, à l'été 1995. À l'époque, Greenpeace s'était farouchement objecté au projet du pétrolier de jeter à même l'Atlantique l'une de ses immenses plateformes métalliques provenant de l'une de ses usines d'extraction en océan. Greenpeace a mis en branle une large campagne basée sur des images dramatiques et machiavélique de l'industrie. Un judicieux calcul puisque depuis la crise du pétrole, les pétrolières n'ont guère la faveur du public. Ces images ont mené au boycott de la compagnie de façon massive en Europe et la pétrolière a retiré son projet. Malgré tout, il demeure de l'avis de plusieurs scientifiques que cette solution de jeter la plateforme en mer était la moins nocive pour l'environnement, compte tenu de la capacité de l'océan à absorber les produits toxiques. Les médias ont repris les arguments de Greenpeace, alors que les chiffres étaient imprécis.

4.5 Résumé du chapitre

Les chapitres précédents nous ont permis de définir les assises théoriques et conceptuelles sur lesquelles s'appuie notre projet de recherche. Nous y avons défendu l'idée de l'importance du rôle des communications dans une logique de participation citoyenne en environnement, plus particulièrement du rôle des médias dans la construction des représentations sociales des enjeux environnementaux. Ainsi, les médias, par un processus de représentations, peuvent participer à l'émergence d'un désir d'engagement en environnement. Par la suite, nous avons fait état des mécanismes de cadrage caractéristiques de la représentation de l'environnement dans les médias. Soumis à l'examen de l'*agenda-setting*, la notion est fortement marquée par l'actualité, l'événementiel, privilégiant du coup les accidents ponctuels et les mauvaises nouvelles²¹⁴. À première vue, par le choix de sujets pessimistes et fatalistes, les médias ne favorisent pas un sentiment d'espoir, condition pourtant nécessaires pour que les individus s'investissent. De plus, l'information est peu contextualisée et expliquée, puisque les articles de fonds (dossier, analyse, enquête, etc.) sont rares, allant à l'encontre d'une logique éducative de l'environnement. En définitive, les médias cherchent davantage à répondre aux besoins de «spectateurs» de la nouvelle qu'à véritablement outiller des citoyens. Une logique communicationnelle qui favorise l'inaction en environnement.

Maintenant que nous connaissons les enjeux de l'eau, son contexte politique québécois, ainsi que les mécanismes de cadrage du journalisme en environnement, voyons si la couverture de la presse écrite montréalaise donne aux lecteurs une information qui leur permet d'agir sur leur monde et ce, dans le cadre d'un débat en particulier: celui de la privatisation de l'eau au Québec.

²¹⁴ Cheveigné, Suzanne de, *op.cit.*, p.70.

CHAPITRE 5

MÉTHODOLOGIE

Les pages qui suivent exposent la méthodologie choisie de la présente recherche, soit l'analyse de contenu telle que préconisée par Bardin (1977). Dans les prochaines lignes, le choix du corpus servant d'appui à l'analyse de la couverture médiatique sera présenté, ainsi que le choix de la presse écrite québécoise à travers l'exemple de deux quotidiens montréalais, *La Presse* et *Le Devoir*. Nous terminerons par l'indication de limites propres à cette recherche.

5.1 Questions générales de recherche

La question d'ensemble s'organise autour de l'examen de la façon dont les médias, ici la presse écrite montréalaise, peuvent jouer et jouent un rôle dans une éducation à l'environnement pour les adultes – grand public. Il s'agit d'analyser, dans une perspective didactique, la structure et le contenu des articles de presse, afin de préciser la façon dont peut se faire la transmission de messages relatifs à l'environnement. Notre question générale de recherche est donc: Comment la presse québécoise, représentée dans cette étude par *La Presse* et *Le Devoir*, a-t-elle traité le débat sur la privatisation de l'eau au Québec? Avant de présenter plus amplement la

technique de l'analyse de contenu, nous présenterons notre corpus constituant l'archive de recherche.

5.2 Pourquoi la presse écrite ?

La question est pertinente: pourquoi choisir d'analyser la presse écrite alors que tous prédisent sa belle mort? D'après Marc Raboy²¹⁵, malgré que la part de marché de la presse écrite ait diminué avec l'implantation des médias électroniques, l'influence de la presse écrite demeure encore très forte au Québec. À cet effet, une étude de la NADBANK réalisée en 2004, confirme que la portée des quotidiens a augmenté auprès des hommes et des femmes par rapport à 2003²¹⁶. Ainsi, les données de cette étude révèlent qu'à chaque jour en semaine, 53% des adultes au Canada lisent un quotidien et, malgré la multiplicité des sources d'information, le lectorat consacre en moyenne 47 minutes à la lecture des quotidiens à chaque jour en semaine, et 89 minutes en fin de semaine. Depuis 2001, *La Presse* vit une progression de ses ventes car celui-ci a atteint en semaine les 204 545 exemplaires, «un sommet inégalé depuis les 15 dernières années.²¹⁷» Ces chiffres confirment encore la pertinence de la presse écrite comme support de l'analyse de contenu.

Nous avons donc choisi de faire porter notre analyse sur deux quotidiens montréalais: *La Presse* et *Le Devoir*. Douze quotidiens se partagent le territoire du Québec. Quatre d'entre eux sont publiés à Montréal: *Le Journal de Montréal*, *La Presse*, *Le Devoir* et *The Gazette*. Notre sélection s'est opérée selon les critères

²¹⁵ Raboy, Marc. 2000. *Les médias Québécois, presse, radio, télévision, inforoute*. Québec: Geatan Morin, p. 3.

²¹⁶ Legendre, Anne-Sophie. 2006. «L'environnement au risque des médias. Le cas des OGN dans la presse écrite québécoise 1990 à 2000 ». Mémoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, p.70.

²¹⁷ Crevier, Guy. 2007. «Croissance exceptionnelle du tirage de La Presse ». *La Presse* (Montréal), 4 mai, p. A22.

suivants: *La Presse* affiche l'un des plus importants tirages au Québec (après *Le Journal de Montréal*, à visée davantage «sensationaliste»). Avec ses 140 ans d'existence, *La Presse* se définit comme «le plus grand quotidien français d'Amérique». D'abord journal d'opinion, *La Presse* s'est vite muée en média de masse, axée avant tout sur la nouvelle, même si elle a longtemps été qualifiée de «presse alignée sur les libéraux.²¹⁸» Depuis peu, l'actualité environnementale est couverte par Charles Côté et le journal s'est attaché les services d'un pigiste, Jean Philippe Fortin, pour animer hebdomadairement une page «environnement».

Le Devoir, lui, est la seule publication d'information indépendante de l'île de Montréal. Fondé en 1910 par Henri Bourassa, le quotidien se définit comme un journal d'opinions et d'idées. *Le Devoir* agit comme un pionnier en journalisme environnemental puisque Louis-Gilles Francoeur, le journaliste attitré à cette section, y est depuis 1981. Selon le Nadbank, ces deux lectorats rejoignent un public relativement homogène et vaste, soit 37% du lectorat francophone. De plus, les deux quotidiens comptent des journalistes spécialisés - ou plutôt attitrés à ces dossiers- et jouissent d'une influence significative au niveau des pouvoirs politiques et des différents acteurs sociaux. Ces deux quotidiens ont aussi été privilégiés pour des raisons pratiques, car contrairement au *Journal de Montréal*, qui rejoint 45% du lectorat montréalais, ils sont tous deux disponibles en version électronique, ce qui facilite d'autant la recherche d'archives par le biais de la banque de données *Biblio Branchée*.

²¹⁸ Godin, Pierre. 1981. *La lutte pour l'information: histoire de la presse écrite au Québec*. Montréal: Le Jour, p 57.

5.3 Le choix du thème et du matériel analysé

Nous avons choisi de baser la recherche sur un cas particulier bien défini et donc d'examiner le débat sur la privatisation de l'eau telle que représentée dans la presse québécoise de 1995 à 2005. L'intérêt de ce sujet réside dans le fait qu'il s'agit d'un exemple où une question d'environnement à haute teneur économique et politique est médiatisée. De plus, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, les questions de la privatisation de la ressource et de sa commercialisation ont monopolisé les débats lors de la commission Beauchamp et ont donc constitué des bases de réflexion pour la confection de la Politique nationale de l'eau. Par ailleurs, la question de la privatisation de l'eau pose des questions éthiques et de démocratie tout en mettant en scène l'une des principales ressources économiques du Québec. À propos de la privatisation de l'eau, se pose le litigieux problème de la conciliation de l'eau comme *res communes* (bien commun) et de l'eau comme ressource dans sa définition libérale (un bien de marché). Il s'agit d'un problème environnemental proche et non de type planétaire (effet de serre, ...) ou lointain (forêt amazonienne, ...). Cette question concerne l'ensemble de la population québécoise directement, d'où l'intérêt d'en analyser la représentation.

5.4 La période d'analyse

Notre analyse porte sur 102 articles qui traitent ce problème, apparu dans *La Presse* et le *Devoir* du 1^{er} janvier 1995 jusqu'au 31 décembre 2005. Si nous avons choisi l'année 1995 comme case départ de notre corpus, c'est que celle-ci marque l'arrivée du débat sur l'exportation de l'eau au Québec au sein de l'espace public. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, le litige de la *Snowcap Water* dévoilait alors au grand jour l'absence de politiques canadiennes et provinciales pour conserver la souveraineté hydraulique du pays face à l'accord de libre échange nord américain (ALENA). Au Québec, ce litige a eu pour mérite de mettre à jour l'ignorance de

l'État québécois vis-à-vis de ses ressources en eau et de lancer un véritable débat entourant la question de l'eau. Afin de prendre la mesure du débat sur le long terme, l'échantillon couvre un peu plus que la dernière décennie, c'est-à-dire les onze dernières années.

5.5 La collecte de l'échantillon

Pour constituer notre corpus, nous avons interrogé la base de données *Biblio branchée* en utilisant les mots-clés: «eau et privatisation» dans le titre, le sous-titre, ou le premier paragraphe de l'article. Cette démarche nous garantit ainsi de ne relever que les articles ayant pour sujet la privatisation de l'eau, puisque selon les normes d'écriture journalistique, le sujet et l'angle de l'article doivent se trouver dès le début du texte.

L'eau étant une ressource globale aux multiples dimensions, il était important pour nous de ne pas «enfermer» le sujet dans un seul secteur de l'information en vue d'avoir un regard le plus large possible. Pour cette raison, notre échantillon ne se cantonne pas à une section particulière d'un journal (actualité, affaire, économie, culture, international, etc..) ou à un type d'article (compte rendu, chronique, éditorial, lettre des lecteurs, etc.). Toutefois, les brèves ont été écartées du corpus.

5.6 L'analyse de contenu

Pour circonscrire notre démarche, nous avons eu recours aux approches et recommandations formulées par Laurence Bardin dans *L'analyse de contenu* (1977). L'analyse de contenu est une des méthodologies quantitatives utilisées dans les sciences sociales et humaines, notamment en sociologie, en communication, en linguistique, et en psychologie. De façon générale, l'AC se définit comme «une technique de recherche objective, systématique et quantitative de description d'un

contenu manifeste de la communication.²¹⁹» Son champ d'application est le monde des discours et l'objectif est d'étudier la place de l'activité symbolique dans la vie sociale²²⁰. Selon cette perspective, le texte est considéré comme un lieu privilégié d'observation de l'élaboration du sens social. Dans cette perspective, l'écrit constitue un moment particulier d'un comportement social spécifique²²¹. En d'autres mots, l'AC est:

[...] un ensemble de démarches méthodologiques recourant à des méthodes et des techniques utilisées en fonction d'interpréter des documents dans le but de connaître la vie sociale²²².

Pour ce faire, le chercheur ayant recours à l'AC construit une grille d'analyse qui servira à analyser le texte. Dans la plupart des cas, le critère repose sur l'occurrence des mots et segments répétés. L'analyse est le moment où sont déployés des outils statistiques pour relever les régulations et les occurrences²²³. À travers cette méthode, l'AC permet d'effectuer un calcul de fréquence fournissant des données chiffrées pour illustrer la structure d'un message. L'idée est de mettre à jour, à partir de ces données numériques, ce qui n'est pas nécessairement perceptible dans une première lecture, soit le «latent» et le «non-dit» au sein de l'échantillon. Appliquée aux médias, l'AC sert de «diagnostic social.²²⁴»

²¹⁹ Barelson cité dans De Cheveigné, Suzanne. 2000. *L'environnement dans les médias ; médiateurs et visions du monde*. Paris: Éditions CNRS, p.53.

²²⁰ Sabourin, Paul. 2003. «L'analyse de contenu» In *La recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, sous la dir. de Gauthier, Benoît. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, p.357.

²²¹ *Ibid.*, p.360.

²²² *Ibid.*, p.358.

²²³ *Ibid.*, p.376.

²²⁴ Bardin, Laurence.1977. *L'analyse de contenu*. 8iem édition, Paris: Vendôme: Presses universitaires de France, p.5.

5.6.1 Le codage: l'approche par classement en thèmes

Le travail le plus fondamental d'une AC est celui du codage puisque c'est à ce moment, s'il est bien fait, que la «scientificité» de la démarche est garantie. Le code est ici entendu comme un «indicateur capable de révéler des réalités sous-jacentes au texte.²²⁵» Pour Laurence Bardin, «le codage correspond à une transformation – effectuée selon des règles précises – des données brutes du texte. Transformation qui, par découpage, agrégation et dénombrement, permet d'aboutir à une représentation du contenu.²²⁶» Durant la lecture et les relectures subséquentes, le chercheur procède à la classification de ses documents. Il crée des catégories ou attribue des codes aux documents qui vont lui permettre de les différencier éventuellement entre eux. Les catégories sont alors:

[...] des rubriques ou classes qui rassemblent un groupe d'éléments (unités d'enregistrement dans le cas de l'analyse de contenu) sous un titre générique, rassemblement effectué en raison des caractères communs de ces éléments» (Bardin, 1977, p.151).

Ces catégories ou codes peuvent être liés au contenu du document (par exemple: champs sémantiques) ou au contexte de sa production (par exemple: source, date, sexe). Tels que prescrits par Laurence Bardin, voici les critères que nous avons respectés pour procéder à notre catégorisation:

²²⁵ Bardin, Laurence, *op.cit.*, p.171.

²²⁶ Bardin, Laurence, *op.cit.*, p.134.

- | | |
|--------------------|--|
| a) L'homogénéité | Les éléments doivent être de même nature. Ici, tous les éléments font référence à la privatisation de l'eau. |
| b) La pertinence | Les éléments doivent être pertinents pour la recherche du chercheur. |
| d) La fidélité | La procédure de codage doit être la même pour tous les éléments. |
| e) La productivité | La catégorie doit être riche en hypothèse et en interprétation. |

Il est à noter que nous n'avons pas retenu le critère de «l'exclusion mutuelle» qui consiste à affecter chaque élément à seulement une case. La raison de ce choix est qu'il s'applique mal aux articles de presse qui, dans bien des cas, ont dans un même titre plusieurs catégories. C'est ainsi qu'un titre «Il faut cesser de gaspiller plutôt que de privatiser, disent les cols bleus» (Le Devoir, 3 mars 1995) fait appel à la fois aux enjeux environnementaux (gaspiller), politiques (cols bleus) et économiques (privatiser). Pour cette raison, un même titre peut se trouver dans plusieurs catégories.

Rappelons que ce mémoire s'organise autour de l'examen de la façon dont la presse peut jouer et joue un rôle dans une éducation à l'environnement pour les adultes (grand public). Afin de répondre à ce mandat, l'application théorique de notre problématique s'est organisée autour de deux axes:

1. Tout d'abord, il s'agit d'analyser la structure et le contenu des articles de presse pour en déterminer le cadrage communicationnel (la forme).
2. Deuxièmement, il s'agit d'analyser, dans une perspective didactique, la structure et le contenu des articles de presse (le fond).

5.6.2 Opérationnalisation de l'analyse du cadrage médiatique

La question opératoire pour l'analyse du cadrage médiatique est: Quelle est la dimension (ou le thème) de l'eau la plus représentée dans *La Presse* et le *Devoir* pour la dernière décennie lors du débat sur la privatisation? Notre objectif est d'abord de vérifier quels enjeux sont traités dans la couverture de presse. Pour y répondre, nous avons fait l'analyse des articles consacrés à la privatisation de l'eau en les classifiant par thèmes. Selon les règles de Laurence Bardin et inspirée par le rapport du BAPE sur les enjeux de la privatisation de l'eau au Québec, voici la grille d'analyse en fonction de laquelle les articles ont été classés. Il est à noter qu'un même article peut se trouver dans plusieurs catégories.

Tableau 5.1 - Catégories pour l'analyse thématique de la privatisation de l'eau

Enjeux thématiques	Exemples
Enjeux environnementaux	Contamination, gaspillage, pollution, déversements, diminution de la qualité de l'eau, etc.
Enjeux de santé publique	Impact sur la santé humaine, état des connaissances, avancement des recherches, etc.
Enjeux politiques et légaux	Partage des pouvoirs entre acteurs, réglementations, lois et politiques, commissions, aspects juridiques, etc.
Enjeux éthiques et moraux	Droit humain d'accès à l'eau, équité, démocratie, privatisation des profits versus socialisation des coûts et impacts, etc.
Enjeux commerciaux	Tout ce qui relève du commerce de l'eau.

Par la suite, et toujours dans l'objectif de relever des données quantitatives du corpus, la détermination du domaine d'étude nous a amenée à apporter une attention particulière à l'évaluation de la place et de l'intérêt du sujet dans les pages des deux quotidiens (nombre d'articles, nombres de mots). Ensuite, nous observerons les types

d'articles, les thématiques dominantes, ainsi que les acteurs s'étant exprimés dans ce débat, l'auteur des articles et les acteurs à qui l'on donne la parole. Afin de délimiter les intervenants du débat, c'est-à-dire ceux qui ont eu un droit de parole dans ce débat, nous avons établi un répertoire selon les critères suivants: toute personne ayant été citée dans un article et qui émet une opinion, à l'exception des éditoriaux, lettres et opinions. En dernier lieu, nous décrirons chronologiquement comment s'est déroulée la couverture dans le temps afin d'en faire ressortir les faits saillants. Ces indicateurs nous permettront d'avoir une vue concernant le «cadre» principal qui entoure la couverture de ce débat par les deux médias. Le tableau suivant synthétise les informations recherchées pour l'analyse du cadrage des données de type quantitatif de *La Presse* et de *Le Devoir*.

Tableau 5.2-CATÉGORIES D'ANALYSE DU CADRAGE MÉDIATIQUE
La privatisation de l'eau - dans *La Presse* et *le Devoir* 1995-2005

Type d'analyse	Type de cadrage	Indicateurs	Indicateurs opératoires
<i>Analyse quantitative</i>	Place et intérêt du sujet	Espace et déroulement du débat	Nombre d'articles (évolution dans le temps)
			Positionnement dans le journal. Déroulement de la couverture
	L'événementiel	Forme des articles	Types d'articles (compte rendu, nouvelle, éditorial, opinion, analyse et dossier).
		Auteurs des articles	Journaliste, agence de presse, experts, citoyens, politiciens etc.

	Nature des sujets	Espace accordé aux différents enjeux relatifs à la thématique de la privatisation de l'eau	Enjeux environnementaux, politiques et légaux, éthiques et moraux et de santé publique.
--	-------------------	--	---

5.7 Limites et lacunes de l'analyse de contenu thématique

Comme pour toute méthodologie, l'analyse de contenu comporte son lot de faiblesses et il est de notre devoir que le lecteur de ce mémoire en soit conscient. Le premier reproche que l'on peut attribuer à l'AC est sa «foi» positiviste. Effectivement, dans une analyse de contenu, le chercheur tente de minimiser les éventuels biais cognitifs et culturels en s'assurant de l'«objectivité» de sa recherche. Or, la réalisation d'expérience d'analyse de contenu thématique a montré que malgré des efforts de rigueur dans la définition des catégories thématiques et dans les règles de classification des extraits, les analystes d'un même texte ne segmentent pas les extraits d'une même façon. Il s'agit d'une caractéristique polysémique du sens commun, ce qui signifie que les mêmes mots peuvent évoquer des significations différentes²²⁷. Le travail de catégorisation et d'analyse de la part du chercheur reste subjectif. Nous reconnaissons cette caractéristique du notre travail de recherche. Toutefois, il n'y a pas pour autant de lectures polysémiques à l'infini. Nous provenons tous de cultures communes et nos lectures sont orientées par celles-ci. Comme le mentionne Denise Jodelet «chaque lecture est spécifique, tout en procédant de notions communes relatives à la trajectoires sociales des personnes lectrices.»

De plus, si elle nous permet de percevoir les orientations des discours, l'AC est limitée dans ses capacités à produire d'une manière explicite des résultats

²²⁷ Sabourin, Paul, *op.cit.*, p.366.

satisfaisants²²⁸. Effectivement, nous sommes en droit de nous demander si les caractéristiques thématiques d'un texte à la lumière de ses occurrences nous permettent de trouver le sens du texte. Pour Sabourin, il est nécessaire de tenir compte de l'organisation globale du document, car la méthode attribue la même valeur à une nouvelle se trouvant en première page ou en dernière page d'un journal. Or nous savons que l'apparition en première page d'un article a plus d'influence puisqu'elle a plus de chance d'être lue. L'occurrence d'un thème au sein d'une production médiatique n'est donc pas nécessairement synonyme de son importance; la «manière», c'est-à-dire son ton, sa forme, les images qu'il emprunte, est aussi importante.

Enfin, les études sur la réception nous auront appris que le sens entier ne se trouve pas dans le texte, mais bien dans la rencontre du texte et du lecteur²²⁹. Ces lectures s'expliquent par l'histoire sociale et culturelle des lecteurs et, bien sûr, par les caractéristiques du texte²³⁰. Il est donc important de s'intéresser à la fois au texte et au lecteur. Une étude de la réception et des conditions de production de ces messages permettrait de rendre cette étude plus exhaustive. Ceci ne signifie pas pour autant «[...] qu'un texte est infiniment polysémique, qu'il peut donc donner lieu à une infinité de lectures – on perd de nouveau à la fois le texte et l'ancrage social des lecteurs.²³¹» Pour David Morley, il ne faut pas sous-estimer la «détermination textuelle dans la construction du sens à partir de produits médiatiques²³²» ce qui aurait pour conséquence de romantiser le rôle du lecteur qui n'est pas imperméable aux messages envoyés par les médias. Malgré ses limites, l'AC nous permettra de

²²⁸ *Ibid.*, p.359.

²²⁹ David Morley cité dans De Cheveigné, Suzanne, *op.cit.*, p.53.

²³⁰ *Ibid.*, p.20.

²³¹ *Ibid.*, p.20.

²³² *Ibid.*, p.21.

prendre connaissance des grandes tendances concernant la couverture sur l'eau. Il faut donc percevoir cet outil comme une entrée en la matière.

CHAPITRE 6

RÉSULTATS D'ANALYSE

Dans ce chapitre, nous visons à décrire et à interpréter le contenu du message sur la privatisation de l'eau transmis par *La Presse* et le *Le Devoir* pour la décennie 1995 à 2005. Nous amorcerons le chapitre par l'évaluation de la place et de l'intérêt du sujet dans les pages des deux quotidiens. Ensuite, nous observerons les types d'articles, les thématiques dominantes, ainsi que les acteurs s'étant taillé une place au sein de la couverture. Nous terminerons ce chapitre par l'étude de l'évolution du débat dans le temps afin d'en faire ressortir les faits saillants.

6.1 Place et intérêt de la privatisation de l'eau dans *La Presse* et *Le Devoir*

Quelle est la place et l'intérêt du débat sur la privatisation de l'eau au Québec ?

Entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 2005, nous avons relevé 102 articles ayant comme sujet la privatisation de l'eau de façon explicite (ex: «La privatisation de l'eau est dans l'air», *La Presse*, 9 mars 1995) ou implicite (ex: «Laval s'apprête à demander l'autorisation de créer une société responsable de l'approvisionnement en eau», *La Presse*, 8 décembre 1995). Ces articles ont été repérés par l'entremise du logiciel *Biblio branchée*, au moyen d'une recherche des mots clés «privatisation» et «eau» dans le titre, et des deux premiers paragraphes du texte. Les brèves et les sondages ont été écartés de l'échantillon.

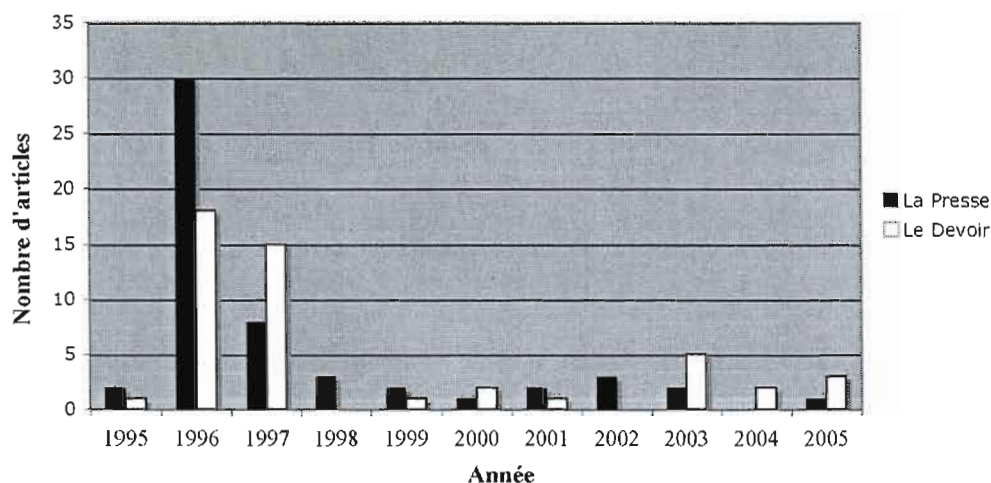
Quarante-huit articles ont été produits par *Le Devoir*, alors que *La Presse* revendique les cinquante-quatre autres (pour plus de détails, voir la figure 1). Toutefois, si *La Presse* a produit un peu plus d'articles, ceux-ci prenaient une forme plus courte que ceux du *Devoir* puisque le quotidien indépendant le surpasse en termes de mots avec 26 673 vocables sur le sujet, alors que *La Presse* a couché sur le papier 25 777 termes. Vue en termes de moyennes, la couverture du *Devoir* est de 4,7 articles par année, alors que *La Presse* en a publié 5,4 par année. Ainsi, aucun des deux quotidiens ne se démarque véritablement concernant la quantité des articles écrits.

Tableau 6.1 - *Nombre d'articles sur la privatisation de l'eau, La Presse et Le Devoir, 1995-2005*

Année/ Quotidien	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Total
La Presse	2	30	8	3	2	1	2	3	2	0	1	54
Le Devoir	1	18	15	0	1	2	1	0	5	2	3	48
Total	3	48	23	3	3	3	3	3	7	3	4	102

La répartition des articles selon le quotidien (figure 2) montre que *La Presse* a accordé plus de place à la question de la privatisation de l'eau que *Le Devoir* au début de la couverture (1995 et 1996). Toutefois, la tendance s'inverse l'année suivante puisque *Le Devoir* a écrit davantage d'articles que *La Presse* en 1997. Aussi, *Le Devoir* a produit davantage d'articles en fin de couverture (2003, 2004 et 2005). Enfin, chacun des quotidiens possède ses «années de silences» (aucun article écrit sur la question); en 1998 et 2002 pour *Le Devoir*; en 2004 pour *La Presse*.

Figure 6.1 - Répartition des articles traitant de la privatisation de l'eau entre La Presse et Le Devoir, 1995-2005

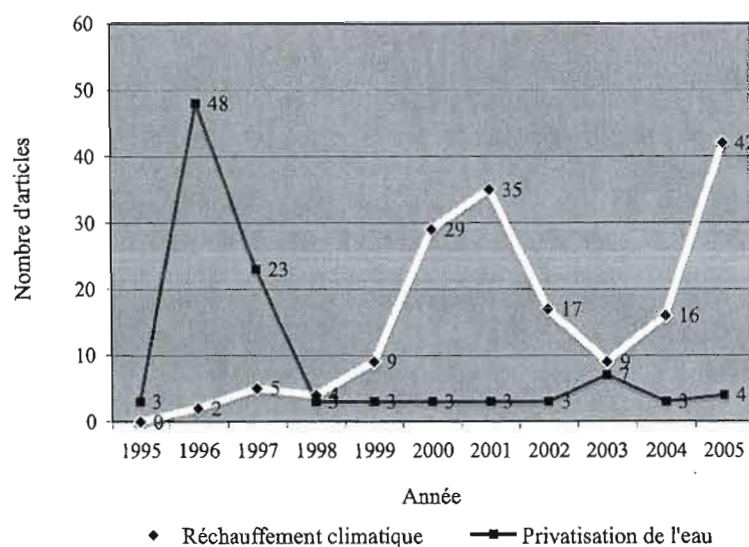


En guise de comparaison, nous avons soumis le nombre d'articles relatifs à la privatisation de l'eau dans *La Presse* et le *Le Devoir* à une autre problématique environnementale bien en vogue: les changements climatiques. La figure qui suit illustre le nombre d'articles trouvés dans *La Presse* et du *Le Devoir* ayant dans leur titre l'expression «*changement climatique*», comparativement à «*privatisation*» et «*eau*»²³³. Comme le montre la figure 3, la couverture de la privatisation de l'eau se distingue nettement de celle des changements climatiques par son entrée très rapide et soudaine dans l'espace public au cours des premières années pour pratiquement disparaître en 1998. À l'inverse, la couverture des changements climatiques se caractérise par une entrée lente et discrète pour exploser en 2001, diminuer dans les années 2002 et 2003, et finalement croître à nouveau en 2005 (voir figure 6.2). Au

²³³ Cette idée est reprise du mémoire d'Anne-Sophie Legendre. 2006. «L'environnement au risque des médias. Le cas des OGN dans la presse écrite québécoise 1990 à 2000 ». Mémoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, p.80.

total, les réchauffements climatiques ont bénéficié de l'attention de 168 articles, soit 66 articles de plus que pour la privatisation de l'eau, un écart de 61 %²³⁴.

Figure 6.2 - *Privatisation de l'eau versus les changements climatiques, La Presse et Le Devoir, 1995-2005*



Cette distinction dans le nombre d'articles suscités par ces deux problématiques environnementales s'explique de plusieurs façons, mais trois hypothèses retiennent particulièrement notre attention. Comme le souligne Anne-Sophie Legendre, le système de «prise en charge formel» s'est mis en place beaucoup plus tôt dans le cas du réchauffement climatique puisque c'est en 1988 que l'Organisation météorologique mondiale (IMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont créé le groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, chargé du suivi scientifique des processus du réchauffement climatique²³⁵. Le caractère visible (la fonte des glaces de l'Antarctique) et l'impact «concret» des

²³⁴ Un écart qui devrait être encore plus considérable si l'on ajoute les articles ayant pour titre «réchauffement climatique» et «effet de serre», ce qui n'est pas le cas ici.

²³⁵ Haut conseil de la coopération internationale, cité dans Anne-Sophie Legendre, *op. cit.*, p. 81.

conséquences du réchauffement dans le quotidien de la population (saisons dérégées, variations des températures, perte de la biodiversité, etc.) expliquent aussi l'engouement pour le sujet. Enfin, les événements entourant le réchauffement climatique se sont multipliés lors de ces années (protocole de Kyoto, G8, série d'annonces, Sommet de la Terre, etc.). Toutefois, on ne peut prétendre qu'il y a un rapport direct de cause à effet.

D'ores et déjà, la couverture sur la privatisation de l'eau dans *La Presse* et *Le Devoir* fut relativement modeste si on la compare à la couverture «durable» dans le temps des réchauffements climatiques. De plus, la couverture sur la privatisation de l'eau a été ponctuelle, c'est-à-dire qu'elle correspond à un moment bien précis: les années 1996 et 1997. Ceci nous indique que l'apparition de la privatisation de l'eau est probablement le produit d'un événement particulier, chose que nous verrons plus en détail un peu plus loin.

6.2 Le cadrage thématique de la couverture

Quels cadrages des enjeux propose-t-on? À quelles dimensions de l'eau s'attarde-t-on?

L'analyse quantitative des 102 articles des catégories «privatisation et eau» nous permet de dégager un sommet thématique d'importance: dans 87 articles, la question de la privatisation de l'eau est couverte comme un problème politique. Au sein de ce thème, les articles sont abordés 85 % du temps sous le jour de la politique municipale (principalement à travers la problématique de la privatisation des aqueducs de Montréal). L'angle national de la question est soulevé dans seulement 17 articles, et l'angle international de la question dans 12 cas. Ainsi, les médias québécois perçoivent la question de la privatisation de l'eau au Québec comme une problématique essentiellement urbaine.

Tableau 6.2 - *Thèmes présents dans le titre des articles portant sur la privatisation de l'eau, Le Devoir et La Presse, 1995-2005*

Enjeux thématiques	Nombre d'articles
Enjeux environnementaux	4
Enjeux de santé publique	1
Enjeux politiques et légaux	87
Enjeux éthiques et moraux	11
Enjeux économiques	35

Le second thème en importance au sein de l'échantillon est celui de la dimension économique avec 35 articles, soit 34 % de l'échantillon. La privatisation de l'eau a été traitée comme un enjeu environnemental dans seulement 4 articles (3,9%) et comme enjeu de santé publique dans un seul écrit, ce qui représente 0,9 % des titres. Toutefois, dans 11 textes, la question fut abordée sous l'angle de l'éthique et de la morale (10,8%). La question de la privatisation de l'eau au Québec a donc d'abord été comprise par la presse comme une problématique de nature politique.

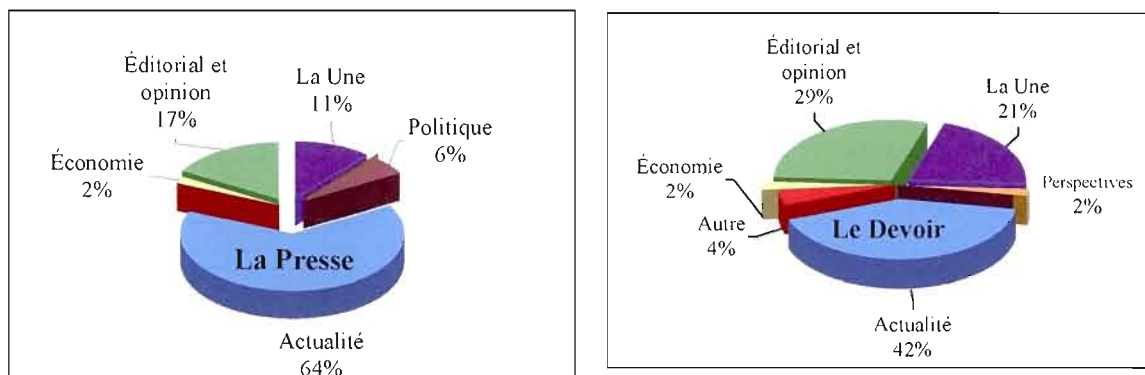
6.3 Mise en valeur des articles

Où sont situés les articles dans le journal?

Voyons maintenant de quelle façon a été mise en valeur la question de la privatisation de l'eau dans les deux quotidiens. Dans la très grande majorité des cas, les textes ont été publiés au sein de la rubrique «Actualité» des deux journaux et ce, dans 64% des cas dans *La Presse*, alors que 42% de l'échantillon du *Devoir* se trouve sous cette rubrique. Les deux journaux ont donné une grande place aux lecteurs et éditorialistes, puisque la section «Éditorial et opinion» récolte le deuxième pourcentage en importance des articles 17% des articles dans *La Presse* et 29% dans *Le Devoir*. La seconde partie ayant recueilli le plus d'articles dans les deux journaux

est celle des «Éditoriaux et opinions», qui constitue 23 % du positionnement des articles.

Figure 6.3 - *Positionnement des articles sur la privatisation de l'eau dans leur quotidien respectif, La Presse et Le Devoir, 1995-2005*



Toujours par l'intermédiaire de l'emplacement des articles dans le journal, on note que la privatisation de l'eau a occupé la une deux fois plus souvent dans *Le Devoir* (21%) que dans *La Presse* (11%) puisque celui-ci a placé le litige en première page six fois, alors que le journal indépendant l'a placé à la une dans dix cas. C'est donc le quotidien ayant produit le moins d'articles sur le sujet (*Le Devoir*) qui a le plus consacré sa «vitrine» à la problématique. Autre remarque: la problématique a peu été abordée sous l'angle international puisque peu d'articles ont été placés sous la rubrique «politique nationale et internationale». À cet effet, seulement 6 % du corpus de *La Presse* se trouve sous cette rubrique alors que *Le Devoir* ne l'a pas fait une seule fois. La problématique a peu été traitée sous un regard purement économique ; seulement 2 % de l'échantillon de *La Presse* se situe dans la catégorie «économie», alors qu'un seul pourcent des articles du *Devoir* s'y situe. Enfin, seulement un article (2% du corpus) se trouve au sein de la rubrique «Perspective», section dédiée aux analyses et dossiers poussés que l'on retrouve uniquement dans *Le Devoir*.

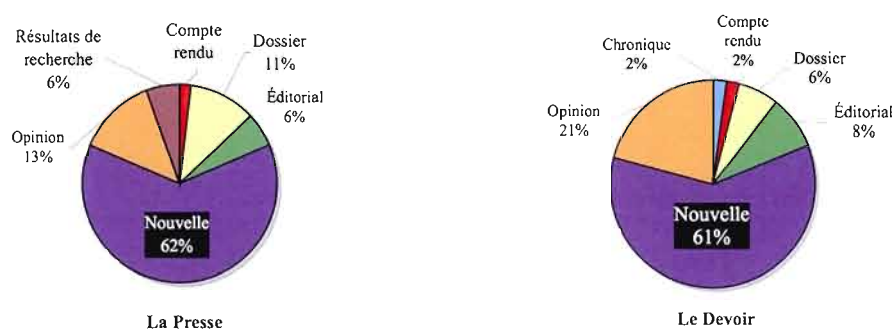
6.4 Les types d'articles privilégiés

Quels types d'article ont été les plus utilisés?

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, le choix du type d'article est important dans la mesure où il influence le type d'écriture et donc, le contenu qu'aura le message. Effectivement, le genre informatif (l'article, la nouvelle, le résumé de rapport, le compte-rendu, etc.) rend compte de l'information sans commentaire et contextualise peu. Sa fonction est davantage de décrire l'événement. Par contre, le genre élaboré (l'enquête, le reportage et l'interview) favorise la connaissance et l'explication d'un phénomène puisque l'objectif est de «faire la lumière» sur la problématique. L'objectif de cette seconde famille d'articles est de comprendre.

Dans le cas qui nous intéresse, la privatisation de l'eau de 1995 à 2005, c'est le genre informatif qui a été la formule dominante pour couvrir le débat dans *La Presse* et *Le Devoir*. La problématique a clairement été envisagée comme une «actualité» puisque dans *La Presse* comme dans *Le Devoir*, plus de 60% des articles ont pris la forme de «nouvelles» (figures 6.6). Soumis à un petit exercice d'addition, les comptes rendus (2%) et les nouvelles (61%) du *Devoir* représentent 63% du corpus. Pour *La Presse*, les comptes rendus (11%), résultats de recherche (6%) et nouvelles (61%) s'élèvent à 78% de la couverture. Les articles propres à ce groupe ont pour mandat de livrer une information «neutre», hormis d'explication, de commentaire, et plus souvent qu'autrement, peu contextualisée. D'ores et déjà, nous pouvons dire que la couverture s'est centrée davantage sur la description du litige que le partage de connaissances puisque ce type d'article possède davantage le mandat de décrire que comprendre.

Figure 6.4 - Les types d'articles utilisés lors du débat sur la privatisation de l'eau selon le quotidien, *La Presse* et *Le Devoir*, 1995-2005



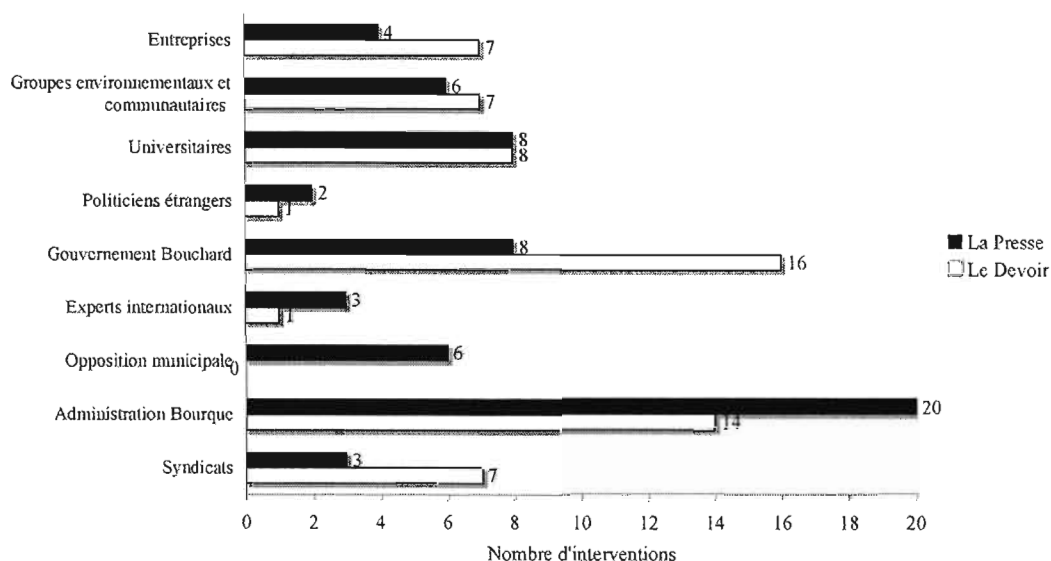
Le genre élaboré suit loin derrière. Additionnés, les éditoriaux (8%), les dossiers (7 %) et chroniques (2%) du *Devoir* représentent 17 % du corpus. Le journal indépendant a donné plus de place aux avis extérieurs à travers des articles d'opinions (21%). Pour *La Presse*, les éditoriaux (6%) et les dossiers (11%) totalisent 17% de la couverture. Les opinions sont toutefois moins nombreuses avec 13% de l'ensemble. Comparativement à son compétiteur, *La Presse* n'a pas produit de chronique. Bref, à peu de choses près, les deux journaux ont utilisé les mêmes formes d'articles comme le montrent les figures 6.6, presque jumelles.

6.5 Les intervenants

À qui les médias donnent-ils la parole?

En ce qui concernent les acteurs sociaux ayant eu droit à la parole, on remarque que les journalistes puisent très rarement leurs sources auprès des personnes directement touchées par la privatisation de l'eau: les citoyens. Les journalistes semblent plutôt prioriser les déclarations des politiciens, car ceux-ci occupent 55 % des interventions. Pour *Le Devoir*, c'est au gouvernement dirigé par Lucien Bouchard à qui l'on donne le plus souvent la tribune avec 26 % des citations du journal. *La Presse* fait quant à lui la belle part à l'administration du maire Bourque, qui intervient dans 43 % des citations.

Figure 6.5 – *Intervenants du débat sur la privatisation de l'eau dans La Presse et Le Devoir, 1995 à 2005*



Les deux quotidiens ont laissé s'exprimer les groupes contre la privatisation émanant principalement des syndicats professionnels et des groupes environnementaux. Ceux-ci sont cités vingt-trois fois (19 %). Les deux quotidiens ont laissé s'exprimer un même nombre de fois les universitaires (8 citations chacun). Les représentants d'entreprises, souvent absents des débats environnementaux, se sont positionnés dans 11 cas. Les artistes, souvent utilisés pour sensibiliser la population à une problématique environnementale, ne se sont pas exprimés sur le sujet.

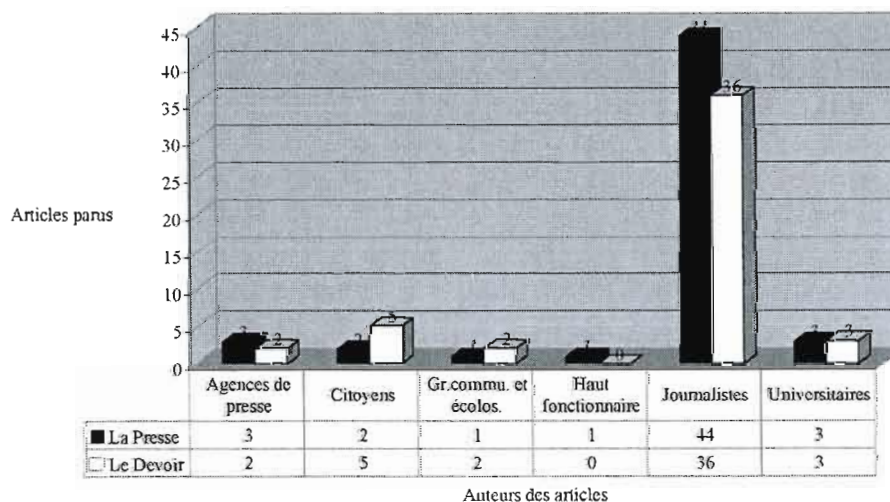
6.6 Les auteurs

Qui sont les auteurs des articles ?

La couverture médiatique de la privatisation de l'eau dans les médias québécois se caractérise par la nette prédominance d'articles écrits par des journalistes québécois, comme l'illustre le tableau ci-dessous. Ainsi, *La Presse* et *Le Devoir* n'ont fait appel aux agences de presse que dans 5 % des cas. Comme nous l'avons vu un

peu plus tôt, ceci s'explique probablement par le fait que l'angle de la couverture fut celui de la politique municipale. Il est alors aisé pour les journaux d'envoyer des journalistes couvrir cette problématique. Alors que les citoyens n'ont pas été cités au sein des articles, ceux-ci sont les seconds auteurs en importance des articles avec 7 % des écrits. Ceci s'explique par la très grande place accordée à la section «Éditorial et opinion» lors de la couverture. En revanche, les chercheurs et universitaires ont écrit 6 % des articles, alors que les groupes écologistes et communautaires n'ont signé que 3 % du corpus. Encore une fois, on remarque que *La Presse* et *Le Devoir* ont donné la parole de façon similaire aux différents acteurs. Deux intervenants d'importance dans le débat se sont toutefois abstenus d'écrire sur le sujet et brillent par leur silence compte tenu de la diabolisation dont ils ont fait l'objet: celui des entreprises intéressées par la privatisation de l'eau et le maire de Montréal. Ceci s'explique probablement par le fait que ces deux acteurs n'ont pas voulu se positionner publiquement sur la question.

Figure 6.6 – *Auteurs des articles sur la privatisation de l'eau dans La Presse et Le Devoir, 1995 à 2005*



6.7 Le déroulement de la couverture en cinq étapes

Comment s'est déployée dans le temps la couverture médiatique de la privatisation de l'eau?

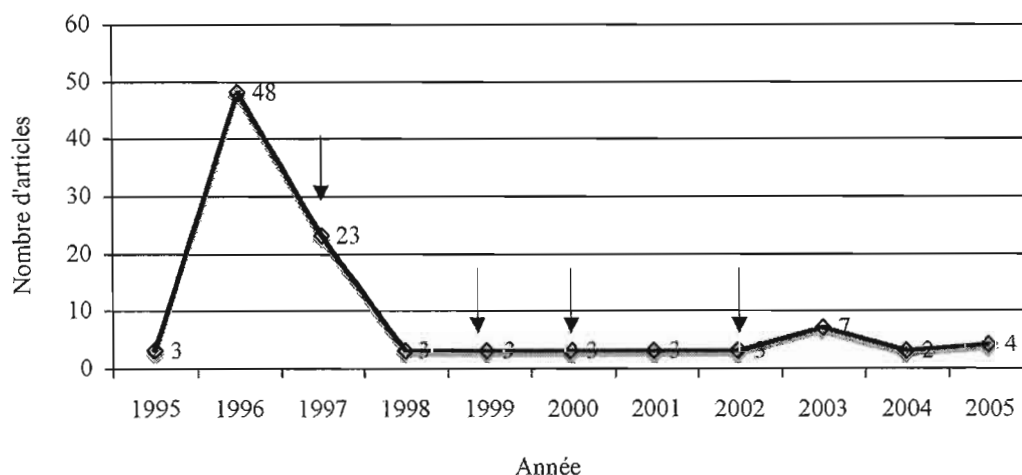
Il faut attendre 1996 pour que les médias québécois commencent à accorder de l'importance à la problématique de la privatisation de l'eau. Dans *Le Devoir*, la question apparaît pour une première fois sous la plume de Louis-Gilles Francoeur, le 23 février 1996, alors que *La Presse* choisit de faire cette entrée près de trois semaines plus tôt, le 2 février 1996, sous la plume d'André Pépin. La répartition dans le temps des articles se caractérise par une progression explosive de 1995 à 1996, pour diminuer de moitié en 1997. En 1998, le sujet sort soudainement de l'espace médiatique, comme il y était entré. De 1999 à 2005, le nombre d'articles dédiés au litige est marginal, celui-ci oscillant autour de quatre articles par année.

Cette mise à l'ordre du jour dans l'espace public, en 1996, est liée à un événement en particulier: la découverte de l'intérêt des municipalités, principalement Montréal, pour la privatisation des services d'assainissement des eaux. En fait, il s'agit d'un «non-événement» puisque ce sont les rumeurs entourant l'intérêt des municipalités pour la privatisation de leurs infrastructures d'eau qui ont particulièrement influencé l'augmentation de la couverture médiatique en 1996. À l'époque, l'administration Bourque véhiculait un discours défavorable à la privatisation de l'eau. Toutefois, on a alors appris que plusieurs firmes, telles que la Lyonnaise des eaux, SNC-Lavalin et Gaz Métro, avaient soumis des propositions à la Ville en vue de gérer la privatisation de l'eau. *La Presse* et *Le Devoir* se hâteront de rappeler que selon la Loi sur la vente des services publics municipaux, les villes doivent d'abord soumettre le projet à la population, par voie référendaire, ainsi qu'au gouvernement provincial. C'est donc l'absence de transparence et les tractations «en

douce» qui ont amené cette question sur la place publique, les deux quotidiens condamnant le fait que ces «entreprises semblent [...] avoir une longueur d'avance sur la population montréalaise quant à la connaissance du dossier.²³⁶» La caractéristique principale de cette «entrée en scène» fut donc celle de la controverse.

D'autres événements abordant de près ou de loin la question de la privatisation de l'eau sont caractéristiques de cette période: le Sommet sur l'économie et l'emploi (1997), le Symposium d'experts sur l'eau (1999), la consultation publique sur l'eau (1999), le rapport du BAPE (2000) et l'entrée en vigueur de la nouvelle politique nationale de l'eau au Québec (2002). Nous aurions cru que ces événements auraient été des occasions pour la presse de poursuivre le débat sur la privatisation de l'eau. Comme en témoigne la figure 8, ces événements, ici illustrés par les flèches, ne semblent pas avoir eu d'effets sur le débat outre mesure.

Figure 6.7 – *Intensité et déroulement de la couverture – La privatisation de l'eau, La Presse et Le Devoir, 1995-2005*



²³⁶ Lévesque, Kathleen. 1996. «Bourque veut céder 47 activités. Mais la gestion de l'eau sera traitée séparément». *Le Devoir* (Montréal), 26 octobre, p.A1.

Suite à la lecture des articles constituant la couverture, on constate que la répartition dans le temps des articles s'effectue en cinq étapes: la mise à l'évidence du problème (1995), la reconnaissance du problème (1996), le calcul coûts/bénéfices (septembre à décembre 1996), l'indignation (décembre 1996 à 1997) et l'émergence d'une nouvelle éthique (janvier 1997 à 1998).

6.7.1 Première étape: la mise à l'évidence du problème (1995)

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, la première étape à l'oeuvre dans l'émergence d'une éthique environnementale est la mise en évidence du fait qu'il y a un problème à contrer²³⁷. Généralement, un problème environnemental est d'abord discuté sous l'angle scientifique. Si l'on prend pour exemple bien connu le cas du réchauffement climatique, cette phase correspond à la vérification de l'hypothèse selon laquelle les émissions de carbone provenant des activités humaines sont responsables du réchauffement planétaire.

Dans le cas qui nous intéresse, ce sont les articles de l'année 1995 et d'une partie du début de l'année 1996 qui correspondent à la période de «mise à l'évidence» du problème de la privatisation de l'eau dans la société québécoise. Étonnamment, celle-ci ne s'est pas effectuée à travers l'étalement de faits scientifiques, mais par la mise à jour de rumeurs. Sans commenter la nouvelle, *La Presse* et *Le Devoir* avisent le public que la privatisation «est dans l'air», que «Laval s'apprête à demander l'autorisation de créer une société responsable de l'approvisionnement en eau.²³⁸» Alors que *La Presse* donne la voix au maire d'Outremont sur les avantages de la

²³⁷ Tessier, Robert. 1992. «Il pleut à en mourir: le thème de la mort et le discours de presse sur les pluies acides», *Frontières*, vol. 5, no 2 (automne), p.18.

²³⁸ Charbonneau, Jean-Paul. « Laval s'apprête à demander l'autorisation de créer une société responsable de l'approvisionnement en eau », *La Presse* (Montréal), 9 mars 1995, p. A4.

privatisation, *Le Devoir* met de l'avant la frustration des cols bleus. Ceux-ci remettent en question la manière «de liquider les fonds publics». Le syndicat propose l'arrêt du gaspillage des fonds publics plutôt que la privatisation. Autant dans *La Presse* que dans *Le Devoir*, on cherche à vérifier si la rumeur est réelle, bref, si le problème existe bel et bien. Enfin, il est intéressant de constater que l'étape de mise à l'évidence a été très brève comparativement à d'autres phénomènes environnementaux²³⁹. Ceci s'explique probablement du fait que les Québécois sont très sensibles et attachés à cette ressource, celle-ci faisant littéralement partie de l'identité de la province²⁴⁰. Dès lors, il était plus facile de capter l'attention du public.

6.7.2 Deuxième étape: la reconnaissance de l'existence du problème (1996)

La reconnaissance du problème est une étape importante dans un discours, car sans cette étape, l'action et la recherche de solutions sont évidemment impossibles. Le passage de la «mise à l'évidence» à «la reconnaissance du fait qu'il y a problème» s'est effectué dans ce cas-ci en l'espace d'une année, soit tout au long de 1996. D'ailleurs, c'est à ce moment que les articles sur la privatisation de l'eau atteignent leur apogée en intensité avec 48 articles, ce qui représente 47 % de l'ensemble du corpus.

Dès le début de l'année 1996, *La Presse* et *Le Devoir* mettent en valeur des titres aux propos majoritairement opposés à la privatisation. En voici quelques exemples:

²³⁹ Effectivement, nous pensons ici aux exemples des pluies acides et du réchauffement climatique. Selon l'étude de Robert Tessier, la période de mise à l'évidence pour les pluies acides a perduré pendant quatre ans (1981 à 1984). En ce qui concerne les changements climatiques, le quatrième bilan du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) déposé en février 2007 a mis fin à l'«ère du doute» concernant l'existence du phénomène. Si l'on considère le point de départ de l'étape de la mise à l'évidence du réchauffement climatique en date de la fondation du GIEC en 1988, cette phase s'est poursuivie pendant neuf ans.

²⁴⁰ À ce sujet, voir la page 34 de notre chapitre 2.

«Cogestion de l'eau plutôt que privatisation? » (*La Presse*, 28 mai 1996), «Les eaux troubles de la privatisation. Beaucoup de questions, les réponses demeurent flottantes» (*Le Devoir*, 26 octobre 1996), «Aqueduc: privatiser n'est pas rénover», (*La Presse*, mardi 23 avril 1996), «Eau à vendre. Des essais ratés! » (*La Presse*, 25 février 1996), «Ce robinet tant convoité» (*Le Devoir*, 5 novembre 1996), «La privatisation de l'eau a été un désastre à l'étranger [...]» (*La Presse*, 1er novembre 1996) et «Non, à la privatisation! ». Alain Dubuc fait cavalier seul avec son éditorial favorable au projet «Privatisation de l'eau: un faux débat» (*La Presse*, 22 mai 1996). Malgré cela, cette deuxième étape se caractérise par une ligne éditoriale fortement orientée contre la privatisation puisque dans la grande majorité, la sémantique des titres s'oppose à ce projet. L'objectif est probablement d'alerter l'opinion publique sur ce qui semble faire consensus: la privatisation de l'eau sans l'approbation de la population par référendum est une chose grave.

6.7.2.1 Les déclarations publiques

Le second indice qui nous a permis de localiser l'étape de la reconnaissance du problème dans notre échantillon est la présence de déclarations publiques d'acteurs sociaux. Par ces interventions, les différents acteurs sociaux viennent en quelque sorte «signer²⁴¹» l'existence du problème.

Dans le cas de la privatisation de l'eau, on constate que les personnages publics commencent à s'exprimer vers le milieu de l'année 1996. Ainsi, Québec et Laval «[...] disent NON. Les maires Vaillancourt et l'Allier ne veulent pas céder leurs services d'aqueduc au privé» (*La Presse*, 27 octobre 1996). Plus tard, le ministre des Affaires municipales rappelle à l'ordre les municipalité en évoquant le fait que «[...]

²⁴¹ Tessier, Robert. 1996. *L'éthique d'une société face aux pluies acides. Le cas du Québec*. Laval: Les Presses de l'Université Laval, p.85.

Montréal devra respecter les lois [...]» (*Le Devoir*, 23 octobre 1996). À mesure que la couverture se poursuit, d'autres groupes se positionneront de façon très catégorique. Ainsi, le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) «[...] se prononce contre la privatisation de l'eau» (*Le Devoir*, 11 mars 1996), «L'eau de Montréal fait bouillir Chartrand (La Presse, 13 juin 1996)» et le syndicat des professionnels «[...] dénonce le projet de privatisation de l'aqueduc», (*Le Devoir*, 14 novembre 1996). À ce moment, le problème est officiellement reconnu socialement.

6.7.3 Troisième étape: le calcul coûts/bénéfices (septembre à décembre 1996)

Toujours selon Tessier, la reconnaissance que le problème existe n'est pas suffisante pour qu'une société passe à l'acte. Encore faut-il que cette chose ait une valeur aux yeux de ceux qui auront à faire un effort pour changer l'état de la situation jugée problématique²⁴². En fait, l'acteur adhère à une croyance ou entreprend une action parce qu'elle a du sens pour lui. Dans bien des débats environnementaux, c'est à ce moment que la société entreprend une discussion sur la valeur de cette chose où la question suivante est posée: les avantages provenant des changements de nos comportements valent-ils les désavantages? Dans une société comme la nôtre régulée par l'économie de marché, ceci se traduit la plupart du temps par un raisonnement économique: les bénéfices par rapport aux changements de nos comportements valent-ils les coûts impliqués? Afin de contrer le projet de la privatisation de l'eau, nous remarquons que la création du sens par la presse québécoise s'est opérée à travers deux principaux arguments: la logique de la rationalité économique et l'absence de transparence de l'administration Bourque.

²⁴² Tessier, Robert. 1992. «Il pleut à en mourir: le thème de la mort et le discours de presse sur les pluies acides», *Frontières*, vol. 5, no 2 (automne), p.19.

6.7.3.1 Création du sens: la rationalité économique

Dans les deux quotidiens soumis à l'analyse, l'application de la rationalité économique (le calcul coûts/bénéfices) a mis en lumière le fait que la privatisation ne sert pas l'intérêt commun mais bien l'intérêt privé. Pour en arriver à un tel constat, les deux quotidiens ont toutefois opté pour des «créations de sens» différents. *La Presse* opte pour une couverture plus métropolitaine par la recherche du mode de gestion le plus efficace pour Montréal. Quant au journal *Le Devoir*, il propose une vision plus globale du problème à travers la remise en question du système politique de la province qui permet une telle gestion.

6.7.3.1.1 La Presse: *un regard sectoriel*

Dans *La Presse*, le calcul coûts/bénéfices consiste à mesurer lequel des deux dispositifs, celui de la privatisation ou du public, est le plus rentable pour le contribuable. Les premiers articles sur le sujet apparaissent en février 1996. Écrit par Yvon Laberge et André Noël, le dossier «Eau à vendre» fait état des expériences à l'international illustrant des augmentations des tarifs et une diminution de la qualité des services pour les citoyens. On souligne aussi la corruption qui accompagne les cas de privatisation et des nombreux «essais ratés». Un peu plus tard dans l'année, en avril 1996, *La Presse* fait appel à un expert allemand afin de démontrer que «privatiser n'est pas rénover» et que «La privatisation de l'aqueduc de Montréal ne devrait pas être liée à un besoin de financement pour la rénovation du réseau [...]». Le 13 juin 1996, on reprend les propos du professeur en comptabilité Léo-Paul Lauzon. Celui-ci met en garde la population contre les risques d'une mainmise du privé sur un monopole naturel comme l'eau. On reprendra aussi les allégations du professeur le 1er novembre 1996, donnant suite au dépôt de son rapport de recherche sur la privatisation en Angleterre et en Afrique. Encore une fois, on fait état des

conséquences désastreuses de la privatisation des services d'eau (augmentation du prix de l'eau de 13 % à 15 %, perte d'argent pour le gouvernement, gros profits pour une petite portion des actionnaires de ces entreprises, chute d'emploi et faible réinvestissement dans les infrastructures). À partir du 11 décembre 1996, *La Presse* publie trois articles de Marcel Boyer et Michel Patry, deux chercheurs du CIRANO²⁴³, sur les avantages de l'impartition, les options, les critères de décision, etc. Le propos des articles est de montrer lequel des modes de gestion est le plus rentable.

6.7.3.1.2 Le Devoir: *un regard socio-politique*

Comparativement à *La Presse*, *Le Devoir* amorce d'entrée de jeu son analyse coûts/bénéfices par l'explication des différents concepts liés à la privatisation (concession, affermage, économie mixte, etc.)²⁴⁴. Mais c'est le 26 octobre 1996 que le débat s'élargit avec la publication d'un article de Jean Pichette. Celui-ci remet en question cette propension à croire que le privé fait forcément mieux que le public. À travers les propos recueillis auprès de Jean-Pierre Collin, professeur à l'INRS-Urbanisation, et Pierre Le François, ex-secrétaire général de la Ville de Montréal, le journaliste met en lumière le fait que la privatisation renvoie à un tout autre problème: celui de la fiscalité municipale. Effectivement, on réalise que, si la gestion de l'eau au Québec n'est pas parfaite, celle-ci n'est pas pour autant déficiente. Le professeur Collin en vient à dire que le problème est davantage la recherche du redressement du budget de la Ville que des problèmes de gestion de l'eau. L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon, publié un an plus tard, résume bien le calcul coûts/bénéfices effectué par *Le Devoir*:

²⁴³ CIRANO: Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations.

²⁴⁴ Francoeur, Louis-Gilles. 1996. «Privatisation: tout est sur la table». *Le Devoir* (Montréal), 23 janvier, p. A1.

Dans un document de référence produit à la demande du grand symposium prévu pour la fin de novembre, on apprend que le Québec ne consomme pas plus d'eau que les autres Canadiens, que le coût de revient est parmi les moins élevés au monde et que, moyennant la poursuite des investissements au rythme actuel, les installations existantes suffiront largement pour répondre à la demande prévisible. Voilà qui vient à contredire radicalement les arguments les plus sérieux des promoteurs de la privatisation qui tablaient sur l'urgence d'investir lourdement dans la modernisation des réseaux pour justifier l'intrusion de l'entreprise privée²⁴⁵.

Par la suite, s'éloignant de l'angle strictement municipal, *Le Devoir* cible le cadre législatif entourant l'eau au Québec. On souligne que l'un des problèmes au Québec est que la loi attribue une même valeur à toutes les utilisations de l'eau²⁴⁶.

Ainsi, c'est tout de même à travers une logique de rationalité économique que le débat sur la privatisation de l'eau a émergé et pris un sens au Québec. Pour *La Presse*, la discussion se résume à la recherche de l'approche la plus efficace pour la gestion de l'eau, qu'elle soit publique ou privée selon le critère du coût. *Le Devoir*, quant à lui, attaque son analyse coûts/bénéfices via la discussion des modes de gestion les plus efficaces pour ensuite transposer le débat vers la politique provinciale. Pour ce journal, la solution au problème se situe d'abord au niveau structurel par des changements politiques (lois, règlements, etc.). Dans les deux cas, la privatisation de l'eau n'a pas été envisagée à l'aune de critères environnementaux.

²⁴⁵ Sansfaçon, Jean-Robert.1997. «Histoires d'eau. Nos gens d'affaires auraient-ils été mystifiés, comme d'autres l'ont été par des prospecteurs d'or? », *Le Devoir* (Montréal), 4 septembre, p. A8.

²⁴⁶ Charest, Rémy.1997. «Gestion de l'eau? La loi de l'eau. Aucun n'usage n'a de priorité sur les autres dans la loi ». *Le Devoir* (Montréal), 6 décembre, p. F3.

6.7.4. Quatrième étape: l'indignation (1997)

La quatrième étape caractérisant le déroulement de la couverture de *La Presse* et du *Devoir* est celle de l'indignation et se situe à l'année 1997. Cette période se veut le moment où les comportements que l'on considère responsables sont pointés du doigt. Bien souvent, cette étape correspond à désignation des personnes à blâmer. Dans le cas de la privatisation de l'eau dans *La Presse* et *Le Devoir*, cette indignation s'est tournée surtout contre deux acteurs clés, perçus comme des menaces pour la société québécoise: les entreprises intéressées par la privatisation de l'eau et le maire Bourque.

6.7.4.1 Bourque «le traître»

L'absence de transparence et les contradictions dans les propos de l'administration Bourque dans le dossier ont été fortement mises de l'avant tout au long de la couverture sur la privatisation de l'eau, de sorte que vers la fin de l'année 1996, Bourque est présenté comme un «traître». Dans *La Presse*, on met à jour la «trahison» de l'administration Bourque envers la population par l'énumération de rencontres «en douce» avec le privé²⁴⁷. Dans *Le Devoir*, l'article «Ce robinet tant convoité» (5 novembre 1996) reproche au maire son manque de rigueur administrative dans le dossier. On s'interroge sur la capacité de la Ville à dire que la gestion de l'eau «coûte trop cher» alors qu'à ce moment, il n'existait aucune documentation sérieuse permettant de savoir combien il en coûtait à Montréal pour produire son eau. Principalement, on sous-entend la possibilité que le maire ait déjà choisi son camp sur la question, et ce, avant d'avoir les outils pour mesurer le coût de l'eau:

²⁴⁷ Laberge, Yvon. 1996. «Eau à vendre. Trois titans convoient l'eau de Montréal». *La Presse* (Montréal), 24 février 1996, p. A1.

Sous le couvert d'une volonté de fouetter les finances de la Ville de Montréal, le maire Pierre Bourque emprunte la voie de la privatisation des services municipaux. Après seulement deux ans au pouvoir à tenter de réaliser le redressement promis, le choix de l'administration montréalaise prend plutôt l'allure d'un aveu d'impuissance²⁴⁸.

Bref, le maire Bourque n'a pas eu bonne presse lors de la couverture sur la privatisation de l'eau.

6.7.4.2 L'entreprise privée: une «bête» assoiffée de profits!

Cette mise en scène se note particulièrement dans l'article de *La Presse* «Eau à vendre. Trois titans convoitent l'eau de Montréal.²⁴⁹» Dès le «lead» de l'article, on note une écriture teintée vers le récit lorsqu'il est temps de représenter les entreprises françaises intéressées par l'eau: «[...] ils sont énormes: ensemble, ils totalisent plus d'un demi-million d'employés. Ils sont créatifs: ils ont inventé des procédés étonnants pour filtrer l'eau, asphalter les routes, dépolluer les terrains. Ils sont puissants. Et très gourmands.» À la recherche de profits, ces «colosses» ont «soif» et constituent visiblement une menace: «Les trois titans français des travaux publics veulent conquérir le monde. Montréal fait partie des villes qu'ils ont épinglées sur la planisphère. Premier objet d'intérêt: l'eau. Ils s'y connaissent. Ils ont tous l'argent nécessaire pour la faire couler, vite et pure, dans vos robinets.²⁵⁰»

Plusieurs titres d'articles confirment cette hypothèse d'une représentation diabolique de l'entreprise privée qui «convoite» l'eau «depuis longtemps». Dans le

²⁴⁸ Lévesque, Kathleen. 1996. «Ce robinet tant convoité». *Le Devoir* (Montréal), 5 novembre 1996, p. A1.

²⁴⁹ Laberge, Yvon et André Noël. 1996. «Eau à vendre_Trois titans convoitent l'eau de Montréal». *La Presse* (Montréal), 24 février 1996, p. A1.

²⁵⁰ *loc cit.*, p. A1.

titre «Des promoteurs de Saint-Amable devront refaire leurs devoirs. La cour met de l'ordre dans le cas de la privatisation» (*La Presse*, 24 octobre 1996), on souligne bien l'absence de compétence du privé. Kathleen Lévesque, dans l'article d'analyse «Ce robinet tant convoité», (*Le Devoir*, 5 novembre 1996), n'hésite pas à ridiculiser les compagnies et leur mécène, Pierre Bourque:

Voilà donc la sacro-sainte entreprise privée accourir à la rescousse de Montréal. Dans le seul dossier de la privatisation de l'eau, ce sont au mois quatorze firmes d'ingénierie ou de courtage en valeur mobilière ainsi que des institutions financières qui font le pied de grue devant l'hôtel de ville. Toute cette bousculade rend suspecte cette soudaine volonté des nouveaux porteurs d'eaux d'alléger le fardeau fiscal des Montréalais. Il est peu probable que ce soit un sentiment d'abnégation envers la collectivité qui anime l'entreprise privée²⁵¹.

Les journalistes Yvon Laberge et André Noël iront même jusqu'à qualifier les activités de lobbying des différentes compagnies de «débarquement gaulois». *La Presse*, reprenant à grandes citations les propos de Michel Chartrand, ancien président du Conseil général de Montréal (CSN), favorise une vision de voleur de ces entreprises: «Des truands, on en a assez au Québec sans qu'on ait besoin d'en importer! [...] Les dirigeants de ces compagnies-là se prétendent experts: ce sont des experts-voleurs! [...] Ce sont des corrupteurs publics: les politiciens qui négocient avec eux sont des complices! En vertu de quoi nos ingénieurs du secteur public ne seraient pas de vrais experts, eux? »

Bref, par ces représentations de *La Presse* et du *Devoir*, on comprend que dans ce litige, les compagnies privées ne sont pas des partenaires, mais bien des menaces dont il faut se méfier. Avec une telle image, il est difficile par la suite d'être favorable

²⁵¹ Lévesque, Kathleen. 1996. «Ce robinet tant convoité». *Le Devoir* (Montréal), 5 novembre 1996, p. A1.

à un tel projet puisque le passage des services d'eau au privé est envisagé comme une perte de la capacité de la société à gérer son eau.

6.7.5 Cinquième étape: l'émergence d'un idéal de vie collective pour contrer le problème (janvier 1997 à 1998)

La dernière étape observable au sein de notre échantillon est celle de l'émergence d'un idéal de vie collective. À ce moment, «les représentants politiques indiquent que la solution globale se trouve dans une restructuration des relations entre les collectivités concernées par le problème, afin de former un ensemble social qui en prend acte.²⁵²» C'est le moment de la promesse du déclenchement de solutions. Bien souvent, des valeurs de solidarité envers les générations sont mises de l'avant en guise d'idéal de vie collective pour contrer le problème. Lorsque la promesse où l'enclenchement des solutions se met en branle, le sujet disparaît graduellement de l'espace public.

Dans le cas de la privatisation de l'eau, l'annonce d'une solution globale par les politiciens est rapportée le 14 avril 1997 dans un article du *Devoir* s'intitulant «Non à la privatisation de l'eau. Québec tranche: L'eau est une ressource stratégique et un bien public qui doit demeurer sous contrôle public.²⁵³» Pour *La Presse*, c'est plutôt le 8 décembre 1999 que l'on annonce la solution globale envisagée par le pouvoir

²⁵² Tessier, Robert. 1996. *L'éthique d'une société face aux pluies acides. Le cas du Québec*. Laval: Les Presses de l'Université Laval, p. 85.

²⁵³ Lévesque, Kathleen. 1997. «Non à la privatisation de l'eau. Québec tranche: "L'eau est une ressource stratégique et un bien public qui doit demeurer sous contrôle public"», *Le Devoir* (Montréal), 5 novembre 1996, p. A1.

politique, respectant toujours son angle plus métropolitain: «La Ville de Montréal dit non à la privatisation, à la tarification et aux compteurs d'eau.²⁵⁴»

En 1996, on note une diminution considérable des articles de la Presse, passant de trente en 1996, à huit en 1997. *Le Devoir* demeure relativement constant dans sa production d'écrits avec quinze articles en 1997, ce qui constitue trois articles de moins que l'année précédente. Du côté du journal indépendant, on publie à ce moment plusieurs articles sur ce que devrait être une future politique de l'eau que ce soit par des critiques («L'eau, pour qui? Franklin: un coûteux exemple de myopie environnementale et économique», «[...] Nos gens d'affaires auraient-ils été mystifiés, comme d'autres l'ont été par des prospecteurs d'or», «[...] La Loi de l'eau. Aucun n'usage de l'eau n'a de priorité sur les autres dans la loi»), des bilans («[...] Gestion privée ou public? À la veille d'un symposium sur la gestion de l'eau, où en est-on dans le dossier des infrastructures urbaines? »), ou par des recommandations («[...] Une politique de l'eau doit parler de développement, mais aussi de protection de la ressource»). À cet instant, la couverture du *Devoir* se caractérise par une mise en page constituée d'articles d'analyse sur la situation.

À partir de 1998, le problème est plus ou moins considéré comme résolu et la couverture chute pour s'éclipser (ou presque) de l'espace public. Entre 1998 et 2005, seulement quatre articles seront rédigés en moyenne, les deux journaux confondus. En 1998, seule *La Presse* écrit des articles sur la privatisation de l'eau, et ce, à travers le prisme de la campagne électorale municipale et en rendant compte des opinions des candidats sur la privatisation de l'eau²⁵⁵. En 2000, *Le Devoir* fera état du rapport sur

²⁵⁴ Bisson, Bruno. 1999. «La Ville de Montréal dit non à la privatisation, à la tarification et aux compteurs d'eau », *La Presse* (Montréal), 8 décembre 1999, p. A3.

²⁵⁵ Les titres des articles sont: «Duchesneau et Prescott font la paire contre la privatisation et la tarification de l'eau» (27 juin 1998), «Les municipales 98. Ni privatisation de l'eau, ni tarifications» (7 octobre 1998) et «Les municipales 98. Une candidate d'Équipe Montréal se déclare en faveur de l'installation des compteurs d'eau» (14 octobre 1997).

la gestion de l'eau du BAPE et de la guerre de l'eau en Bolivie. En 2001 et 2002, les deux journaux abordent la privatisation dans le cadre de deux sommets: le Sommet des Amériques et le Sommet mondial pour le développement durable. On observe un timide retour du sujet en 2003. Dans un contexte tentant de légitimer les partenariats-publics-privés (PPP) auprès de la population, la ministre Monique Jérôme-Forget avait fait part des «avantages» de la privatisation de l'eau. Quelques articles sont venus «rappeler à l'ordre» la ministre, évoquant justement les débats de 1996 et 1997 sur la question. Malgré les bourbes de la politicienne, la couverture sur la privatisation de l'eau demeure marginale.

La disparition du débat est surprenante. Nous pensions trouver une relance des discussions dans le cadre de la Commission Beauchamp en 1999-2000, et lors du dépôt de son rapport en 2001. Ce ne fut pas le cas. Malgré qu'il n'existe toujours pas de législation claire interdisant la privatisation de l'eau, le débat semble avoir totalement disparu.

CONCLUSION/DISCUSSION

*Two waterfalls do not hear each other*²⁵⁶

A) Synthèse de la recherche

Rappelons que ce mémoire avait comme objectif de mettre en lumière les caractéristiques du cadrage médiatique de l'eau fait par *La Presse* et *Le Devoir* dans le cadre d'un débat particulier: celui de sa privatisation, de 1995 à 2005.

En guise d'entrée en matière, nous avons vu que la notion d'«environnement» a beaucoup évolué dans les trente dernières années. À l'origine, la notion désignait l'action permettant la préservation de certains éléments de la nature, sans vraiment établir de lien entre eux (par exemple: la conservation d'animaux en voie d'extinction). Aujourd'hui, l'environnement fait référence aux rapports problématiques que l'homme entretient avec la nature. D'une vision sectorielle des éléments, nous sommes passés à une vision d'interdépendance, notamment grâce à la médiatisation de problématiques aux conséquences globales qui touchent l'ensemble de la planète (pluies acides, réchauffement climatique, trou dans la couche d'ozone, etc.).

²⁵⁶ Proverbe du groupe ethnique Gikuyu au Kenya. Source: <http://www.wateryear2003.org/fr/ev> (page consultée le 11 août 2007).

Le postulat de départ de cette recherche était donc qu'il existe un lien entre la montée des préoccupations environnementales et la grande presse. À ce sujet, nombreux sont les exemples où les populations, alertées par les médias, ont fait pression sur leurs gouvernements pour que suivent des alternatives (le Protocole de Montréal, le Plan d'action pour la Méditerranée et la Convention sur les changements climatiques). Les médias possèdent donc une large part de responsabilité dans la reconnaissance de l'environnement comme «problème politique²⁵⁷».

Dans le chapitre 2, et afin de bien situer les enjeux de notre problématique, nous nous sommes penchée sur les multiples dimensions constitutives de l'eau et les enjeux qui la transcendent. Ces conclusions nous apprennent que l'eau doit surtout être perçue par les sociétés comme une contrainte, car aucune vie sur Terre ne peut s'en passer bien longtemps²⁵⁸. L'objectif de ce chapitre était de faire ressortir le fait qu'au-delà de son utilité économique, l'eau est un élément nécessaire aux grands systèmes de la vie sur la planète et qu'il ne s'agit pas d'une ressource comme les autres. Il nous semblait intéressant d'étudier la représentation de cette ressource unique dans une province caractérisée par son abondance.

Dans les chapitres 3 et 4, nous avons vu que la presse écrite contribue grandement à définir et à légitimer ce que la société définit comme un «objet environnemental». Tel que développé un peu plus tôt dans le cadre théorique et conceptuel de cette recherche, les médias sont des intermédiaires qui, à leur façon, réinterprètent les événements environnementaux. Par conséquent, ils offrent des «visions» particulières de l'environnement, des «représentations» qui ne sont pas sans effet sur les actions que nous posons par la suite car, le désir d'agir en environnement dépend largement

²⁵⁷ Allan, Stuart, Barbara Adam et Cynthia Carter. 2000. *Environmental Risks and the Media*. Londres et New York: Routledge, p. 5.

²⁵⁸ Haghe, Jean-Paul. P.d. *Les représentations de l'eau dans le monde par les nouveaux manuels de géographie de seconde*. Rouen: IUFM, p. 4.

des capacités des individus à se représenter les enjeux environnementaux. Parmi les facteurs favorisant l'action en environnement se trouvent la transmission de connaissance, l'application d'un diagnostic concernant l'état de la ressource, la connaissance d'actions stratégiques et le sentiment que l'on peut modifier le cours des choses (aussi appelé le centre de contrôle interne). Autrement dit, les médias, dans leur manière de rendre intelligibles les problèmes environnementaux et dans leur représentation du succès environnemental, et par une représentation du citoyen comme acteur central pour la préservation de l'environnement, ont le pouvoir de favoriser l'agir en environnement. Est-ce le cas? De façon générale, nous avons vu au sein de la littérature sur le cadrage médiatique de l'environnement que, dans l'ensemble, les médias produisent et reflètent une vision de l'environnement favorisant peu la compréhension de ces phénomènes, choisissant plutôt une logique de divertissement.

Dans le chapitre 5, nous avons présenté notre corpus, notre méthode d'analyse et nos catégories d'analyse. Principalement, ce travail s'est appuyé sur les travaux portant sur l'analyse de contenu de Laurence Bardin. Le déroulement de notre analyse s'est structuré autour de deux axes: d'une part, nous avons observé la forme qu'a prise l'information tout au long de cette couverture (nombre de mots, nombre d'articles, types d'articles utilisés, narration, etc.). Au niveau du contenu, nous avons examiné quels étaient les thèmes dominants mis en avant par les journalistes, à qui la responsabilité du problème de la privatisation avait été reconnue et quels étaient l'impact sur la santé humaine et les solutions envisageables.

B) Une dissolution de la nouvelle environnementale

Dans l'ensemble, les résultats de notre analyse témoignent d'une dissolution de la nouvelle environnementale au profit d'une couverture de nature essentiellement politique et ce, principalement à l'échelon municipal. L'enjeu était de savoir si la

privatisation des aqueducs de Montréal était une «bonne» solution et la plus «rentable» des alternatives pour les Québécois. Ce ne sont donc pas les inconvénients environnementaux sur la santé humaine qui ont suscité le débat, mais bien la question de savoir quel système de gestion (privé ou public) était le plus efficace en termes de coûts/bénéfices. En fait, la privatisation de l'eau a très peu été envisagée comme un problème environnemental ; dans seulement 0,9% des cas, les conséquences de la privatisation sur la santé humaine et sur l'environnement ont été mentionnées. C'est donc largement les dimensions techniques et économiques d'un choix politique entre une eau publique (*res communes*) et une eau privée qui ont été abordées.

De plus, la problématique de la privatisation de l'eau au Québec a été essentiellement comprise par les médias comme une problématique urbaine, voire montréalaise. Hormis l'apparition de grandes villes comme Québec et de Laval, aucune autre région hors de Québec n'a été sollicitée. Ceci s'explique probablement du fait que les deux quotidiens utilisés pour cette analyse se situent à Montréal. Néanmoins, la privatisation des infrastructures de l'eau est une question qui touche l'ensemble du Québec, car une privatisation à Montréal aurait ouvert la voie pour toutes les autres municipalités.

C) *La Presse* et *Le Devoir*: des «chiens de garde» efficaces, mais déficitaires dans l'explication

À la lumière de cette analyse, nous concluons que si *La Presse* et *Le Devoir* ont été extrêmement efficaces afin d'alerter la population face à ce qui semblait être une «main basse» sur l'eau par le privé, force est de constater que ceux-ci ont peu joué leur rôle d' éducateurs face à la dimension environnementale du litige.

La couverture s'est déroulée en quatre phases soit: la mise en évidence du problème, la reconnaissance du problème, l'indignation et la recherche de solutions. Ce qui étonne particulièrement, c'est la nature des récits des deux journaux, construits de façon similaire: le ton est à la méfiance dès l'entrée en scène du sujet, en 1995, et ce, avant même qu'une analyse des avantages coûts/bénéfices ne soit effectuée. Ensuite, le sens est créé autour d'une valeur comptable et économique, plutôt qu'environnementale, à travers la question: quelle solution est la plus rentable pour les Québécois? Toutefois, les deux journaux se distingueront quant à la forme du sens: *La Presse* adopte une vision sectorielle de la problématique (étude du mode de gestion urbain le plus efficace), alors que *Le Devoir* embrasse une lecture plus structurelle à travers la remise en cause du système politique québécois gérant l'eau (étude du mode de gestion national le plus efficace). Dans les deux cas, notre échantillon nous indique une certaine mise en scène de deux acteurs que l'on juge responsables de la situation, l'un en «traître» (le maire Bourque) et l'autre en «bête assoiffée de profits» (l'entreprise privée). Bref, si les deux quotidiens ont été utiles afin d'alerter l'opinion publique sur la controverse, ceux-ci ont été plus timides dans la diffusion d'une information favorable à l'éducation relative à l'environnement. Trois principaux résultats nous permettent d'en arriver à cette conclusion: la dominance de la «nouvelle» comme forme d'article, le caractère ponctuel de la couverture, le faible nombre d'articles sur le sujet, le ton pessimiste et l'absence de diffusion d'actions stratégiques.

Dans plus de la moitié des cas, nos quotidiens ont fait appel à la «nouvelle» afin de rendre compte de la privatisation de l'eau. Appartenant au genre informatif, ce type d'article est utilisé afin de livrer l'information sans effectuer de diagnostic ou de commentaire, et est plus souvent qu'autrement peu contextualisé. Or, nous savons que parmi les facteurs favorisant l'action environnementale, la transmission de connaissance a été ciblée comme déterminante. Pour passer à l'acte, les individus doivent comprendre le problème, mais aussi les concepts liés aux phénomènes afin de

pouvoir effectuer un diagnostic sur la situation. C'est à partir de ce pronostic que ceux-ci prennent la décision d'agir ou non. Le genre élaboré, une famille d'articles utilisés afin d'aller plus en profondeur et qui compte notamment les dossiers et chroniques, ne compte que pour 17% du corpus de la *La Presse* et du *Devoir*. Nous pouvons dire que la couverture n'a pas favorisé le partage de connaissances puisque les articles du genre informatif n'ont pas le mandat de pousser la clarification, mais bien de décrire.

La couverture se démarque aussi par son caractère très ponctuel dans le temps. À ce sujet, 70% des articles écrits sur la privatisation de l'eau dans les onze années étudiées se situent en 1996 et 1997. Outre ces deux années, la place et l'intérêt du débat sur la privatisation est marginale puisque la production se situe autour de 3.5 articles par année. Nous pouvons donc dire que la couverture sur la privatisation de l'eau a été ponctuelle et non «durable». Cette nature «événementielle» de la couverture, se basant principalement sur le temps présent, permet difficilement au lecteur de prendre conscience de l'état de la ressource et de son évolution. Difficile de se faire une «tête» sur une problématique aussi complexe que la privatisation de l'eau sans retour historique. Une telle perception s'accompagne d'une habitude et d'une absence de questionnement concernant le problème et donc la stabilité des comportements. Par conséquent, l'individu doit pouvoir percevoir l'évolution de l'état de la ressource à travers une démarche comparative entre la situation actuelle, la situation antérieure et un état futur supposé.

À la lumière de cette étude de cas sur représentation du débat de la privatisation de l'eau au Québec dans *La Presse* et *Le Devoir*, nos conclusions, rejoignent celles d'Anders Hansen voulant que le fait qu'un problème environnemental soit amené à la conscience de l'opinion publique est peut-être moins dépendant de son ampleur factuelle que de la manière dont il est élaboré (construit) et maintenu dans l'espace

public²⁵⁹. Conséquemment, la représentation de l'environnement dans les médias n'est pas forcément représentative de la réalité matérielle de la situation environnementale²⁶⁰. À ce sujet, nous avons bien vu que de façon générale, les médias favorisent entre autres les sujets ayant une charge émotive forte, s'inscrivant dans le temps présent (l'actualité) et événementiels. Autrement dit, les deux quotidiens, parce qu'ils ont peu favorisé l'intelligibilité du problème environnemental, parce qu'ils ont peu représenté le succès environnemental et parce que le citoyen n'est pas ciblé comme un acteur central pouvant modifier le cours des choses, ont peu favorisé la motivation poussant à l'agir en environnement.

Après une décennie de débat dans les journaux et dans la société, le problème de la privatisation de l'eau ne retient plus l'attention. La population, comme les dirigeants, ne s'inquiète plus de cette menace. Le nombre d'articles sur le sujet a chuté considérablement. À l'occasion, quelques articles réapparaissent afin de rappeler aux «Monique Jérôme Forget» de ce monde que l'eau n'est pas à vendre. En ce sens, les médias ont largement joué leur rôle de chien garde. Mais avons-nous raison de dormir sur nos deux oreilles?

Au moment où nous écrivons ces lignes, la question du statut de l'eau dans l'ALENA demeure toujours aussi floue. Le 25 avril 2007, des groupes environnementaux, sociaux et syndicaux de tout le Canada tentaient de faire échec au pacte nord-américain sur les ressources en eau et sur les richesses naturelles du Canada que prépare derrière des portes closes une poignée d'oligarques du secteur privé et des gouvernements du Canada, des États-Unis et du Mexique dans le cadre

²⁵⁹ Hansen, Anders. 1993. *The Mass Media and the Environmental Issues*. Leceister: Leceister University Press, p. 15.

²⁶⁰ *Ibid.*, p. 16.

du North American Future 2025 Project²⁶¹. De plus, la loi 134, adoptée en décembre 2005 par le gouvernement Charest, permet aux municipalités de confier non seulement la gestion, mais également le financement de l'eau, des parcs et des matières résiduelles, à l'entreprise privée. Plusieurs groupes environnementaux et de gauche accusent le gouvernement Charest de privatiser en douce ces infrastructures. Une entreprise pourra, par exemple, financer à 100 % la construction d'une centrale d'épuration et en assurer la gestion. Des organisations comme Eau Secours! craignent notamment qu'en cédant la gestion de l'eau au plus offrant, Québec n'ouvre la voie à la privatisation des infrastructures. Dans un contexte où tous prennent à leur compte le discours «vert», le grand défi qui attend les questions environnementales, notamment celle de la privatisation de l'eau, sera de demeurer au sein de l'espace public sans susciter le désintérêt de la population.

D) Enfin de bonnes nouvelles²⁶²?

Terminer un mémoire portant sur la couverture médiatique de l'environnement en 2007 sur une note négative serait une erreur et une contradiction de notre part. Notamment parce que depuis le début de ces pages, nous défendons l'idée qu'il est important de valoriser une image positive dans la représentation de ces idées, mais aussi parce que les choses ont radicalement changé depuis que nous avons entamé l'écriture de ce mémoire, il y a de cela maintenant un an. Effectivement, dans le courant de la dernière année, il semble que la couverture de presse de

²⁶¹ Selon le Conseil des Canadiens et Eau Secours!, deux organismes qui regroupent des dizaines d'organismes syndicaux, sociaux et environnementaux, le projet de continentalisation des ressources, n'est en réalité qu'une façon déguisée pour les États-Unis de s'appropriier les ressources en eau du Canada, tout comme ce pays a pris le contrôle à 50 % des secteurs du gaz et du pétrole canadien, dont la production sert désormais à 70 % la boulimie énergétique de nos voisins du Sud. Source: Francoeur, Louis-Gilles. 2007. «Faire échec aux transferts massifs d'eau», *Le Devoir* (Montréal), mercredi 25 avril 2007, p. A1.

²⁶² Nous reprenons ici le titre du livre de David Susuki et Holly Dressel, *Enfin de bonnes nouvelles* (2007), paru aux éditions Boréal.

l'environnement a largement gagné en profondeur. Ceci se constate simplement par la très grande diversité des sujets dits verts. Aujourd'hui, la presse s'intéresse à la gestion des matières résiduelles lors des grands festivals, aux algues bleues, à la mode écologique, aux impacts environnementaux du tourisme, au vélo-partage, aux entrepreneurs verts, etc. Bref, on assiste à une diversification des sujets qui nous indique une certaine ouverture sur les enjeux environnementaux. À cet effet, la manière dont le phénomène des algues bleues a été couvert nous permet d'apprécier ces changements dans le cadrage journalistique. Les reportages expliquant l'origine et les causes du problème furent très nombreux. Les journalistes se sont appliqués à mettre en valeur des succès en actions environnementales, soit les citoyens et municipalités s'étant mis au travail afin de limiter les dommages. Les alternatives furent nombreuses à être mises de l'avant: utilisation des savons à lessive sans phosphate, interdiction d'utiliser des pesticides aux abords des lacs, développement d'astuces juridiques par certaines municipalités afin d'imposer les marais filtrants, etc. Autant d'indices qui nous poussent à croire que nous avons dépassé ce stade de la simple dénonciation à travers l'énumération de grandes catastrophes écologiques, comme les accidents technologiques et les catastrophes naturelles de toutes sortes (tornades, glissements de terrain, inondations, etc.).

Le pari qui accompagne la communication de l'environnement dans les médias est celui de dépasser cette logique de l'actualité. À vouloir toujours parler du «présent», les médias ne favorisent pas la prévention en environnement, mais perpétuent une logique de réaction plutôt que de devancer les problèmes. La communication médiatique de l'environnement devra, dans les prochaines années, aller au-devant des questions et favoriser leur résolution, avant même qu'elles ne se manifestent. Appliqué au thème de l'eau, il s'agira pour les médias de reconnaître les multiples valeurs qui la constituent et ce, «avant que le puits ne soit à sec.²⁶³»

²⁶³ Proverbe que l'on retrouve partout à travers le monde.

Annexe 1¹:

Liste des articles retenus pour l'analyse

Corpus de 1995 à 2005

Recherche dans *Biblio Branchée*

Du 1^{ier} janvier 1995 au 31 décembre 2005

Quotidiens: *La Presse* et *Le Devoir*

Mots clés: «Privatisation» et «eau»

1995

1. Le Devoir. «Laval. Il faut cesser de gaspiller plutôt que de privatiser, disent les cols bleus», Duclos, Rachel, Actualité, vendredi le 3 mars 1995, p. A3.
2. La Presse. «Laval s'apprête à demander l'autorisation de créer une société responsable de l'approvisionnement en eau». Charbonneau, Jean-Paul, Nouvelles générales, jeudi 9 mars 1995, p. A4.
3. La Presse. «La privatisation de l'eau potable est dans l'air. Le responsable du dossier au Comité exécutif. Germain Prigent, ne nie pas la rumeur qui circule». Laberge, Yvon, Nouvelles générales, vendredi 8 décembre 1995, p. A15.

1996

4. Le Devoir. «Privatisation de l'eau: tout est sur la table». Francoeur, Louis-Gilles, Les Actualités, mardi 23 janvier 1996, p. A1.

¹ La mise en page de cette section est reprise du mémoire d'Anne-Sophie Legendre «L'environnement au risque des médias. Le cas des OGN dans la presse écrite québécoise 1990 à 2000» (2006), p. 135.

5. La Presse. «L'eau de Montréal plus chère l'an prochain. C'est le premier pas vers la privatisation du réseau d'aqueduc», Pépin, André, Nouvelles générales, vendredi 2 février 1996, p. A3.
6. La Presse. «Unterberg intéressé par la privatisation de l'aqueduc», Pelchat, Martin, Nouvelles générales, lundi 5 février 1996, p. A3.
7. La Presse. «Eau à vendre. Trois titans convoitent l'eau de Montréal», Laberge, Yvon; Noël, André, Nouvelles générales, samedi 24 février 1996, p. A1.
8. La Presse. «Eau à vendre. Privatisation en eau trouble. Des millions de dollars de profits sont en jeu», Laberge, Yvon; Noël, André, Actualités, samedi 24 février 1996, p. A19.
9. La Presse. «Eau à vendre. Des essais ratés! », Laberge, Yvon; Noël, André, Nouvelles générales, dimanche 25 février 1996, p. A1.
10. La Presse. «Douche froide sur la privatisation de l'eau», Noël, André, Montréal métro, mercredi 6 mars 1996, p. A3.
11. Le Devoir, «Le RCM se prononce contre la privatisation de l'eau. Le chef de l'opposition ne croit pas aux présumées économies», Baillargeon, Stéphane, Les Actualités, lundi 11 mars 1996, p. A3
12. La Presse. «Le RCM exige la vérité sur l'aqueduc», Clément, Éric, Montréal métro, lundi 11 mars 1996, p. A3.
13. Le Devoir. «Privatisation. L'eau et les immeubles intéressent aussi SNC-Lavalin», Myles, Brian, Montréal, jeudi 14 mars 1996, p. A3.
14. La Presse. «Aqueduc: privatiser n'est pas rénover», Perreault, Mathieu, Nouvelles générales, mardi 23 avril 1996, p. A10.
15. La Presse. «La privatisation prend de l'ampleur à l'échelle planétaire», Le François, Pierre (ancien haut fonctionnaire), Opinions, samedi 27 avril 1996, p. B3.
16. Le Devoir. «Privatisation des systèmes de traitement de l'eau. Un Enjeu sensationnaliste», Verreault, Louise, Idées, vendredi 10 mai 1996, p. A11.
17. La Presse. «Non, à la privatisation de l'eau! », Joseph Bunkoczy (Montréal), La boîte aux lettres, Éditorial, vendredi 17 mai 1996, p. B2.

18. La Presse. «Privatisation de l'eau: un faux débat», Dubuc, Alain, Éditorial, Montréal, mercredi le 22 mai 1996, p. B2.
19. La Presse. «Cogestion de l'eau plutôt que privatisation? », Bonhomme, Jean-Pierre, Actualités, mardi 28 mai 1996, p. A16.
20. La Presse. «L'eau de Montréal fait bouillir Michel Chartrand», Noël, André, Nouvelles générales, jeudi 13 juin 1996, p. A10.
21. Le Devoir. «La privatisation du système d'eau ne coule pas de source. Là où elle a été réalisée, ce fut toujours au désavantage de la population», Bunkoczy, Joseph (Ingénieur, MBA), Idées, samedi 22 juin 1996, p. A9.
22. Le Devoir. «Gaz Métro convoite l'ensemble des réseaux d'aqueduc du Québec», Lévesque, Kathleen, Les Actualités, mercredi 9 octobre 1996, p. A1.
23. La Presse. «Québec négocie la distribution de l'eau potable avec l'entreprise privée», Gagnon, Katia, Politique, jeudi 10 octobre 1996, p. B1.
24. Le Devoir. «Montréal pressé de privatiser son eau. La Ville enclencherait le processus de privatisation d'ici trois mois», Lévesque, Kathleen, Les Actualités, jeudi 10 octobre 1996, p. A1.
25. Le Devoir. «Défilé capitaliste à l'hôtel de ville. La perspective de la privatisation de l'eau fait saliver les dirigeants des grandes institutions financières», Lévesque, Kathleen, Montréal, samedi 19 octobre 1996, p. A4.
26. Le Devoir. «Privatisation de l'eau. Montréal devra respecter les lois, dit Trudel», Cloutier, Mario; Lévesque, Kathleen, Montréal, mercredi 23 octobre 1996, p. A3.
27. La Presse. «Des promoteurs de Saint-Amable devront refaire leurs devoirs. La cour met de l'ordre dans un cas de privatisation», Boisvert, Yves, Montréal métro, jeudi 24 octobre 1996, p. A6.
28. Le Devoir. «Bourque veut céder 47 activités. Mais la gestion de l'eau sera traitée séparément», Lévesque, Kathleen, Les Actualités, samedi 26 octobre 1996, p. A1.
29. Le Devoir, «Les eaux troubles de la privatisation. Beaucoup de questions, les réponses demeurent flottantes», Pichette, Jean, Économie, samedi 26 octobre 1996, p. C1.

30. La Presse. «La privatisation de l'eau est envisagée pour tout le territoire», Noël, André, Nouvelles générales, samedi 26 octobre 1996, p. A1.
31. La Presse. «Privatisation: Laval et Québec disent NON. Les maires Vaillancourt et L'Allier ne veulent pas céder leurs services d'aqueduc au privé», Clément, Éric, Nouvelles générales, dimanche 27 octobre 1996, p. A1.
32. La Presse. «Privatisation des services d'aqueduc: un rapport désuet commandé par Chevrette», Clément, Éric, Montréal métro, lundi 28 octobre 1996, p. A9.
33. La Presse. «Privatisation de l'eau: bisbille à la FTQ», Noël, André, Montréal métro, mardi 29 octobre 1996, p. A7.
34. La Presse. «On suggère aux groupes de locataires de s'organiser rapidement», Noël, André, Montréal métro, mardi 29 octobre 1996, p. A7.
35. Le Devoir. «Privatisation de l'eau: Des sociétés bien informées. Au moins quatorze firmes d'ici et d'ailleurs ont déjà manifesté leur intérêt», Lévesque, Kathleen, Montréal, mardi 29 octobre 1996, p. A3.
36. La Presse. «La privatisation de l'eau a été un désastre à l'étranger. Le prof Lauzon arrive à cette conclusion après avoir étudié des cas en Angleterre et en Afrique», Noël, André, Montréal métro, vendredi 1 novembre 1996, p. A9.
37. La Presse. «Lefebvre accuse le maire de Laval d'avoir abusé l'Assemblée nationale», Clément, Éric, Nouvelles générales, dimanche 3 novembre 1996, p. A3.
38. Le Devoir. «La «cuvée» du maire Bourque pourrait coûter cher. Le syndicat des professionnels dénonce le projet de privatisation de l'aqueduc», Lévesque, Kathleen, Montréal, jeudi 14 novembre 1996, p. A3.
39. Le Devoir. «Ce robinet tant convoité», Lévesque, Kathleen, Les Actualités, Perspectives, mardi 5 novembre 1996, p. A1
40. Le Devoir. «Pour une véritable politique de l'eau. La SQAÉ propose la création d'une agence nationale de l'eau», Lévesque, Kathleen; Francoeur, Louis-Gilles, Montréal, mardi 5 novembre 1996, p. A3.
41. La Presse. «Privatisation de l'eau potable à Montréal? », Daniel Parent (Montréal), La boîte aux lettres, Éditorial, lundi 11 novembre 1996, p. B2.

42. La Presse. «Privatisation de l'eau: Trudel refroidit les ardeurs. Un éventuel projet en ce sens devrait obtenir l'aval du cabinet», Gagnon, Katia, Politique, jeudi 14 novembre 1996, p. B1.
43. La Presse. «La Ville crée un «Fonds de l'eau». L'opposition y voit un autre pas vers la privatisation», Noël, André, Nouvelles générales, mardi 3 décembre 1996, p. A4.
44. Le Devoir. «Privatisation de l'eau: L'administration Bourque placée sous haute surveillance. Québec n'hésitera pas à intervenir pour sauvegarder l'intérêt public», Cloutier, Mario; Lévesque, Kathleen, Montréal, mercredi 4 décembre 1996, p. A3.
45. Le Devoir. «Dossier de l'eau. Trudel commande une étude sur l'état des réseaux», Lévesque, Kathleen, Montréal, samedi 7 décembre 1996, p. A4.
46. Le Devoir. «La privatisation de l'eau à Outremont au XIXe siècle: Les leçons du passé. De nos jours, on croit découvrir les vertus de la privatisation des services publics, mais il n'y a là rien de neuf...», Deslauriers, Monique (Présidente de la Société d'histoire d'Outremont), Idées, samedi 7 décembre 1996, p. A11.
47. La Presse. «L'impartition de l'eau: les enjeux. Le rôle d'une municipalité est plus de concevoir et d'acheter aux meilleures conditions les meilleurs services publics que de produire elle-même ces services», Boyer, Marcel; Patry, Michel, Opinions, mercredi 11 décembre 1996, p. B3.
48. La Presse. «Privatisation de l'eau: les options. Partout dans le monde, on exige que la prestation des services et la qualité de l'eau soient soumises au contrôle public», Boyer, Marcel; Patry, Michel, Opinions, jeudi 12 décembre 1996, p. B3.
49. La Presse. «Eau: les coûts ne sont pas liés au mode de gestion public ou privé. Un contrat d'impartition bien conçu s'adapte aux circonstances», Boyer, Marcel; Patry, Michel (universitaires), Opinions, vendredi 13 décembre 1996, p. B3.
50. La Presse. «Le service d'eau de Montréal est dans un état satisfaisant». Bisson, Bruno, Montréal métro, mardi 24 décembre 1996, p. A9.
51. La Presse. «La Ville s'engage dans la voie de la tarification de l'eau potable», Bisson, Bruno, Nouvelles générales, mardi 24 décembre 1996, p. A1.

1997

52. La Presse. «Eau: Montréal patauge. L'expérience de la plus grande ville du Québec démontre qu'il faut rester prudent», Gruda, Agnès, Éditorial, jeudi 9 janvier 1997, p. B2.
53. Le Devoir. «Privatisation de l'eau. Bourque repousse la consultation publique au mois de mars», Lévesque, Kathleen, Montréal, mercredi 22 janvier 1997, p. A3.
54. Le Devoir. «Privatisation de l'eau: Des citoyens lancent le débat. Spectacle et soirée d'information à l'UQAM», Lévesque, Kathleen, Montréal, mardi 25 février 1997, p. A3.
55. La Presse. «Plus de 1000 personnes à une soirée contre la privatisation de l'eau», Noël, André. Montréal métro, mercredi 26 février 1997, p. A9.
56. La Presse. «Montréal reporte sa consultation sur l'eau», Noël, André, Montréal métro, jeudi 27 février 1997, p. A9.
57. Le Devoir. «Privatisation de l'eau: Tecsalt voit d'un bon oeil que Québec s'en mêle. En ayant une politique de l'eau, ça mettra de l'ordre dans tout ça», Lévesque, Kathleen, Montréal, vendredi 28 février 1997, p. A3.
58. La Presse. «Tecsalt croit que l'eau sera privatisée», Noël, André, Montréal métro, vendredi 28 février 1997, p. A6.
59. Le Devoir. «La privatisation de l'eau à Montréal: Le Québec, futur pays de la soif? L'eau est un bien collectif, un élément du patrimoine que l'on ne doit pas liquider au secteur privé», Roy, Pierre-Paul (Retraité), Idées, lundi 24 mars 1997, p. A9.
60. Le Devoir. «La résistance à la privatisation de l'eau atteint les sphères politiques. Certains députés péquistes s'inquiètent de la frénésie du secteur privé à mettre la main sur ce bien collectif», Lévesque, Kathleen, Les Actualités, mardi 1 avril 1997, p. A3.
61. Le Devoir. «Une étude commandée par les syndicats se dit favorable à l'exportation d'eau. Préparée par Léo-Paul Lauzon, elle appuie la proposition de Jean Coutu», Lévesque, Kathleen, Montréal, vendredi 4 avril 1997, p. A3.

62. La Presse. «Économiser l'eau sans compteur ni privatisation », Noël, André, Montréal métro, vendredi 4 avril 1997, p. A7.
63. La Presse. «Pour éviter de se retrouver le bec à l'eau... », Blain, Louise (Intervenante à l'ACEF du Nord de Montréal), Opinions, vendredi 4 avril 1997, p. B3.
64. Le Devoir. «Privatisation de l'eau dans le monde Les expériences britannique et française, des leçons pour le Québec: Privatiser l'eau sans débat public préalable ferait entorse à l'opposition exprimée des citoyens», Lauzon, Léo-Paul; Patenaude, François; Poirier, Martin, Idées, samedi 5 avril 1997, p. A9.
65. La Presse, «Le partenariat est bien engagé», Côté, Charles, Économie, samedi 12 avril 1997, p. F6.
66. Le Devoir. «Non à la privatisation de l'eau. Québec tranche: L'eau est une ressource stratégique et un bien public qui doit demeurer sous contrôle public», Lévesque, Kathleen, Les Actualités, lundi 14 avril 1997, p. A1.
67. Le Devoir. «Privatisation de l'eau: Les opposants restent vigilants. Les intentions de Québec sont néanmoins accueillies avec soulagement», Lévesque, Kathleen, Actualité, mardi le 15 avril 1997, p. A3.
68. Le Devoir. «L'eau pour boire et pour vivre. Une politique de l'eau doit parler de développement, mais aussi de protection de la ressource», Sansfaçon, Jean-Robert, Éditorial, lundi 21 avril 1997, p. A6.
69. La Presse. «Le vérificateur de la Ville de Montréal accuse les responsables des finances de mauvaise foi», Noël, André, Montréal métro, mercredi 14 mai 1997, p. A7.
70. Le Devoir. «L'eau, pour qui? Franklin: un coûteux exemple de myopie environnementale et économique», Desnommée, Monique; Lavallée, André; Pedneault, Hélène; Pelletier, Gabrielle; Vandelac, Louise, Idées, mercredi 30 juillet 1997, p. A7.
71. Le Devoir. «Histoires d'eau. Nos gens d'affaires auraient-ils été mystifiés, comme d'autres l'ont été par des prospecteurs d'or? », Sansfaçon, Jean-Robert, Éditorial, jeudi 4 septembre 1997, p. A6.
72. Le Devoir. «Une autre régie d'État», Pierre Aubry (Montréal), Éditorial, Lettres, vendredi 5 septembre 1997, p. A8.

- 73. Le Devoir. «Gestion de l'eau. La loi et l'eau. Aucun usage de l'eau n'a de priorité sur les autres dans la loi», Charest, Rémy, Cahier spécial, samedi 6 décembre 1997, p. F3.
- 74. Le Devoir. «Gestion de l'eau. Gestion privée ou publique? À la veille d'un symposium sur la gestion de l'eau, où en est-on dans le dossier des infrastructures urbaines? », Gagné, Stéphane, Cahier spécial, samedi 6 décembre 1997, p. F6.

1998

- 75. La Presse. «Duchesneau et Prescott font la paire contre la privatisation et la tarification de l'eau», Noël, André, Nouvelles générales, samedi 27 juin 1998, p. A3.
- 76. La Presse. «Les municipales 98. Ni privatisation de l'eau ni tarification. Les neuf mairies de Duchesneau sur le gril au débat du marché Maisonneuve», Ouimet, Michèle, Montréal métro, mercredi 7 octobre 1998, p. A7.
- 77. La Presse. «Les municipales 98. Une candidate d'Équipe Montréal se déclare en faveur de l'installation de compteurs d'eau», Noël, André, Montréal métro, mercredi 14 octobre 1998, p. A7.

1999

- 78. La Presse. «Privatisation sociale à l'haïtienne: fin du cauchemar de l'eau», Levanti, Dominique (AFP), Monde, vendredi 13 août 1999, p. B3.
- 79. Le Devoir. «Congrès national: La lutte contre la privatisation de l'eau, cheval de bataille du SCFP. 2000 délégués débarquent à Montréal», Leduc, Louise Les Actualités, mardi 19 octobre 1999, p. A5.
- 80. La Presse. «La Ville de Montréal dit non à la privatisation, à la tarification et aux compteurs d'eau», Bisson, Bruno, Île de Montréal, mercredi 8 décembre 1999, p. A3.

2000

- 81. La Presse. «Le BAPE dépose son rapport sur la gestion de l'eau (1^{er} paragraphe: L'exploitation commerciale de l'eau souterraine, la privatisation

des réseaux municipaux d'eau potable et les projets d'exportation d'eau douce vers l'étranger, seront au premier plan du rapport de 900 pages que rend public, ce matin, la Commission sur la gestion de l'eau au Québec.)», Bisson, Bruno, *Nouvelles générales*, mercredi 3 mai 2000, p. A9.

82. *Le Devoir*. «La guerre de l'eau éclate en Bolivie», Claude Lacaille (*Trois-Rivières*), avril 2000, *Éditorial, Lettres*, mardi 16 mai 2000, p. A6.

83. *Le Devoir*. «Bolivie: l'enjeu social de l'eau», De La Fuente, Manuel; Seifert, *Éditorial, Libre opinion*, lundi 17 juillet 2000, p. A6.

2001

84. *La Presse*, «Le groupe Suez-Lyonnaise des eaux choisit Montréal», Léger, Marie-France, *Actualités*, samedi 3 février 2001, p. A12.

85. *La Presse*. «Sommet des Amériques. Vers le Sommet des Amériques (Québec 2001): La ZLEA fera-t-elle perdre au Québec l'autorité sur ses réserves d'eau? Un économiste de réputation mondiale met le Québec en garde», Lortie, Marie-Claude, *Nouvelles générales*, mardi 3 avril 2001, p. A7.

86. *Le Devoir*. «Ricardo Petrella. La gestion de l'eau doit être collective», Francoeur, Louis-Gilles, *Les Actualités*, Mardi 10 avril 2001, p. A1.

2002

87. *La Presse*. «Eau potable. Cri d'alarme au Forum», Delisle, Norman (PC), *Actualités*, mardi 5 février 2002, p. A9.

88. *La Presse*. «Sommet mondial pour le développement durable. La privatisation de l'eau à l'ordre du jour», Agence Presse, *Nouvelles générales*, lundi 26 août 2002, p. A5.

89. *La Presse*. «Pas question de spéculer sur le coût de l'eau. L'eau restera publique, dit la Ville», Côté, Charles, *Montréal Plus*, jeudi 14 novembre 2002, p. E1.

2003

90. La Presse. «Les eaux troubles de Mme Forget. La ministre est-elle obnubilée par sa quête de services publics à privatiser? », Bellavance, Yves; Bouthillier, André, Forum, mercredi 17 septembre 2003, p. A21.
91. La Presse. «Eau potable: privatisation en douce? », Bisson, Bruno, Actualités, samedi 15 novembre 2003, p. A13.
92. Le Devoir. «Lettres: La concession ultime du néolibéralisme», Roy, Guy, Éditorial, mercredi 18 juin 2003, p. A6.
93. Le Devoir. «Encore l'eau», Sansfaçon, Jean-Robert, Éditorial, mardi le 16 septembre 2003, p. A6.
94. Le Devoir. «Un partenariat public-privé serait bien reçu à Québec. Fournier rouvre-t-il le robinet? Montréal envisage des modifications importantes à son service d'eau», Lévesque, Kathleen, Perspectives, samedi le 27 septembre 2003, p. B3.
95. Le Devoir. «Québec exclut la privatisation d'infrastructures municipales. Fournier privilégie les "partenariats", s'ils sont avantageux», Francoeur, Louis-Gilles, Les Actualités, mardi le 18 novembre 2003, p. A1.
96. Le Devoir. «Montréal créé un Fonds de l'eau pour éviter la privatisation. Les taxes bleues rapporteront 200 millions par années en 2013», Francoeur, Louis-Gilles, Les Actualités, mardi 25 novembre 2003, La Une, p. A1.

2004

97. Le Devoir. «Porte ouverte à la privatisation de l'eau. Des maires craignent que Québec et les MRC leur imposent consultants, ingénieurs et banquiers pour leurs projets», Francoeur, Louis-Gilles, Les Actualités, samedi 30 octobre 2004, La Une, p. A1.
98. Le Devoir. «La gestion de l'eau restera publique. Seule la gestion des infrastructures pourrait être privatisée, réitère Mulcair», Richer, Jocelyne (Agence PC), Les Actualités, mercredi 8 décembre 2004, p. A2.

2005

99. Le Devoir. «Le Forum alternatif mondial de l'eau. Une taxe de solidarité pour éviter la privatisation de l'eau», AFP, Les Actualités, lundi 21 mars 2005, p. A4.
100. Le Devoir. «Il faut protéger l'eau dans la Constitution, selon Eau Secours», Francoeur, Louis-Gilles, Les actualités, mercredi 23 mars 2005, p. A2.
101. Le Devoir. «Libre opinion. Faut-il faire payer l'eau au Québec? », Lasserre, Frédéric, Éditorial, jeudi 7 juillet 2005, p. A6.
102. La Presse. «L'eau au privé. La loi 134 permet aux entrepreneurs de gérer et de financer les services municipaux», Cardinal, François, Nouvelles, p.A1.

BIBLIOGRAPHIE

- Abric, J.-C. 1994. *Pratiques sociales et représentations*. Paris: Presse Universitaire de France, 252 p.
- Assogba, Henri. 2005. «Intérêt et importance des questions environnementales dans la presse francophone: Éléments d'analyse à partir d'une étude de cas des quotidiens montréalais La Presse, Le Devoir et le Journal de Montréal». Mémoire, Alexandrie, Université Senghor, 83 p.
- Auger, P., Baudrand, J. 2004. *Gestion de l'eau bassin versant au Québec: Cadre de référence pour les organismes de bassin versant*, <http://mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/index.htm> (page consulté le 6 décembre 2006).
- Bardin, Laurence. 1977. *L'analyse de contenu*. 8^{iem} édition, Paris: Vendôme: Presses universitaires de France, 291 pages.
- Beauchamp, André. 1997. «Participation: communication et consultation». In *Environnement et consensus social*. Montréal: Éditions L'Essentiel, 141 p.
- Boia, Lucian. 2004. *L'homme face au climat. L'imaginaire de la pluie et du beau temps*. Paris: Les Belles Lettres, 207 p.
- Boudon, Raymond. 2002. «Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique ? » *Sociologie et sociétés. La théorie du choix rationnel contre les sciences sociales? Bilan des débats contemporains*, vol.XXXIV, no 1 (printemps), p.9-34.
- Bouguerra, Mohamed Larbi. 2003. *Les batailles de l'eau: pour un bien commun de l'humanité*. Paris: Éditions de l'Atelier ; Montréal: Éditions Écosociété, 239 p.
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. 2000. *L'eau, ressource à protéger, à partager et à mettre en valeur*, Rapport No 142, 147 p.
- Breton, Gaétan. 2001. *Tu me pompes l'eau! Halte à la privatisation: essai*. Coll.

- «Controverses». Montréal: Triptyque, 173 p.
- Canada, Ministère des approvisionnements et services. 2000. *Notions élémentaires sur l'eau douce*. Ottawa: Environnement Canada, 88 p.
- Cantin Cumyn, Madeleine. 2003. *Le droit de l'eau et le développement durable: convergence, complémentarité ou incompatibilité: Conférence d'ouverture pour le Forum sur l'eau et le développement durable* (Baie-Comeau, 13 et 14 novembre 2003). Baie-Comeau: Corporation des services universitaires, secteur ouest Côte-Nord, 10 p.
- Char, Antoine. 2005. «L'éthique de l'émotion», In *Communication: horizons de pratiques et de recherche*, sous la dir. de Johanne Saint-Charles et Pierre Mongeau, p. 260-275. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Charaudeau, Patrick. 1997. *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Coll. «Médias recherche», Paris: Nathan, 286 p.
- Charest, Rémy. 1997. «Gestion de l'eau. La loi de l'eau. Aucun n'usage de l'eau n'a de priorité sur les autres lois». *Le Devoir* (Montréal), 6 décembre, p. F3.
- Charbonneau, Jean-Paul. «Laval s'apprête à demander l'autorisation de créer une société responsable de l'approvisionnement en eau», *La Presse* (Montréal), 9 mars 1995, p. A4.
- Crevier, Guy. 2007. «Croissance exceptionnelle du tirage de La Presse». *La Presse* (Montréal), 4 mai, p. A22.
- Cusset, Yves. 2004. *Eau, mythe et culture: Mais l'eau, dis...: Débat à Créteil* (Créteil, 13 mai 2004). Les cahiers Université de l'eau 2004. Créteil: Conseil général du Val-de-Marne. p. 60.
- Deglise, Fabien. 2007. «Les Canadiens, des écolos à temps partiel», *Le Devoir* (Montréal), 12 juillet, p. A1.
- De Cheveigné, Suzanne. 2000. *L'environnement dans les médias ; médiateurs et visions du monde*. Paris: Éditions CNRS, 161 pages.
- De Vanssay, Bernadette, Gabriel Moser et Eugénia Ratiu. n/a . *Représentations sociales, idéologies et pratiques: Un modèle des rapports à l'eau dans différents contextes sociétaux*. Paris: CNRS, 25 pages. Document non publié. Trouvé auprès de l'auteur: moser@psycho.univ-paris5.fr.

- Duclos, Denis. «La grande presse et la montée des préoccupations environnementales». 1993. In *L'État et l'environnement dans le monde*. Sous la direction de Michel et Calliope Beaud et de Mohamed Larbi Bouguerra. Paris: La Découverte, p. 151.
- Dumas B. et Gaulin, B. 1992. «Le cas des pluies acides» In Pradès A José, Tessier, R. et Vaillancourt, J.-G. (Ed.). *Gestions de l'environnement, éthique et société*. Montréal: Éditions Fidès, p.93-124.
- Elmaleh, Gad. 2005. *L'autre c'est moi*. Prod. KS2, France: TF1 Vidéo, DVD, 120 min., son, couleur.
- Francoeur, Louis-Gilles. 2007. «Gro Harlem Brundtland au Devoir. Le développement durable, une idée souvent déformée», *Le Devoir* (Montréal), 30 mai, p. A1.
- Francoeur, Louis-Gilles. 2002. «Le projet de Politique nationale de l'eau - L'eau: un projet impressionnant, mais timide sur certains aspects», *Le Devoir* (Montréal), 16 et 17 novembre, www.ledevoir.com/2002/11/16/13563.html.
- Francoeur, Louis-Gilles. 2007. «Faire échec aux transferts massifs d'eau», *Le Devoir* (Montréal), mercredi 25 avril 2007, p. A1.
- Francoeur, Louis-Gilles. 1996. «Privatisation: tout est sur la table». *Le Devoir* (Montréal), 23 janvier, p. A1.
- Gangbazo, G. 2004. *Gestion intégrée par bassin versant: concept et application*, document disponible sur le Web au http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassin_versant/index.htm. Consulté le 6 décembre 2006.
- Garnier, Catherine et Lucie Sauvé. «Apport de la théorie des représentations sociales à l'éducation relative à l'environnement. Conditions pour un design de recherche». In Lucie Sauvé (dir.), *Éducation relative à l'environnement: regards, recherches, réflexions*. Volume 1, 1998-1999, p. 65-75.
- Godelier, Maurice, «Quelles cultures pour quels primates; Définition faible ou définition forte de la culture? » In *La Culture est-elle naturelle ; Histoire, épistémologie et applications récentes de concept de culture*, sous la direction d'Albert Ducros et al., Paris: Éditions errance, p. 217 à 222.
- Godin, Pierre. 1981. *La lutte pour l'information: histoire de la presse écrite au Québec*. Montréal: Le Jour, 317 p.

- Guimelli Christian. 1994. «Présentations de l'ouvrage». In *Structures et transformations des représentations sociales*. Dir. Christian Guimelli, Lausanne: Delachaux et Niestlé, p 11 à 24.
- Gusse. Isabelle. 1992. «Le racisme dans la presse écrite: analyse des pratiques discursives à partir desquelles La Presse et le Devoir construisent leurs récits journalistiques sur l'immigration et les immigrants de janvier 1987 à juin 1989». Mémoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 171 p.
- Greenberg, M.R, D.B. Sachsman, P.M Sandman, K.L. Salomone. (1989). «Risk, Drama and Geography in Coverage of Environmental Risk by Network TV». *Journalism Quaterly*, no 66, vol. 2, p. 267-276.
- Hade. André. 2000. *Nos lacs. Les connaître pour mieux les protéger*. Montréal: Fides, p. 359.
- Haghe, Jean-Paul. P.d. *Les représentations de l'eau dans le monde par les nouveaux manuels de géographie de seconde*. Rouen: IUFM, 16 p.
- Hansen, Anders (comp.), 1993. *The Mass Media and Environmental Issues*. Leicester: Leicester University Press, 238 pages.
- Jamet, Claude et Anne-Marie Jannet. 1999. *La mise en scène de l'information*. Coll. Champs visuels, Montréal: L'Harmattan, 299 pages.
- Laberge, Yvon. 1996. «Eau à vendre. Trois titans convoitent l'eau de Montréal». *La Presse* (Montréal), 24 février 1996, p. A1.
- Lamb, R. (1997. «La place de la nature à la télévision». In Conseil d'Europe, *La conservation de l'environnement et les médias*, p.19-25, Strasbourg: Éditions du Conseil d'Europe.
- Lannegrace, Éric. «Gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec: État de la situation», Essai, Centre Universitaire de Formation en Environnement, Université de Sherbrooke. 2006.
- Lash. Christopher. 1996. «L'art perdu de la controverse». In *La révolte des élites*, p.174-175. Paris: Éditions Climats.
- Lauzon, L-P et al. 1996. *Étude sur la privatisation de l'eau au Québec: Expériences dans le monde*. Montréal: Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 69 p.

- Legendre, Anne-Sophie. 2006. «L'environnement au risque des médias. Le cas des OGN dans la presse écrite québécoise 1990 à 2000». Mémoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 144 pages.
- Lemire, Martin. 2003. «La cérémonie de l'eau: analyse communicationnelle des rituels de l'eau embouteillée». Mémoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 237 p.
- Le Pestre, Philippe. «La communauté internationale face aux défis de l'environnement». In *Enjeux et politiques de l'environnement*, sous la dir. de Philippe Tronquoy, Paris: Édition La Documentation française, 169 p.
- Lévesque, Kathleen. 1996. «Ce robinet tant convoité». *Le Devoir* (Montréal), 5 novembre 1996, p. A1.
- Lévesque, Kathleen. 1997. «Non à la privatisation de l'eau. Québec tranche: "L'eau est une ressource stratégique et un bien public qui doit demeurer sous contrôle public"», *Le Devoir* (Montréal), 5 novembre 1996, p. A1.
- Laramée, Alain, 1997. *La communication environnementale: de la problématique à l'évaluation*. Sainte-Foy: Éditions Télé-Université, 168 p.
- Martin-Lagardette, Jean-Luc. 2003. *Le guide de l'écriture journalistique*. Coll. La découverte Guides, Paris: La découverte, 251 p.
- Meadows, Donella H. 1974. *Limits to Growth: A Report For the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*. New York : Universe Books, 205 p.
- Mondzain, Marie-Josée, 2004. «La représentation comme bataille et comme liberté». In *Print the Legend: Cinéma et journalisme*. Cahiers du cinéma. Festival international du Film de Locarno (4-14 août 2004), p. 15-23
- Muhlmann, Géraldine. 2004. *Du journalisme en démocratie*. Coll. «Critique de la politique Payot». Paris: Payot et Rivages, 347 p.
- Oliver, Jean-Louis. 2004. *Eau, mythe et culture. Eau et diversité culturelle: Débat à Créteil*. Extraits de La culture, un nouveau challenge pour la gestion de l'eau au XXI^e siècle, exposé au Forum mondial de Kyoto en mars 2003 (Créteil, 13 mai 2004). Les cahiers Université de l'eau 2004. Créteil: Conseil général du Val-de-Marne, p. 61-64.
- Paquerot, Sylvie. 2005. *Un monde sans gouvernail: enjeux de l'eau douce*. Québec: Athena, 166 p.

- Paquerot, Sylvie. 2004. *Le droit international et la coopération dans le domaine de l'eau: enjeux et défis dans les Amériques: Actes du colloque organisé par l'Institut Québécois des hautes études internationales et l'Observatoire internationale de recherche sur l'eau. L'eau en Amérique du nord facteur de coopération, outil de développement ou enjeu de conflit?* (Québec, 14-15 octobre 2004). Les Éditions en Environnement–VertigoO. www.vertigo.ugam.ca/actes_colloque_quebec-2005/vertigohors_dossier_1_paquerot.html
- Petrella, Ricardo. 2004. *Désir d'humanité. Le droit de rêver*. Montréal: Écosociété, 208 p.
- Pichette, Jean. 2007. «Penser le journalisme dans un monde en crise». *Médias, journalisme et critique sociale, À bâbord*, vol.18, février-mars 2007, p. 17-18.
- Pierre Mannoni. 1998. *Les représentations sociales*, PUF: France, 127 p.
- Pruneau, Dianne, Omer Chouinard, Jean-Pierre Musafiri et Claire IsaBelle. 2000. «Les facteurs qui influencent le désir d'action environnementale dans les communautés». *Revue des sciences de l'éducation*, Vol.XXVI, nP2, p. 395-413.
- Québec. 1975. Ministère des richesses naturelles. *Rapport de la Commission d'étude des problèmes juridiques de l'eau*. Vol.2 , Tome 1, Québec: Les Publications du Québec, 459 p.
- Rabourdin, Sabine. 2005. *Changement climatique: comprendre et agir*, Paris: Delachaux et Niestlé, 286 p.
- Raboy, Marc. 2000. *Les médias Québécois, presse, radio, télévision, inforoute*. Québec: Geatan Morin, 409 p.
- Reeves, Hubert. 2003. *Mal de Terre*. Paris: Éditions du Seuil, 220 pages.
- Rocher, Guy. 1969. *L'organisation sociale. Introduction à la sociologie générale*. Coll. Regards sur la réalité sociale LaSalle: Hurtubise HMH, 309 p.
- Sabourin, Paul. 2003. «L'analyse de contenu» In *La recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, sous la dir. de Gauthier, Benoît. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, p. 357-384.
- Sansfaçon, Jean-Robert. 1997. «Histoires d'eau. Nos gens d'affaires auraient-ils été

mystifiés, comme d'autres l'ont été par des prospecteurs d'or? », *Le Devoir* (Montréal), 4 septembre, p. A8.

- Sauvé, Lucie et Armel Boutard. 1991. «La presse écrite: un outil d'éducation relative à l'environnement». In *Enjeux de l'information et de la communication en matière d'environnement: Recueil de textes et documents d'accompagnement*, Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, Montréal: Université du Québec à Montréal, p. 59-62.
- Sauvé, Lucie, et Catherine Garnier. 1999. Une phénoménographie de l'environnement. Réflexions théoriques et méthodologiques sur l'analyse des représentations sociales, in Rouquette, Michel-Loui, et Catherine Garnier. *Représentations sociales et éducation*. Montréal: Les Éditions nouvelles, p. 207-227.
- Sauvé, Lucie. 2002. «Éducation et environnement: construire l'espoir sans naïveté». In *L'éducation à l'environnement: six propositions pour agir en citoyen*, l'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire, Coll. Les Cahiers de la propagande pour le XXI^e siècle, Éditions Charles Léopold Mayer, 168 p.
- Semprini. Andrea. 2000. *CNN et la mondialisation de l'imaginaire*, Paris: CNRS Editions, 187 p.
- Sironneau, Jacques. 1996. *L'eau: nouvel enjeu stratégique mondial*. Paris: Économica, Coll. Poche géopolitique, 111 p.
- Smets, Henri. 2004. *La solidarité pour l'eau potable: aspects économique*. Paris: L'Harmattan, 288 p.
- Stoiciu, Gina. 2005. *Comment comprendre l'actualité. Communication et mise en scène*. Québec: Presse universitaire du Québec, 242 p.
- Stuart, Allan, Barbara Adam et Cynthia Carter. 2000. *Environmental Risks and the Media*, London: Routledge, 278 p.
- Susuki, David et Holly Dressel. 2007. *Enfin de bonnes nouvelles*. Montréal: Boréal, 558 p.
- Tessier, Robert. 1996. *L'éthique d'une société face aux pluies acides. Le cas du Québec*. Laval: Les Presses de l'Université Laval, 276 p.
- Tessier, Robert. 1992. «Il pleut à en mourir: le thème de la mort et le discours de

presse sur les pluies acides», *Frontières*, vol. 5, no 2 (automne), p. 18-23.

Tessier, Robert. 1996. «Sociologie des médias et gestion de l'environnement: valeurs sociales et mise au programme politique». In *La recherche sociale en environnement. Nouveaux paradigmes*, sous la dir. de Robert Tessier et Jean-Guy Vaillancourt, p.135-148. Montréal: PUM.

Turmel, A. 2002. *La privatisation de la gestion de l'eau ou le partenariat Public-Privé: Un choix limpide?* [http://www.fasken.com/WEB/fmdwebsitefrench.nsf/0/9F8E9BB3EDA54ED485256CAF005C8674/\\$File/LA_PRIVATISATION_DE_LA_GESTION_DE_L_EAU_OU_LE_PARTENARIAT_PUBLIC_PRIVÉ_UN_CHOIX_LIMPIDE.PDF](http://www.fasken.com/WEB/fmdwebsitefrench.nsf/0/9F8E9BB3EDA54ED485256CAF005C8674/$File/LA_PRIVATISATION_DE_LA_GESTION_DE_L_EAU_OU_LE_PARTENARIAT_PUBLIC_PRIVÉ_UN_CHOIX_LIMPIDE.PDF) (page consultée le 9 avril 2007).

Vaillancourt, Jean-Guy. 2003. «L'eau, enjeu vital pour le XXI^{em} siècle». *VertigO*, Vol.4, No3, (hiver), pp. 1-5.

Veron, Eliseo, Jorge Dana et Antoinette Franc de Ferriere. 1981. *Construire l'évènement: les medias et l'accident de Three Mile Island*, Paris: Éditions de Minuit, 176 p.

Ziaka, Panayota Yolanda. 1995. «L'éducation relative à l'environnement à travers les médias: aspects didactiques dans le cas de la presse écrite». Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris Denis Diderot, 1995, 279 p.